

Université de Montréal

**Mainmise sur la gouvernance? Le contrôle territorial des bidonvilles
par les gangs de rue et la réponse étatique au Brésil et au Salvador**

Par
Antoine-Samuel Mauffette Alavo

Études internationales
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des arts et des sciences
en vue de l'obtention du grade de M.Sc
en Études internationales

Janvier 2013

© Antoine-Samuel Mauffette Alavo, 2013

Résumé

Ce mémoire compare les activités des gangs de rues opérant dans les *favelas* du Brésil et les *barrios* du Salvador afin de déterminer l'ampleur de la menace qu'elles représentent pour la sécurité nationale et la légitimité étatique. En analysant les conditions d'inégalité qui sévissent au sein de ces zones urbaines marginales et la violence sociale qui y prolifère, nous proposons que les gangs ont pris contrôle du territoire en remplissant le vide étatique. En réponse à l'impact des gangs de rue organisés qui perturbent l'ordre social et l'état de droit, les gouvernements à l'étude proposent des solutions radicales qui, comme nous l'observerons, ne font qu'exacerber la situation et n'entraînent pas les résultats escomptés. Finalement, l'évolution du MS-13 en Amérique et les interventions policières dans les favelas de Rio en préparation à la coupe du monde, font de la lutte de pouvoir entre gangs et État un sujet incontournable d'actualité politique.

Mots-clés

Gangs, favelas, bidonvilles, El Salvador, Brésil, violence urbaine, intervention policière

Abstract

This dissertation compares the activities of street gangs operating in Brazil's favelas and the barrios of El Salvador to determine the extent of the threat they pose to national security and state legitimacy. In analyzing the conditions of inequality and violence plaguing these marginal urban agglomerations we suggest that the gangs have effectively taken control of the territory by filling the void left by an absentee state. In response to the impact of organized street gangs that disrupt social order and the rule of law, the governments have respectively applied radical solutions that serve only to exacerbate the situation and do not lead to the expected results. Finally, the evolution of MS-13 in the Americas and the police interventions in the favelas of Rio in preparation for the World Cup have situated the power struggle between gangs and state at the heart of political debate.

Keywords

Gangs, favelas, shantytowns, El Salvador, Brazil, urban violence, police intervention

Resumen

Esta tesis se comparan las actividades de las pandillas que operan en las favelas de Brasil y de los barrios de El Salvador para determinar el alcance de la amenaza que suponen para la seguridad nacional y la legitimidad del Estado. En el análisis de las condiciones de desigualdad y violencia que asolan estas aglomeraciones urbanas marginales sugerimos que las pandillas han adoptado efectivamente el control del territorio, llenando el vacío dejado por un estado ausente. En respuesta al impacto de las pandillas organizadas que perturben el orden social y el imperio de la ley, los gobiernos han aplicado soluciones radicales, respectivamente, que sólo sirven para exacerbar la situación y no conducen a los resultados esperados. Por último, la evolución de la MS-13 en las Américas y las intervenciones policiales en las favelas de Río, en preparación para la Copa Mundial han situado la lucha de poder entre bandas y el estado en el centro del debate político.

Palabras claves

Pandillas, favelas, barrios juvenes, El Salvador, Brasil, violencia urbana

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES.....	III
SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	V
REMERCIEMENT	VI
INTRODUCTION.....	1
Cadre théorique.....	3
Justification de la comparaison	4
Limites temporelles et spatiales	5
Sources.....	5
Intérêt du sujet pour la science.....	6
Objectifs de recherche	6
Structure de la démonstration.....	8
 PARTIE I : LES GANGS CRIMINELS TRANSNATIONAUX COMME MENACE ÉTATIQUE	 1
État de la question	1
1.1 Le phénomène de gang comme problème non traditionnel d'ordre national	2
1.1.1 La menace que représente le phénomène des gangs transnationales	3
1.1.2 Les gangs à l'étude, leurs actions criminelles et leur organisation en réseaux	4
1.1.2.1 Comando Vermelho (Brésil).....	6
1.1.2.2 Mara Salvatrucha ou MS-13 et le MS-18 (Salvador).....	7
1.1.3 Les gangs transnationaux en tant qu'acteurs non étatiques	10
1.1.4 Les arguments contre la surévaluation de la menace	11
1.2 L'État et l'impact du phénomène des gangs	12
1.2.1 Les quatre niveaux de l'État menacés par le phénomène des OCT	13
1.2.1.1 Impacts sur l'économie	14
1.2.1.2 Impacts politiques	16
1.2.1.3 Impacts sur l'ordre public	16
1.2.1.4 La situation sécuritaire nationale et son impact à l'international	19
1.3 Violence sociale et inégalité urbaine	22
1.3.1 Violence sociale.....	23
1.3.1.1 Violence au Salvador	23
1.3.1.2 Violence à Rio de Janeiro	28
1.3.1.3 Pauvreté, inégalité et informalité au Salvador	30

1.3.1.4 Pauvreté, inégalité et informalité au Brésil	31
1.3.2 Rôle organisationnel des gangs au sein des communautés	33
1.4 Absentéisme étatique et mainmise territoriale	37
1.4.1 Conceptualisation du contrôle territorial	40
1.4.2 Impunité et dynamiques criminelles sur les territoires "féodaux"	46
1.4.3 MS-13 et la porte tourniquet avec les États-Unis	48
1.4.4 Collusion politique et corruption policière institutionnalisées au Brésil	49
 PARTIE II : LA RÉPONSE ÉTATIQUE, EFFETS ET CONSÉQUENCES.....	53
 2.1 Les gangs de rues et la gestion carcérale étatique	53
2.1.1 Définition et classification des gangs en milieu carcéral	56
2.1.2 Politiques et actions de l'État	57
2.1.3 Les <i>maras</i> et la situation carcérale au Salvador.....	58
2.1.3.2 Les gangs brésiliens et <i>O Estado</i>	60
 2.2 Retour sur l'impact sur l'État.....	69
2.2.1 Violence urbaine.....	69
2.2.2 La violence urbaine, obstacle au monopole étatique du pouvoir coercitif.....	72
2.2.3 Gouvernance et légitimité.....	75
2.2.3.1 Souveraineté fragmentée.....	75
2.2.3.2 Les insurrections criminelles: définition et classification	76
 2.3 Menace transnationale : réponses étatiques et régionales	79
2.3.1 Établissement de la menace au niveau régional en Amérique centrale	80
2.3.2 Les relations internationales engendrées par la menace des <i>maras</i> et du Comando Vermelho	82
2.3.3 Les politiques de lutte au narcotrafic	83
2.3.3.1 Mano dura et l'impact carcéral	84
2.3.3.2 UPP et action brésilienne	85
2.3.4 Ségrégation sociale et questions d'espace urbain	89
2.3.4.1 Ségrégation sociale et logement au Brésil	89
2.3.4.2 Ségrégation sociale et logement au Salvador.....	91
 <u>CONCLUSION.....</u>	<u>92</u>
 BIBLIOGRAPHIE.....	100

Sigles et abréviations

CV	Comando Vermelho
FBI	Bureau fédéral d'enquête (<i>Federal Bureau of Investigation</i>)
IBGE	Institut brésilien de géographie et de statistique (<i>Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística</i>)
IPEA	Institut de recherche économique appliquée (<i>Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada</i>)
LSN	Loi de sécurité nationale (<i>Lei de Segurança Nacional</i>)
MS-13	Mara Salvatrucha
MS-18	18th Street Gang
OCT	Organisation criminelle transnationale
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
PCC	Premier commando de la capitale (<i>Primeiro Comando da Capital</i>)
UPP	Unité de Police Pacificatrice (<i>Unidade de Polícia Pacificadora</i>)

Remerciement

Je tiens d'abord à remercier ma directrice de recherche, madame Graciela Ducatenzeiler qui m'a accompagné à travers ce segment crucial de mon cheminement académique. Ses remarques, conseils et suggestions m'ont été extrêmement utiles. Je remercie également monsieur Guillermo Aureano pour ses nombreux conseils.

Je souhaite aussi démontrer ma gratitude envers les membres de ma famille pour leurs encouragements inconditionnels.

Je suis très reconnaissant envers des professeurs extraordinaires qui ont marqué mon parcours tels Philip Oxhorn et Donald Von Eschen ainsi que des auteurs qui m'ont particulièrement interpellé et m'ont permis de consulter leurs travaux avant la publication comme Michel Misse et Thomas Boerman.

Je remercie en outre ma tendre épouse Valérie pour sa patience, son dévouement ses nombreuses lectures consciencieuses et ses critiques attentionnées. Enfin, je dédie ce mémoire aux deux trésors de ma vie, Zoé et Maeva et à la mémoire d'Evandro Joao Da Silva, coordonateur de l'ONG AfroReggae qui fût victime de la violence des gangs et de l'inaction policière¹.

¹ Détails : <http://riotimesonline.com/brazil-news/rio-politics/outrage-over-afroreggae-killing/>

Introduction

Les élections de 2009 et 2010 qui se sont respectivement déroulées au Salvador et au Brésil laissent croire que la situation démocratique des deux États se porte relativement bien. Toutefois, les innombrables incidents violents émanant des bidonvilles et *favelas* indiquent que le pouvoir déstabilisateur des gangs de rue demeure indéniable. Effectivement, malgré la réforme² des interventions policières dans les *favelas* de Rio de Janeiro, les opérations de l'UPP ont mené à de multiples bavures et dommages collatéraux et peu d'arrestations (Gay 2010, 32). En ce qui concerne le Salvador, les attaques des gangs de rues dans les transports publics ne font qu'augmenter depuis 2007, et ce, malgré une participation militaire renforcée. Le problème des *pandillas* est plus qu'une simple affaire de police municipale, comme l'ancienne vice-ministre de la justice salvadorienne Silvia Aguilar le déclarait : « Domestic crime and its associated destabilization are now Latin America's most serious security threat. »³

Pourtant, la perception qui veut que le problème des gangs ne soit pas une menace nationale et qu'il ne faille pas surestimer son impact persiste chez certains théoriciens de la sécurité.⁴ Que l'on se trouve d'un côté ou de l'autre du débat, il est clair que la situation qui prévaut sur les territoires urbains marginalisés est perturbante et ne semble pas avoir reçu toute l'attention académique qu'elle mérite. Au-delà des conditions de vie misérables qui y règnent, le contrôle exercé par les organisations criminelles sur le territoire des bidonvilles représente, à nos yeux, un enjeu prioritaire en tant que menace à l'autorité nationale. Les notions de retrait de l'État et d'acteurs non étatiques prennent une allure autant sinistre que concrète lorsqu'on les transpose à l'analyse des relations de pouvoir sur le territoire des bidonvilles. Ce mémoire s'intéresse donc à la menace que représente la consolidation du contrôle territorial dans les *barrios* tant au niveau de la sécurité sociale que de l'évolution démocratique. Dans un espace où la légitimité étatique

² Un nouveau bataillon d'élite de la police militaire, *Unidade de Polícia Pacificadora (UPP)* ou Unité de pacification policière, qui reçoit une formation d'intervention social en milieu marginalisé (Gay 2010).

³ Conférence intitulée "New Security Threats in the Western Hemisphere" du Center for Strategic Studies, donnée à Washington en 2004.

⁴ Pour plus de détails sur cet aspect, se référer aux analyses de Lowenheim 2002 ; Krasna 1999 et Bittencourt 2003.

est déjà affaiblie, quel est l'impact de la présence de groupes criminels organisés? Nous tenterons d'évaluer ses effets sur l'appareil étatique ainsi que sur la situation démocratique des pays à l'étude et d'ainsi déterminer l'envergure de la menace que représente ce phénomène inquiétant. Malgré d'importantes différences au niveau des pays et des gangs à l'étude, nous tenterons d'établir que les conséquences sécuritaires, économiques et sociopolitiques sont comparables et que les mesures d'intervention similaires de la part des deux gouvernements souffrent des mêmes lacunes contre-productives.

Comment peut-on concilier démocratie établie et insécurité généralisée sur un même territoire national? La consolidation du pouvoir territorial de ces gangs dérange beaucoup plus que l'opinion publique : elle perturbe les institutions stratégiques et judiciaires de l'appareil étatique et remet en question le monopole de la violence supposément détenue par l'État. Au-delà de l'inefficacité policière et de la corruption, c'est le fait que les gangs exacerbent l'insécurité tout en prospérant dans des conditions se rapprochant de celles d'un État déchu (*failed state*) qui nous apparaît des plus alarmants. Plusieurs estiment⁵ que les habitants des bidonvilles, laissés à eux-mêmes par un État qui n'offre aucun service dans ces zones de non-droit, sont exclus au point de constituer une citoyenneté parallèle. Nous nous intéressons plutôt au fait qu'en procurant plusieurs services et en bénéficiant d'une certaine légitimité à l'échelle locale, les gangs en viennent à remplacer l'État sur cet espace donné. Que ce soit au niveau étatique ou sociétal, il est clair que la présence criminelle dans les bidonvilles et la puissance de ces organisations représentent une problématique offrant diverses contradictions dont l'exploration est capitale. En procédant à une étude positiviste, localisée et comparée, nous allons démêler les relations de pouvoir à l'intérieur des bidonvilles et exposer la menace à l'État.

Dans quelle mesure la consolidation du contrôle territorial des bidonvilles par les organisations criminelles représente-t-elle une menace à la souveraineté étatique du Brésil et du Salvador?

⁵ Voir sur ce point Holston (2000); Caldeira (2004) et Lavallée (2008).

Ces acteurs non étatiques, les gangs criminels, présentent un affront direct à l'autorité étatique en utilisant la violence et la coercition afin d'assurer le maintien d'un environnement propice au commerce illicite. Dans un espace urbain marginalisé où la légitimité de l'État est déjà affaiblie, ces gangs remplissent le vide et parviennent à instaurer leurs règles en s'établissant dans ces enclaves difficilement pénétrables. Cette conquête territoriale entraîne des conséquences qui impactent l'État à plusieurs niveaux. Avant d'analyser les conséquences de ce contrôle territorial pour l'État, nous devons définir ce qu'une menace sécuritaire peut représenter au niveau traditionnel ainsi que dans le cadre des théories de la sécurité humaine.

Cadre théorique

Notre objectif est d'identifier et de qualifier l'impact de la consolidation du pouvoir des gangs sur le territoire national brésilien et salvadorien afin de déterminer si elle représente une véritable menace. Pour ce faire, nous allons tenter de répertorier l'influence des agressions criminelles contre l'appareil étatique et de mesurer les conséquences de la réponse de l'État sur la démocratie.

Notre recherche diffère de ce qui a déjà été analysé de par le fait que son cadre théorique combine deux pans théoriques souvent considérés comme peu compatibles, soit les études de sécurité et les théories de la démocratisation. Effectivement, en politique comparée et dans l'analyse régionale de l'Amérique latine, les études sécuritaires accordent peu d'importance aux problèmes sociaux et les théoriciens de la démocratisation qui s'intéressent à l'inégalité et à la marginalisation urbaine ne se mêlent généralement pas aux questions de relations internationales. Pour bien analyser l'impact du problème des gangs, nous nous devons d'utiliser d'un cadre qui comprend des conceptualisations circonscrites de phénomènes telles la menace et l'insécurité. De surcroît, l'abstraction proposée par les études de sécurité par rapport aux différents niveaux étatiques à analyser nous sera fort utile dans la déconstruction des cas à l'étude. En revanche, le problème des gangs et de leur contrôle des bidonvilles est étroitement relié à une compréhension approfondie des dynamiques sociales et des luttes de pouvoirs qui sévissent actuellement dans les zones urbaines marginalisées. Dans l'analyse post-

consolidation⁶ de ces pays d'Amérique latine, ce sont les théoriciens qui se sont intéressés à la citoyenneté parallèle des *favelados*⁷ qui ont le plus exploré les notions de retrait de l'État.

Nous procéderons à une analyse des relations État/société en usant de concepts développés par les théoriciens de la démocratisation tout en optant pour une évaluation basée sur le subjectivisme des théories sécuritaires. Cet appareil analytique nous permettra non seulement de puiser de deux sources théoriques souvent mises en opposition, mais surtout de déconstruire une réalité complexe sans tomber dans les pièges d'une recherche descriptive.

Finalement, notre problématique se situe au cœur d'un débat analytique sécuritaire régional. Ce dernier oppose ceux qui appellent à l'interprétation du pouvoir actuel des gangs comme étant une menace pressante et ceux qui se gardent bien d'élever la gravité du problème au niveau des menaces à la souveraineté. Nous posons en outre une hypothèse qui génère des arguments se positionnant fermement d'un côté du débat théorique actuel. Notre cadre d'analyse servira notamment à définir les concepts reliés aux luttes de pouvoir dans ces zones urbaines marginalisées et permettra la comparaison efficace de deux pays très différents aux prises avec une situation similaire.

Justification de la comparaison

Nous avons d'abord choisi de comparer le cas du Brésil et du Salvador car le problème des gangs est virulent dans les deux pays. En effet, dans les deux territoires à l'étude, les forces nationales ont été appelées d'urgence et elles y sont encore postées aujourd'hui. Nous focaliserons sur comment deux pays si différents au niveau de l'infrastructure et de la population sont aux prises avec un problème comparable et entreprennent une riposte fortement similaire. De plus, les gangs à l'étude, soit la *Mara Salvatrucha* (MS-13) au Salvador et le *Comando Vermelho* au Brésil, sont des organisations criminelles structurées de façon complètement différente. L'objectif étant d'étudier le phénomène des gangs par rapport à son impact sur l'appareil étatique, il sera intéressant de voir que

⁶ Approche analytique en politique comparée par rapport à l'évolution démocratique de l'Amérique latine suivant les dictatures.

⁷ Habitants des bidonvilles qui sont aussi appelés *chollos*.

des gangs structurellement distinctes provoquent des conséquences similaires. En ce qui a trait aux axes de comparaison, nous aborderons essentiellement les questions de contrôle territorial, de collusion politique et d'activités économiques illicites par rapport à l'envergure de l'action des gangs. Pour ce qui est des thèmes de convergence, la réponse étatique et son impact sur la scène internationale et la stabilité démocratique nationale seront analysés.

Limites temporelles et spatiales

Afin de bien circonscrire notre sujet, le mémoire se concentrera sur l'époque allant de 1989 à 2011. Effectivement, la période historique au cours de laquelle les deux pays en question terminèrent leur transition démocratique en sortant respectivement d'un régime militaire et d'une guerre civile coïncide avec l'essor du phénomène des gangs. Ces organisations criminelles ont par ailleurs été étudiées de façon accrue depuis et la migration urbaine ainsi que l'inégalité socio-économique n'ont cessé d'augmenter, menant à un développement théorique important dans la politique comparée de l'Amérique latine durant cette période historique. En ce qui a trait à la dimension géographique, les gangs seront observés différemment : le MS-13 sera étudié par rapport à l'entièreté du territoire salvadorien tandis que l'analyse du *Comando Vermelho* sera plus localisée (quartiers de Rio concernés).

Sources

L'aspect théorique de ce mémoire est basé presque exclusivement sur des sources secondaires. Toutefois, des sources primaires telles des entrevues, les journaux locaux où des sites web journalistiques spécialisés sur les bidonvilles nous aideront à compléter la perspective terrain. De plus, le travail⁸ dans la favela de Vigário Geral m'a permis d'établir des contacts avec des leaders communautaires et des professeurs universitaires brésiliens, dont quelques entrevues seront utilisées. En ce qui a trait aux statistiques, nous analyserons un mélange de sources secondaires et de banques de données

⁸ Au cours d'un stage NetCorps de L'Association Canadienne du Développement International (ACDI) en 2006

internationales. En effet, il est essentiel de procéder de cette façon si l'on cherche plus de précision au niveau des statistiques reliées à la violence. Ces dernières varient énormément lorsqu'on passe d'un taux national à provincial, mais ce sont les sources locales qui nous permettront d'identifier les différences au niveau des quartiers.

Intérêt du sujet pour la science

Notre cadre théorique fait l'analyse des relations État/société en Amérique latine et s'inscrit à la fois dans les études sécuritaires et la politique comparée. Notre objectif étant de déterminer la nature et l'ampleur de la menace que représente la consolidation du pouvoir des gangs criminels, nous devons puiser dans ces deux champs d'étude normalement opposés dans l'analyse de l'Amérique latine. De plus, notre analyse prend position au cœur d'un débat qui sévit actuellement sur la nature de cette menace, à savoir si l'on devrait la considérer comme d'importance internationale. Au niveau régional l'analyse d'une puissance montante comme le Brésil est d'intérêt scientifique, de même que l'étude du MS-13, dont l'influence affecte toute la région d'Amérique centrale. Finalement, c'est une question qui touche au débat sur la consolidation de la démocratie en Amérique latine. Les acteurs non étatiques sont aussi mis de l'avant et ceci nous permet de nous intégrer dans la discussion sur les thèmes de la gouvernance et de la mondialisation dans les pays en voie de développement.

Objectifs de recherche

Ceci étant un projet de maîtrise sous le programme multidisciplinaire d'*Études internationales*, l'un de nos objectifs de recherche est d'analyser un sujet qui, tout en demeurant ancré dans la politique comparée, gravite aussi autour d'autres domaines des sciences humaines. Les études de sécurité, l'économie politique et la sociologie sont également mis à contribution et diverses théories de ces champs permettent d'enrichir notre recherche. Mis à part le cadre, l'objectif principal de notre hypothèse est de prouver la gravité et l'envergure du phénomène des gangs en Amérique latine. Outre le sensationnalisme médiatique qui accompagne le sujet, nous le considérons comme une question inévitable lorsqu'on aborde le thème de la sécurité régionale latino-américaine.

Du fait, un autre objectif est d'offrir un argument basé sur une analyse exhaustive et transversale tentant de réfuter les auteurs qui prêchent plutôt de ne pas prendre ce problème "trop" au sérieux. Finalement, l'objectif global de ce mémoire est de procurer plus de perspective sur une situation et un environnement qui ne reçoivent pas l'attention académique qu'ils méritent : les bidonvilles en Amérique latine sont habités par des dizaines de millions de citoyens et à elles seules les gangs contiennent des centaines de milliers de membres sur le continent. En considérant le jeune âge des membres et la rapidité de la croissance des gangs ainsi que les efforts institutionnels et financiers déployés pour les combattre aux États-Unis et à travers l'Amérique latine, le phénomène des gangs est un sujet qui devient de plus en plus incontournable. En synthétisant l'information existante, en la cadrant avec des théories complémentaires de plusieurs disciplines et en proposant une hypothèse qui prend position au sein d'un débat académique, nous espérons offrir une contribution valable à la compréhension d'une situation tout aussi complexe qu'importante.

Ce mémoire est essentiellement une comparaison de cas où deux pays complètement différents font face à un problème de gangs générant des conséquences néfastes similaires en ce qui a trait à l'autorité étatique et à la stabilité démocratique. La thèse offre non seulement une contribution intéressante par rapport au débat actuel sur la sévérité de la menace présentée par le phénomène des gangs, mais elle offre aussi un éclaircissement sur une situation qui occupe de plus en plus de place dans l'actualité. En effet, que ce soit les interventions musclées de l'UPP⁹ au sein des favelas de Rio de Janeiro¹⁰ ou les arrestations du *FBI Anti-MS-13 Task Force* sur le territoire américain, il est clair que le problème des gangs est une situation qui affecte plus que les forces de l'ordre locales et les résidents des bidonvilles.

L'objectif de ce mémoire est de démontrer que le contrôle territorial détenu par les gangs de rue ainsi que leurs opérations criminelles présentent une menace sérieuse à plusieurs niveaux au Brésil et en El Salvador. Ce mémoire vise à effectuer la démonstration que ces gangs opèrent en délégitimant les institutions gouvernementales reliées à la sécurité

⁹ *Unidade Policial Pacificadora*: Unité de pacification de la police militaire.

¹⁰ En préparation à l'accueil de la Coupe du Monde (2014) et des Jeux olympiques (2016)

et la justice par le biais d'intimidation, de violence, d'infiltration ou de corruption.¹¹ Ces organisations criminelles constituent donc un affront direct à la souveraineté étatique par le contrôle d'une portion des territoires nationaux et par l'usage d'un niveau d'armement qui mine sévèrement le monopole étatique de la violence. Si l'on rajoute le fait que les gangs transgressent librement les frontières d'États souverains en consolidant leurs réseaux régionaux, ce qui entraîne d'importants coûts économiques et stratégiques, l'argument en faveur du pouvoir déstabilisateur des gangs est bien établi. En outre, leur objectif final est le maintien d'un environnement se rapprochant d'un État déchu (*failed state*) où les criminels peuvent agir en toute impunité et où les gangs s'arrogent le pouvoir de l'État. Cette situation influence la politique interne et dérange les négociations diplomatiques à l'externe.

L'hypothèse de ce mémoire s'est donc clairement enlignée d'un côté précis du débat actif, considérant le phénomène des gangs comme une grave menace de niveau national et régional. En explorant l'impact de ce phénomène à travers la perspective sécuritaire et démocratique, nous obtenons une analyse qui est non seulement plus complète, mais qui parvient à rassembler deux champs d'étude souvent considérés en opposition, contribuant ainsi une perspective novatrice à l'analyse de la région dans le champ de la politique comparée.

Structure de la démonstration

Afin de bien cerner tous les aspects et concepts du sujet à l'étude, qui touche la gouvernance, l'autorité et les institutions, nous proposons une analyse objective des conditions qui sévissent dans les territoires occupés et (nous tenterons de le prouver) contrôlés par les gangs.

Au niveau de l'État, nous allons étudier l'impact institutionnel du pouvoir criminel et évaluer l'efficacité et les conséquences des réponses étatiques. Ayant cadré notre sujet sur cet axe État/société, notre démonstration sera structurée sous la forme d'une comparaison entre la situation au Brésil et au El Salvador. L'état de la question fera d'abord le point sur les questions de l'autorité étatique et du maintien de l'ordre sur le

¹¹ Le fameux dilemme du *plata o plomo*

territoire. Seront abordées ensuite les notions reliées au pouvoir des acteurs non étatiques, ce qui nous permettra de mettre en contexte notre sujet dans l'ère de la mondialisation. C'est sous cette perspective que nous allons traverser l'évolution des théories en politique comparée latino-américaine afin d'identifier le courant de la citoyenneté qui nous permettra de conceptualiser les notions socio-économiques reliées aux conditions qui sévissent dans les bidonvilles. Du même coup, nous survolerons les perspectives sur la gouvernance et l'insécurité en espace urbain. Ayant finalement traversé l'étendue du sujet, nous offrirons une justification de notre comparaison ainsi qu'une clarification conceptuelle de nos principes de base qui sera poursuivie dans les parties suivantes.

La première partie portera sur l'aspect sociétal de notre analyse et servira aussi à définir d'emblée les gangs qui seront à l'étude. Nous étudierons les définitions des gangs de troisièmes générations procurées par Manwaring et tenterons d'établir que les gangs à l'étude répondent à cette description. Après avoir déconstruit notre objet d'étude ainsi, nous nous tournerons vers la nature et l'envergure de la menace qu'il représente. Les quatre niveaux de l'État tels que perçus par Fukumi nous permettront de délimiter clairement l'influence des gangs et dans quelle strate elle est la plus perturbante. Ayant établi la nature et l'envergure de cette menace nous tournerons notre attention sur le contre-argument qui prétend qu'il ne faut pas exagérer la menace que représente le pouvoir des gangs. En posant notre hypothèse contre cet argument, nous pourrions tester la validité de cette dernière.

Notre argument principal dans cette première partie est que les gangs remplissent le vide étatique au sein des bidonvilles en imposant leur propre forme d'organisation sociale, assurant ainsi la portée de leur contrôle sur ce territoire. Nous devons donc définir clairement ce "vide" tout en offrant une mise en contexte adéquate des conditions de vie dans les bidonvilles. Une fois cela établi, il sera plus facile d'évaluer l'impact des activités criminelles des gangs sur l'organisation sociale de la communauté marginalisée. En effet, c'est en tissant des liens forts avec les autorités et la population locales que les gangs arrivent à consolider leur contrôle territorial et à transformer ces enclaves urbaines en environnement commercial profitable. Nous concluons notre argumentaire de cette première partie en explorant plus en profondeur ce que représente vraiment ce "contrôle"

sur le territoire et comment l'impunité criminelle qui y règne génère des répercussions qui vont au-delà de la sécurité publique.

C'est dans cet ordre d'idée que s'inscrit la deuxième section de notre mémoire en abordant des thèmes démocratiques. Nous ferons d'abord par un retour historique, question de survoler les transitions démocratiques traversées par les deux pays à l'étude. Nous soulèverons les incidences qui ont eu un impact direct sur la création et l'évolution des gangs de rue, tout en analysant l'historique des institutions sécuritaires et de la création des bidonvilles. L'étude de la démocratisation en Amérique latine est bien documentée en politique comparée et notre état des travaux reflétera les tendances des études sur la citoyenneté parallèle associées à la réalité des *favelados*. Les deux écoles de pensée sur la violence sociale dans cette région seront présentées afin d'en tirer les observations appropriées. L'approche du néo-clientélisme explique les liens qui unissent les forces de l'ordre et les organisations criminelles tandis que celle de la cité divisée entretient des notions d'urbanisme et de sociologie pour expliquer la marginalisation des habitants des bidonvilles. Ceci nous permettra de faire ressortir qu'une certaine criminalisation de la pauvreté est à l'œuvre au sein des deux régimes démocratiques à l'étude. La qualité de ces démocraties sera ensuite évaluée grâce à notre examen de la littérature du courant de l'absence de règle de droit ((*Un*)*Rule of Law*) du théoricien Guillermo O'Donnell qui s'inscrit dans l'analyse démocratique post-consolidation. Après avoir dressé la table par rapport au contexte socio-démocratique qui sévit actuellement dans les bidonvilles, nous passerons à l'analyse des relations de pouvoirs entre l'État et les gangs au sein de ces territoires urbains marginalisés.

En effet, notre analyse démocratique est posée dans l'objectif de déterminer l'envergure de la menace de telles activités criminelles sur la stabilité démocratique au niveau national et régional. D'un côté, nous observerons que la violence et l'insécurité sont au cœur des nouvelles relations de pouvoir dans les bidonvilles. Tandis que notre analyse de la militarisation croissante des forces de l'ordre nous permettra non seulement de justifier notre hypothèse face aux auteurs qui considèrent que la démocratie est en santé et hors d'atteinte, mais surtout d'identifier les effets cycliques négatifs de la "guerre" aux gangs comme elle est menée actuellement. Effectivement, les stratégies de riposte de type "mano dura" entreprises par les gouvernements brésilien et salvadorien ne

produisent pas les résultats escomptés. Nous chercherons à pousser le constat un peu plus loin en exposant comment ces techniques de répression étatiques génèrent plutôt une situation où cette dernière a plutôt l'effet contraire et renforce la mainmise des gangs sur les bidonvilles.

L'argument principal de la deuxième section est que la lutte aux gangs engendre des effets contre-productifs qui menacent la stabilité démocratique. Comme nous le soutenons dans notre hypothèse, nous espérons pouvoir démontrer comment les répercussions de l'approche étatique face au phénomène des gangs servent malencontreusement à délégitimer un État qui était déjà sévèrement questionné sur ce territoire. C'est à travers une analyse institutionnelle que les pierres d'assise de notre argumentaire seront érigées avant de passer à l'analyse de l'impact de ces erreurs internes sur la stabilité démocratique des pays à l'étude et de la région entière. Nous procéderons à une analyse au niveau local touchant à l'opinion publique et à l'insécurité généralisée avant d'évaluer l'impact des excès répressifs sur le respect des droits humains dans les pays et des échecs stratégiques sur la scène internationale.

Partie I : Les gangs criminels transnationaux comme menace étatique

État de la question

Les organisations criminelles transnationales (OCT) ont commencé à être identifiées comme des menaces sécuritaires sérieuses avec l'accélération de la mondialisation survenue vers la fin de la Guerre froide. En effet, l'effondrement du bloc communiste fut suivi par l'expansion des économies de marché et des technologies de transport et de communication, ce qui contribua grandement à l'augmentation du nombre de transactions internationales, de la mobilité des gens et de « l'ouverture » des frontières. Ainsi, les opportunités économiques légales se sont multipliées au même rythme que celles concernant les économies illicites telles le commerce de la drogue. Donc, en considérant cette situation, les OCT se sont vues identifier comme une nouvelle menace une fois que celle communiste se dissipa. Évidemment, le crime organisé en tant que tel n'était pas en soi un phénomène nouveau : c'était plutôt la mise sur pied rapide de vastes réseaux¹² internationaux connectant plusieurs continents qui en prit plusieurs par surprise, et l'expansion de ce marché de la drogue est directement lié à l'expansion des OCT.¹³ (Strange 1996, 111)

Avant d'aborder d'emblée les gangs que nous considérons menaçants pour l'intégrité des États à l'étude, nous nous devons d'effectuer un retour sur les notions de menace et de sécurité. La notion de groupes criminels en tant que menace à la sécurité interne est relativement nouvelle dans le monde des études de sécurité et nous voulons établir un bon cadre référentiel afin d'en faciliter l'analyse.

Tout d'abord, nous étudierons la différence entre menace traditionnelle et non traditionnelle et la façon dont elle est perçue par l'État. Ensuite, nous observerons

¹² Comme pour toute industrie verticalement intégrée, la transformation de la matière première, l'emballage, le transport, l'entreposage et la distribution peuvent être assurés par un même réseau.

¹³ Nous ne nous n'étudions pas directement les OCT, mais ils sont les « employeurs » principaux des gangs à l'étude qui servent d'agents pour ces réseaux criminels surtout au niveau de la revente, de l'entreposage de la drogue et de la sécurité des réseaux et de leurs opérations.

comment une menace non traditionnelle peut affecter un État à différents niveaux. Puisque le trafic de drogue n'a qu'un impact indirect sur la souveraineté étatique comparativement à une agression territoriale d'un État avoisinant, l'analyse d'une menace non traditionnelle se doit d'être différente de celle d'une agression de base. Cette seconde section se concentrera sur quatre fonctions étatiques, soit l'économie, la politique, l'ordre public et les relations diplomatiques. L'analyse de ces niveaux étatiques permettra non seulement de cadrer les différentes menaces que posent les activités illicites des gangs, mais également de mieux saisir comment les niveaux sont interreliés. En effet, un gang de trafiquants peut influencer l'économie nationale par le même pouvoir économique qui lui permet de corrompre les institutions gouvernementales afin d'assurer que ses activités illicites prospèrent sur un espace territorial donné. L'évolution de ces « marchés » illicites peut mener à un cycle de violence entre gangs et avec les forces de l'ordre. Ces éruptions violentes dégradent l'ordre public au sens large et mène à une hypersécurisation de l'espace public ainsi qu'à plusieurs violations des droits humains. Donc, la pression internationale est appliquée au niveau du contrôle de la drogue afin que les règles internationales soient respectées et qu'une approche prédéterminée en matière de prévention soit adoptée, ce qui érode la souveraineté décisionnelle de l'État, affecte sa légitimité et perturbe l'autorité interne et externe de l'acteur étatique.

1.1 Le phénomène de gang comme problème non traditionnel d'ordre national

« A non-traditional security threat is a threat that affects the internal mechanisms and functions of a state. Its impact is not always visible, but it may nevertheless affect various aspects of the state through complex connections and networks. This type of threat does not threaten the physical survival of the state, but it will impact on the quality and identity of the state. This is because the damage posed by a non-traditional security threat varies according to the strength of the political and economic integration of the states concerned. » (Fukumi 2004, 47)

1.1.1 La menace que représente le phénomène des gangs transnationales

Le politicologue et ancien général américain posté au Salvador lors du conflit civil Scott Manwaring présente l'argument que la criminalité reliée aux gangs et l'instabilité qu'elle déclenche, affectant le gouvernement, sont des problèmes de sécurité et de souveraineté nationales. Selon lui, le phénomène de gangs est une forme d'insurrection urbaine, car ces acteurs non étatiques se doivent de saisir une part du pouvoir politique afin d'assurer la liberté d'action et l'environnement commercial désirés. Dans sa définition du phénomène des gangs, l'auteur débute en identifiant les concepts qui doivent être analysés dans leur entièreté et que l'on se doit de saisir avant d'envisager les mesures à prendre pour affronter ce problème à la fois d'ordre politique et criminel. Il le décrit comme un « universal compound-complex problem » (Manwaring 2008, 3) qu'il analyse à trois niveaux.

1. Ce phénomène génère une sérieuse vague d'instabilité domestique et régionale qui passe de la violence insurrectionnelle à l'échec étatique.
2. Les activités criminelles associées et les obstacles sécuritaires que représente ce phénomène exacerbent les tensions préexistantes au sein des relations entre civils et militaires et celles entre police et militaires à un tel point qu'elles réduisent l'efficacité des forces de l'ordre sur le maintien du contrôle territorial national.
3. Finalement, ce phénomène permet aux organisations criminelles transnationales de poursuivre l'érosion de la légitimité de l'État.

En ce sens, Manwaring est du camp de ceux qui considèrent le phénomène des gangs comme une menace à la souveraineté étatique.

« The analytical commonality linking these three issues is the inevitable contribution to either (a) failing and failed state status of targeted countries, or (b) deposing or controlling the governments of targeted countries. In these terms we must remember that crime and instability are only symptoms of the threat. The ultimate threat is either state failure or the violent imposition of a radical socio-economic political restructuring of the state and its governance. » (Manwaring 2008, 31)

En ce qui a trait à la thèse voulant que le phénomène représente une menace sérieuse et que ces organisations criminelles puissent inévitablement perturber la gouvernance étatique, notre thèse de départ va en ce sens. Toutefois, en décrivant le phénomène des

gangs comme une simple mutation d'un acte violent comme l'insurrection, nous risquons de mal caractériser les activités des ces acteurs non étatiques qui cherchent à subjuguer l'État. Une insurrection est traditionnellement comprise comme relevant des opérations militaires, alors que les gangs sont perçus principalement comme un problème d'ordre policier. Cependant, les gangs auxquels nous nous intéressons (ceux de troisième génération) sont engagés dans une action politique hautement complexe que Manwaring a surnommé « guerre politique ». Dans ces conditions de « guerre », le rôle des acteurs étatiques serait de faire en sorte que les forces de l'ordre tentent de procurer la sécurité et la stabilité collectives et que les autres institutions gouvernementales s'attaqueraient à la racine du problème des gangs : injustices, inégalités et corruption. Toutefois, nous verrons que la répression étatique contribue à l'accentuation de cette problématique. La contribution de Manwaring est de mettre en exergue le fait que la sécurité et la stabilité contemporaine est un effort holistique politico-diplomatique, socio-économique et alliant la police et les militaires. Mais avant de poursuivre notre argumentaire, définissons d'abord les niveaux générationnels.

1.1.2 Les gangs à l'étude, leurs actions criminelles et leur organisation en réseaux

Les **gangs de première génération** (ou gangs traditionnels) sont principalement préoccupés par le contrôle territorial (*turf*) afin d'assurer les gains des crimes de bas niveau et la loyauté de gangs environnants. Leurs opérations criminelles ont tendance à être très localisées et mal organisées conséquence d'une direction faible et peu centralisée. (Manwaring 2007, 35)

Les **gangs de deuxième génération** sont un type de gangs organisé afin d'amasser des gains commerciaux plus sérieux. La direction est centralisée et les activités illicites sont concentrées sur le trafic (drogues, armes, trafic humain) et la protection de leurs parts de marché. Ils opèrent aussi sur un espace géographique beaucoup plus large qui peut inclure d'autres villes et même différents pays. Les gangs de deuxième génération, à l'instar d'autres entreprises criminelles plus sophistiquées, utilisent le niveau de violence sociopolitique nécessaire au maintien de leur emprise sur leurs parts de marché et pour

garder leur compétition à distance raisonnable (zone tampon).

« They also use violence as political interference to negate enforcement efforts directed against them by police and other national and local security organizations. And, as they seek to control or incapacitate state security institutions, they often begin to dominate vulnerable community life within large areas of the nation-state. In this environment, second generation gangs almost have to link with and provide mercenary services to TCO's and insurgents. » (Manwaring 2007, 34)

Dans l'évolution d'un gang, l'organisation se complexifie au fur et à mesure que le territoire de distribution augmente et que le processus de transnationalisation est enclenché. Les **gangs de troisième génération** poursuivent leurs actions de seconde et première générations lors de l'expansion de leurs paramètres géographiques et de leurs objectifs commerciaux et politiques. Le point culminant de toutes ces mouvances devient inévitablement l'imposition d'une domination locale sur un territoire non gouverné ou le début de la corruption d'un territoire mal gouverné (Sullivan et Bunker 2003, 48-49). Ainsi, un gang de troisième génération crée un affront direct au monopole étatique de la violence sur un territoire politique donné.

S'établir en tant que gang de troisième génération requiert une importante capacité d'artillerie lourde puisque, d'après Manwaring, opérer à un tel niveau place forcément le gang en conflit direct avec l'État dans une situation de guerre intraétatique. Le chef de gang devient une sorte de seigneur de la guerre, ce qui nous ramène à la comparaison avec l'acte d'insurrection, et ce, puisque dans les deux cas l'objectif final demeure la défaite ou le contrôle du gouvernement ou bien la restructuration radicale de la gouvernance de l'État aux niveaux politique et socio-économique (Manwaring 2008, 27). L'évolution générationnelle des gangs est la preuve que ce phénomène est un « compound complex issue » qui entraîne de sérieuses considérations à trois niveaux d'analyse. Tout d'abord, les trois générations génèrent de l'instabilité domestique et exacerbent l'insécurité : en poursuivant leur évolution et leur expansion territoriale, ils en viennent à générer de l'instabilité à l'échelle régionale. Deuxièmement, dû à leurs activités criminelles intraétatiques ainsi qu'à leur commerce illicite aux niveaux international et transnational, la confusion dans la distinction traditionnelle des rôles de la police locale et des forces militaires nationales est exacerbée. Ceci diminue

l'efficacité des forces de l'ordre dans leurs opérations antigang.

Finalement, les gangs de troisième génération et ceux de seconde génération qui offrent leurs services aux OCT érodent la souveraineté des États dans lesquels ils opèrent ainsi que la souveraineté de ceux dont ils ne font que traverser les frontières. Essentiellement, un gang de troisième génération peut parvenir à contrôler une zone territoriale et y instaurer des enclaves qui sont pratiquement des États parallèles ou, dans un cas extrême, parvenir à instaurer un narco-État. Même si cela représente le niveau de « succès » le plus élevé atteignable, un gang qui ne parviendrait pas à ses fins pourrait tout de même contribuer de façon importante à un processus de déliquescence qui pourrait mener au début du passage d'un État en voie de développement à un État déchu. Comme le dit pertinemment John McInlay : « In any case, none of the results of gang success or failure benefit the people of targeted countries or the international community. It is important to remember that the primary characteristics of a gang and its leadership are group survival and personal gain. Beyond this there are no rules. » (McInlay 2001, 34) Ayant établi les bases théoriques, un bref historique de la fondation et de l'évolution ainsi qu'une description du *modus operandi* des gangs à l'étude sont de mise.

1.1.2.1 Comando Vermelho (Brésil)

En décrivant les origines du Comando Vermelho (CV), nous nous devons d'aborder les origines et les caractéristiques de l'organisation sociale du trafic de drogues au détail dans la ville de Rio de Janeiro. Tout d'abord, il faut noter qu'avant les années 1980, le trafic de drogue n'occupait pas la place centrale des activités illicites au sein des *favelas* (Arias 2006, 61). En effet, le crime organisé *carioca*¹⁴ était auparavant structuré en fonction du *jogo de bicho*.¹⁵ Toutefois, l'enracinement de cette organisation structurelle basée sur la sollicitation mobile, les redevances à un supérieur hiérarchique et la

¹⁴ *Carioca* est un adjectif qui réfère à la ville de Rio de Janeiro, à l'instar de l'adjectif *paulista* pour São Paulo.

¹⁵ Une sorte de loterie pratiquée illégalement depuis le début du siècle (Misse 2008, 495).

territorialisation¹⁶ explique la transition aisée vers le trafic de drogue qui prit place dans la période temporelle qui nous intéresse. C'est le mélange de criminels ordinaires et politiques qui donna naissance au CV en tant que « syndicat » de prisonniers de droits communs. Ce rassemblement criminel proliféra hors du système pénitentiaire et tourna son attention vers le trafic de cocaïne au début des années 1980 en tirant profit de la chute du prix de la drogue. Cette dernière était liée à l'augmentation de l'offre découlant de la transformation de la Colombie l'ayant fait passer de pays distributeur à pays producteur (Misse 2008, 496) et l'établissement de Rio de Janeiro comme épicerie de l'exportation¹⁷ pour la drogue en route vers l'Europe et l'Amérique du Nord. (Arias 2006, 62)

O movimento : c'est l'appellation que l'on donne au commerce de stupéfiants dans les *favelas* de Rio de Janeiro. Le mot possède toutefois plusieurs autres sens lorsqu'il est appliqué au trafic: celui de mouvement social, de mouvement de guerre, de mouvement politique, etc. Effectivement, d'après Michel Misse¹⁸ : « Ce qui caractérise le *movimento* et le distingue de la vente au détail de stupéfiants dans d'autres villes, est son degré relatif d'organisation, ses prétentions protopolitiques, sa capacité à se réorganiser localement et, principalement, à constituer des réseaux horizontaux de protection mutuelle. » (Misse 2006, 14) C'est cette nature « organique » de l'organisation du trafic de drogues qui différencie le *movimento* de la vente de drogues au détail dans d'autres grandes villes. Il n'existe aucune subordination directe, ni à d'importants grossistes, ni à des organisations verticales de type familial ou patrimonial, contrairement aux cartels.

1.1.2.2 Mara Salvatrucha ou MS-13 et le MS-18 (Salvador)

En 1980, éclate au Salvador une guerre civile qui dura 12 ans. Il en résulta la mort d'environ 100 000 personnes et le déplacement forcé d'environ un million de réfugiés

¹⁶ Division de la ville en « zones » constituant autant d'oligopoles sous l'autorité d'un « banquier » (Misse 2008, 498).

¹⁷ Phénomène constitué de la consolidation des routes du trafic bolivien et paraguayen empruntant les aéroports de Rio de Janeiro (Misse 2008, 499).

¹⁸ M. Misse est un professeur à l'Université fédérale de Rio de Janeiro qui étudie le *movimento* sur le terrain depuis plusieurs années.

salvadoriens, notamment vers les États-Unis. Au début de cette décennie, près d'un million de jeunes centraméricains immigrèrent aux États-Unis¹⁹ avec leur famille afin de fuir la violence des conflits civils qui enflammaient la région (Triplett 2004; Sullivan 2005). Se trouvant ainsi hors de leurs éléments, vivant dans la pauvreté des ghettos californiens et marginalisés par les autres groupes ethniques, un certain nombre d'entre eux devint impliqué dans la culture de gangs de rue américaine.²⁰ Ils formèrent leurs propres gangs, notamment la *Mara Salvatrucha* (MS-13), ou s'intégrèrent dans un gang latino-américain dit de la *18th Street* (*Dieciocho*).²¹ Vers le début des années 1990, la *Mara* s'était établie comme une puissante organisation pouvant rivaliser avec la *18th Street* et, même si un vainqueur ne fut jamais établi (Rosenblatt 2004), cette rivalité lança une nouvelle ère de criminalité et de violence en Amérique centrale qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui. En effet, le début des années 1990 marqua aussi le début des déportations massives²² de jeunes délinquants centraméricains vers leurs pays d'origine (Ribando 2005; Swedish 2004). Ce n'est que plus tard que l'on en arrivera à la conclusion²³ que cette politique de déportation contribua fortement à la prolifération des *pandillas* dans la région centraméricaine.

Plusieurs de ces jeunes déportés étaient déjà traumatisés par leur expérience de la guerre civile et revenaient sans connexions familiales et communautaires, sans maîtriser l'espagnol²⁴ et avec une importante capacité organisationnelle provenant de leurs

¹⁹ Principalement au sud de la Californie, à Los Angeles et San Diego plus précisément (Campo-Flores *et coll.* 2005).

²⁰ Il existait déjà une tradition de gangs afro-américains (Crips & Bloods) et d'immigrants mexicains (Mexican Mafia) qui contrôlaient les quartiers marginaux et les prisons. Les jeunes salvadoriens étaient souvent les victimes de ces groupes.

²¹ Le gang 18 existait avant la vague d'immigration et recrutait déjà de jeunes Latino-Américains rejetés par les autres gangs. On l'appelle aussi l'armée des enfants à cause de ses pratiques de recrutement de jeunes de moins de 12 ans dans les écoles.

²² Le *Illegal Immigration Reform, le Immigration Responsibility Act et le Antiterrorism and Effective Death Penalty Act* ont mené au retour de milliers de réfugiés en Amérique centrale au début des années 1990 (Boerman 2007).

²³ D'après le directeur du FBI MS-13 Taskforce : « It was following the implementation of this deportation policy that gangs became more formalized and organized in their homeland » (Logan, Bain et Kairies 2006).

²⁴ Le *spanglish* devint la langue officielle du gang; empruntant du *slang* californien, leurs membres s'appellent *homies* et leurs bandes des *clickas*. Ce patois sert de signe de distinction et facilite la communication codée (Manwaring 2007).

expériences au sein des gangs aux États-Unis (Arana 2005; Cevallos 2005; Garland 2004; Johnson 2005; Johnson et Muhlhausen 2005; Trujillo 2005). Par ailleurs, les individus déportés furent et demeurent encore aujourd'hui laissés à eux-mêmes, sans programme de réinsertion (USAID 2006), et ce, sans compter que les officiers locaux ne sont pas au courant de leurs identités à cause d'un faible partage d'informations entre les deux États.²⁵

Donc, des membres de gang endurcis et un grand nombre de jeunes à risque furent brusquement renvoyés par milliers sur le territoire salvadorien, désormais libres d'opérer, pendant des années, hors du radar des services sociaux et des forces de l'ordre. Il est donc peu surprenant qu'on observa une augmentation de la prévalence du phénomène des gangs dans le pays suivant ces opérations de déportation massive.

Toutefois, il n'y a pas que les jeunes à la source du problème, une variable importante fut le contexte de fin de guerre civile qui régnait au Salvador. À travers le pays, des milliers de guérilleros démobilisés et d'ex-militaires ont vu et continuent de voir leur réintégration sociale comme étant une mission impossible. Plusieurs de ces anciens combattants commencèrent à établir des maisons afin de recruter les jeunes à risques à l'aide d'une ambiance familiale. (Mahler, 1998) Ceci aura malencontreusement servi de fondement de ce qui deviendra les réseaux sophistiqués que représente le MS-13 aujourd'hui. Un autre élément-clé dans l'évolution de la situation violente au Salvador est que le pays était inondé d'armes provenant des décennies de conflits et les anciens combattants, membres de ces gangs émergents, étaient non seulement bien entraînés pour les utiliser, mais désensibilisés à la violence et prêts à user du terrorisme si nécessaire.

En plus de ces facteurs, il faut considérer d'autres variables qui ont contribué au climat social, politique et économique dans lequel le phénomène des gangs pullule : (a) la pauvreté extrême et le chômage chronique; (b) des niveaux élevés de violence domestique; (c) la désorganisation sociale et la concentration de jeunes marginaux dans les zones urbaines; (d) un manque d'investissements sociaux, une sous-estimation de

²⁵ Les pratiques d'échange d'informations ne sont toujours pas standardisées aujourd'hui (USAID 2006).

l'envergure du problème et un refus de l'approcher de façon holistique; (e) la corruption au sein de la police, du système judiciaire déjà faible et du gouvernement; (f) un sensationnalisme médiatique; et enfin (g) des lois anti-*maras* draconiennes (Arana 2005; Cruz 2005; Garland 2004; Johnson 2005; Johnson et Muhlhausen 2005; Quesada 2005; Ribando 2005; USAID 2006). On comprend que ces facteurs se rajoutent aux variables déjà mentionnées pour former une combinaison néfaste offrant un terrain fertile à la prolifération des gangs et une structure sinistre à la crise transnationale omniprésente dans la région²⁶ de nos jours.

1.1.3 Les gangs transnationaux en tant qu'acteurs non étatiques

Les gangs dans notre analyse peuvent être qualifiés de «forces armées irrégulières»²⁷. Malheureusement, les études sur ce type de groupe armé et leur impact sur la politique et la formation de l'État sont peu nombreuses (Davis et Pereira 2004, 4). Développées principalement par les politologues qui s'intéressent à la sécurité nationale, la littérature existante sur les acteurs non étatiques armés ignore presque complètement les conflits urbains et tend à se concentrer sur les mouvements rebelles ruraux, les terroristes et les guérillas (Huber et Reimann 2006; Reno 2004). Ces acteurs participent à des conflits ciblant directement l'État et possèdent des aspirations politiques qui ne s'appliquent pas aux gangs urbains, milices citoyennes et agents de sécurité privés. Malgré leur potentiel à impacter le « monopole des moyens de coercition », les gangs sont souvent exclus de la discussion²⁸, et la littérature dominante se base sur deux constats hypothétiques fondamentaux, soit que les acteurs armés non étatiques sont plus susceptibles d'émerger dans les pays pauvres et autoritaires où les institutions de gouvernance sont illégitimes ou en état de siège (Collier *et al.* 2003 ; Fearon et Laitin 2003), et que la cible de leurs activités est l'État, le pouvoir d'État, ou un changement de régime (Colletta et Cullen

²⁶ Nous nous concentrons sur le Salvador, car le MS-13 y a été créé et que sa situation politique en est directement responsable. Toutefois, l'influence du gang sur toute la région de l'Amérique centrale ainsi que le Mexique et les États-Unis ne peut être ignorée.

²⁷ Tel que définit par Davis, « Non state actors who wield coercive capacity that either parallels or challenges that held by the state and whose deployment of violence undermines the state's monopolization of the means of coercion. » (Davis 2008, 3)

²⁸ Ou considérer comme une menace pas assez importante pour perturber l'État (Lowenheim 2002)

2000; Jackson 1990). De notre côté, l'objectif est d'explorer la question du rôle des groupes criminels urbains dans la politique nationale et la formation de l'État.

Notre étude des pays concernés démontre que les acteurs armés non étatiques dangereux coexistent également dans des démocraties relativement stables où le revenu moyen se rapproche de la moyenne mondiale²⁹ et que leurs activités ne sont pas toujours motivées par des idéaux anti-gouvernementaux ou des aspirations de capitulation de régime. Notre analyse comparative porte sur des territoires qui existeraient en parallèle de l'État et seraient contrôlés par les gangs, il convient donc de s'intéresser aux flux économiques qui régissent les lieux et qui profitent un pouvoir aux organisations clandestines. Ces dernières opèrent dans deux économies : l'économie urbaine³⁰ ainsi qu'au sein de réseaux transnationaux d'échanges structurés autour de mécanismes clandestins d'accumulation du capital³¹. En tant qu'acteurs impliqués dans des activités licites et illicites, cette "société civile" non étatique armée utilise la force coercitive pour se protéger, surveiller ou restreindre le mouvement dans son territoire.³²

Malgré tout les arguments que l'on peut avancer en décrivant le type de menace générée par les activités illicites des gangs et leur force de recrutement, il existe une opinion divergeant qui voudrait que cette menace soit disproportionnée.

1.1.4 Les arguments contre la surévaluation de la menace

Certains théoriciens des études de la sécurité veulent prévenir ce qu'ils estiment comme la surévaluation de la menace que posent les gangs de rue à la sécurité nationale, régionale et internationale. Leur argument est que l'on risque de dénaturer, voire diluer le concept de menace si l'on accepte une forme non-traditionnelle de menace comme les activités des gangs. Ils proposent des arguments pour diminuer l'importance de la menace présentée par le phénomène des gangs et tente de réfuter les arguments en faveur de l'établissement de cette problématique comme une menace. Ils sont aussi d'avis que

²⁹ Il est clair que le Brésil possède une économie plus importante que le Salvador dans le classement mondial. Nous cherchons toutefois à mettre en exergue le fait que les groupes para-étatiques ne sont pas toujours générés dans les pays où la situation économique est désastreuse (Libéria, Somalie, etc.)

³⁰ On parle ici avant tout de l'économie informelle (qui exclut l'État de facto) ainsi que des profits engendrés par la demande pour les drogues illicites, qui est clairement concentrée dans les métropoles.

³¹ Cette source de revenu s'approche du commerce international; illégal certes mais tout aussi fructueux.

³² Et ce dans le cas des deux types d'acteurs: firmes de sécurité privées et gangs criminels sophistiqués.

dans notre situation courante de « *world risk society* », les organisations de toutes sortes (gouvernementales, internationales, ONG, etc.) tentent de faire valoir leur agendas en identifiant les problèmes qu'ils combattent et estiment être une menace internationale. Nous sommes clairement dans le spectre opposé, mais il est intéressant de déconstruire à notre tour cette perspective. Le premier argument proposé par Lowenheim est que les organisations transnationales ne sont pas aussi organisées que l'on aimerait le croire. Effectivement, il prétend qu'elles sont fondées sur des «*loose networks* », mais il reconnaît que leurs activités criminelles sont de niveau international.

L'auteur présente les arguments classiques qui, malgré leurs applications plus large que dans notre cas, en référence aux groupes terroristes par exemple, touchent tout de même ceux que nous avons relevés jusqu'à date. Même si l'auteur reconnaît que les tenants du courant de la sécurité humaine ont réussi à approfondir l'inclusion du terme sécurité, il maintient qu'il faut clairement différencier les menaces sécuritaires des phénomènes à risque (conséquences d'une activité non-désirée). Il critique les tenants de la sécurité humaine en prenant comme exemple les désastres environnementaux et les pandémies. Ces derniers peuvent causer la mort de plusieurs milliers de citoyens mais ne peuvent pas être prévus, prévenus et surtout ils ne sont pas la responsabilité de l'État. Ainsi, Lowenheim prétend que l'on ne peut utiliser le concept de menaces à la sécurité de manière totalement inclusive, sinon le terme perd de la clarté et devient un fourre-tout. (Lowenheim 2002, 522)

L'objectif de cette section était de décortiquer le concept des acteurs non étatiques armés afin de pouvoir mieux comprendre l'étendue de leurs actions et surtout la diversité de leurs activités. Comme nous l'observerons dans la prochaine section, c'est leur omniprésence pernicieuse et leur haut niveau d'influence qui font des gangs de rue de 3^e génération beaucoup plus qu'un problème de sécurité locale, mais une véritable menace à la stabilité étatique.

1.2 L'État et l'impact du phénomène des gangs

Cette section se concentrera sur une menace non traditionnelle, le trafic de drogue, afin d'examiner sa nature et son impact sur les niveaux étatiques susmentionnés. Buzan la qualifie de menace sécuritaire multidimensionnelle (Buzan *et coll.* 1998, 26), ce qui

signifie que l'objet référent doit être perçu de manière holistique³³. Le trafic de la drogue est une entreprise composée de vastes réseaux et les organisations criminelles sont puissantes et ont d'imposantes ressources financières à leur disposition. (Van de Velde 1996, 466) Donc, la menace la plus évidente posée par les gangs provient de leur force financière et leurs efforts pour protéger leur part de marché des gangs rivaux et des forces de l'ordre.

Dans son analyse de cette entreprise, Chalk affirme que la menace que présente le trafic de narcotique affecte plusieurs aspects de la société comme le taux de criminalité, la santé³⁴, la perte de ressources économiques et l'affaiblissement des structures étatiques par le biais de la corruption. (Chalk 2000, 46) Il en conclut que : « They have negatively affected nearly every dimension of viable human and state existence in a geographic area that spans virtually the entire international system. » (Chalk 2000, 56)

1.2.1 Les quatre niveaux de l'État menacés par le phénomène des OCT

L'impact du trafic de drogue sera analysé par rapport à plusieurs secteurs de l'appareil étatique. Cette approche est dérivée du travail de Lupsha³⁵ et se concentre sur les quatre secteurs dont il a déjà été fait mention soit : l'économie, le politique, l'ordre public et les relations diplomatiques. (Lupsha 1996, 34) Nous avons choisi ces aspects afin d'analyser les différentes fonctions étatiques qui seront perturbées par les activités illicites des gangs. De cette façon, nous cherchons à simplifier la complexité et variété des fonctions étatiques tout en nous assurant d'être suffisamment précis et d'analyser des composantes significatives. Malgré notre séparation analytique, il demeure que ces aspects sont interreliés. En effet, le politique, l'économie et l'ordre public (les trois secteurs proposés par Lupsha) sont clairement mis en relation par une phrase notoire associée aux gangs

³³ « The referent object for a state consists of multiple elements, this is because the identity of a state is based on the complex functions that a state performs domestically and internationally. » (Buzan *et coll.* 1998, 23)

³⁴ Pensons notamment à la contamination et l'étendue épidémique de maladies transmises par l'usage des drogues intraveineuses. (Chalk 2000, 47)

³⁵ Nous allons utiliser les mêmes secteurs que ceux isolés par Lupsha en 1996 et rajouter la diplomatie, qu'analysa Fukumi en 2008.

centraméricains : «*Plomo o Plata*»³⁶. Pour l'État, cela représente la coercition³⁷ ou la corruption de personnels étatiques afin de manipuler le gouvernement pour protéger l'industrie criminelle. Ces deux options suspectes sont directement reliées à la légitimité et la souveraineté³⁸ étatique, ce qui a un impact à l'interne sur l'ordre et l'opinion publiques et indirectement à l'externe, avec la réputation internationale d'un pays sur la scène diplomatique.³⁹ Amorçons notre analyse de chacun de ces secteurs.

1.2.1.1 Impacts sur l'économie

Les OCT génèrent plus de revenus annuellement que plusieurs multinationales (UNDCP 2010, 22). Les ressources économiques à leur disposition passent à travers le système économique légal et influencent les marchés nationaux et internationaux. Il est clair que la pénétration des OCT dans les systèmes financiers a un impact sur les activités économiques légales. En effet, les profits illicites doivent être « nettoyés » avant que les criminelles puissent les utiliser dans le système financier légal. Ce blanchiment d'argent comprend souvent l'achat de compagnies légitimes et d'autres investissements « propres » comme des usines. Les OCT œuvrent également dans la contrebande et peuvent vendre leurs produits de contrefaçon à des prix moins élevés que la compétition des distributeurs réguliers. Cette contrebande contribue à l'inondation du marché de biens non taxés et diminue la compétitivité des industries légales sur le marché. Conséquemment, le gouvernement perd des revenus et l'économie locale est privée d'une croissance plus naturelle. Toutefois, son impact le plus important se situe au niveau des devises étrangères.

Le blanchiment d'argent entraîne d'énormes sommes de devises étrangères (surtout des

³⁶ Le plomb ou l'argent, soit la mort ou un pot-de-vin : c'est l'offre présentée aux élus des territoires contrôlés par les gangs.

³⁷ Beaucoup d'élus avec de fortes positions antigang ont été victimes d'attentats et de menaces. (Arana 2000, 23)

³⁸ Outre la mobilité non contrôlée entre les frontières étatiques, les gangs dominent souvent sur un territoire donné.

³⁹ « Criminal activities taking place in the state damages its position in the international community. » (Fukumi 2008, 33)

dollars américains) dans les marchés nationaux et internationaux.⁴⁰ Ce flux de grosses sommes⁴¹ de narcodollars peut être très déstabilisant pour un État affaibli, car il génère une fausse appréciation de la monnaie locale face aux devises fortes.⁴² La mauvaise situation financière d'un État ou d'une compagnie offre aussi des opportunités aux OCT de « coloniser » un État, une province ou une industrie (Findlay 1999, 129). L'affaiblissement de l'industrie locale légale rend la narcodépendance de certains États en développement encore plus coriace, car certaines des compagnies opérées par les criminelles demeurent les plus rentables. Findlay nous indique aussi qu'au niveau des emplois, le grand nombre de postes offerts par les compagnies illicites transforme parfois l'opinion publique en une opinion favorable envers les OCT, la plaçant ainsi en porte à faux vis-à-vis des mesures gouvernementales antigang. (Findlay 1999, 128) Sur ce même terrain, il ne faut pas oublier que les opérations antigang sont souvent sur le long terme et peuvent s'avérer très coûteuses pour un gouvernement.⁴³ Ce problème se complexifie si l'on considère les coûts relatifs à l'industrie et au chômage si ces programmes parviennent à faire diminuer les narco-industries.

Les coûts les plus directs sont ceux reliés à l'équipement militaire⁴⁴ nécessaire afin d'entreprendre de telles opérations. Cet équipement et l'entraînement des troupes sont non seulement coûteux, mais des économistes comme Ball soutiennent que les dépenses militaires ont au surplus un impact négatif sur la croissance économique. (Ball, 1999, p. 163-167) Donc, pour récapituler, les organisations criminelles présentent une menace économique aux États en pénétrant le système économique et en tentant de le contrôler. Même si l'impact des marchés noirs et de l'économie illicite peut paraître flou, on peut noter l'influence des OCT sur les marchés internationaux en considérant simplement leur

⁴⁰ Les transactions de blanchiment débutent normalement par un transfert provenant d'une banque locale qui est ensuite envoyé dans des paradis fiscaux. On parvient à camoufler l'origine de l'argent en multipliant ces transferts. (Strange 1998, 129)

⁴¹ Les revenus illicites font pénétrer 200 milliards dans le système financier international annuellement. (UNDCP 2010, 9)

⁴² Par exemple, pensons à la Bolivie des années 80 où la compétitivité des industries locales a été victime de l'appréciation. (Godoy 1997, 92)

⁴³ Ceci est encore plus dans le cas d'un pays en voie de développement.

⁴⁴ Dû à l'organisation et au niveau d'armement des gangs ainsi qu'au lieu des affrontements, de l'équipement perfectionné (armes de pointe, hélicoptères et blindés) ainsi qu'un entraînement spécialisé sont nécessaires. (Manwaring 2010, 35)

puissance économique et les devises qu'elles transfèrent. Donc, comme l'estime Strange : « organised crime can be a major threat to the world system because of its potential to equalise the financial power of the criminal organisations to that of a state. » (Strange 1996, 121)

1.2.1.2 Impacts politiques

Cette section réfère à l'influence des gangs sur le gouvernement par le biais de la corruption et l'intimidation et son impact ultime sur la légitimité étatique. Le risque de corruption est particulièrement élevé dans les secteurs judiciaires et financiers (Williams 1999, 45). La corruption érode la légitimité de l'État et sa position en tant que régisseur de la loi. Mais à un niveau encore plus direct, la perte de cette légitimité décisionnelle peut mener à une perte de souveraineté. Car si la capacité de gouverner sur même une petite part de son territoire est impossible, alors l'État tombe dans une situation de manque de légitimité.⁴⁵ Buzan et ses collègues amènent l'argument que le maintien de la souveraineté est une question de survie pour tout État et que conséquemment tout ce qui peut être considéré comme une violation de la souveraineté peut être considéré comme une menace sécuritaire. (Buzan et coll. 1998, 150) « The government is both an important symbol and a major manifestation of the state. The fate of particular governments may not be of much account to the state as a whole, but congenital weakness of government brings into question the integrity, and even the existence of the state. » (Buzan et coll. 1998, 87)

1.2.1.3 Impacts sur l'ordre public

Les gangs sont nécessairement associés à la violence sous différente forme. De plus, leur présence mène à l'augmentation de l'usage de la violence chez d'autres groupes d'acteurs

⁴⁵ Une situation qui est définie comme plus qu'une défaillance en tant que source d'autorité, mais plutôt une inhabileté à pouvoir sécuriser l'intérêt général de la population. (Beetham 1991, 209)

non étatiques⁴⁶ et chez les forces de l'ordre. Comme nous l'avons vu, les gangs utilisent la violence non pas pour défaire le gouvernement en place, mais plutôt pour l'intimider et le contrôler. Malgré cela, c'est une menace directe à la souveraineté étatique puisque l'usage privé de la violence par les gangs met en sérieux péril le supposé monopole étatique de la violence. Plus qu'une simple comparaison de puissance de frappe, l'absence de monopole veut aussi dire que le gouvernement ne peut garantir l'ordre public et qu'il manque à son devoir de sécurisation du territoire. Comment procéder pour explorer le spectre de la violence des gangs? En effet, il est difficile de comparer l'intimidation d'un chauffeur d'autobus pour quelques dollars avec les assauts contre les postes de police locaux. Ce que nous cherchons à mettre en exergue est que chacun des actes de violence perpétrés par les gangs fait partie de la même vague d'intimidation qui a pour objectif de maintenir la position de pouvoir des gangs sur les territoires qu'ils contrôlent et ainsi garder leurs marchés illicites stables.

D'après Schmid, le narcoterrorisme peut être défini de deux façons. Dans la définition étroite, ce sont des actes de terrorisme posés par les trafiquants : « activities initiated by drug traffickers using violence or the threat of violence against individuals, property or state, or its agents, to intimidate or coerce people into modifying their actions in a way advantageous to the drug traffickers. » (Schmid 1996, 66) Sullivan nous permet d'inclure toutes leurs actions sous cette notion de « vague » : « a blend of traditional terrorism and quasi-terrorism finds its form in narco-terrorism. » (Sullivan 1997, 97)

Ce qui est important de noter dans cette définition du narcoterrorisme pour les actions d'un groupe criminel violent par nature est que malgré l'absence d'idéologie politique⁴⁷ définie, les OCT utilisent la violence de façon sophistiquée comme forme de désapprobation des décisions gouvernementales et comme manière d'assurer leurs objectifs économiques (Taylor 1985, 114).⁴⁸ En effet, si l'on considère l'intensification

⁴⁶ On peut citer les groupes de sécurité communautaires non enregistrés qui agissent en tant que vigile ou des escadrons de la mort composés d'anciens policiers et militaires qui tentent de faire la loi et de « nettoyer » leur quartier. (Boerman 2007, 11)

⁴⁷ Voir la discussion sur l'insurrection dans la section 1.1.

⁴⁸ L'analyse du narcoterrorisme est reliée à l'époque des cartels de Cali (Colombie), mais s'applique encore de nos jours.

des conflits entre policiers militaires et membres des gangs comme une forme de guerre civile, l'argument de l'insurrection sans idéologie suit son cours. Même si l'on doit considérer l'usage de la violence par les gangs comme un crime au sens commun du terme⁴⁹ et non un acte de guerre dans le sens traditionnel, la menace sérieuse que posent les OCT peut être interprétée comme la force canalisatrice d'une guerre interne dû au niveau d'armement et aux pertes engendrées par l'État. Effectivement, la distinction entre le crime et la guerre est de plus en plus ambiguë maintenant que le concept de guerre a été étendu après la Guerre froide (Van Creveld 1991, 204). Le narcoterrorisme, dans son sens large, est reconnu comme la relation étroite entre les groupes terroristes et les trafiquants, qui représente en fait une alliance strictement d'intérêt.

Williams et Sonoma nous expliquent que le point de convergence entre les deux groupes est basé sur « the willingness of transnational criminal organizations to develop direct links with groups that engage in widespread use of violence for political purposes and the needs of terrorist groups to ensure sponsorship of their activities due to the changed political context at the end of the Cold War. » (Williams et Savona 1996, 26) Ce mariage de convenance rend les opérations étatiques plus difficiles, car les groupes qui traitent du crime sont souvent différents de ceux qui s'occupent des cellules terroristes.⁵⁰ De plus, cette relation est mutuellement avantageuse au niveau du financement et de l'entraînement au combat ainsi que de la protection que s'échangent les deux groupes. Cette alliance génère le genre de ressources qui permettent aux organisations criminelles de menacer et même d'assassiner les fonctionnaires publics et politiciens opposés au marché de la drogue.

Parmi les victimes potentielles, les plus vulnérables se retrouvent au sein du système judiciaire, car ils font directement face aux gangs et il existe une histoire de menaces de mort et d'exécutions par rapport aux juges et avocats dans les cas reliés aux gangs de trafiquants. C'est l'intimidation qui permet souvent aux criminels d'agir en toute impunité et qui bloque le système judiciaire. L'usage de la violence et de l'intimidation

⁴⁹ Surtout si l'on prend en compte le spectre complet de la manifestation de la violence des gangs de première génération.

⁵⁰ Dans les pays latino-américains, on parle de la police et des militaires, alors qu'aux États-Unis on parle plutôt du FBI et le DEA respectivement.

par les gangs de rue érode l'ordre public, la sécurité des citoyens et de l'environnement communautaire, et ce, en partie à cause de cette défaillance gouvernementale⁵¹ dans leur devoir de les assurer. La menace posée par les OCT défie le monopole de la violence et la souveraineté interne de l'État et peut rendre inapte la capacité étatique de contrôle de la sécurité sur son territoire. La perception de ce manque de contrôle aux niveaux domestique et international affecte la réputation de l'État.

1.2.1.4 La situation sécuritaire nationale et son impact à l'international

Cette section s'intéresse aux relations externes et au concept de souveraineté étatique. La coopération et l'interaction entre les États sont dans certains cas et dans une proportion croissante reliées au combat contre les trafiquants étant donné la nature du crime organisé. Toutefois, le contrôle de la criminalité et les châtements qui y sont liés forment une problématique assez délicate si l'on considère la souveraineté étatique. En effet, l'autorité de punir les citoyens représente l'ultime outil de coercition à la disposition de l'État. Dans le cas des organisations criminelles, leurs opérations se poursuivent à l'encontre des juridictions et frontières nationales. Les États dont les territoires sont infiltrés par ces *pandillas* se retrouvent donc dans une situation complexifiée⁵² avec les autres États. La souveraineté est un élément essentiel des relations internationales et est un préalable pour entrer en relation avec la communauté internationale (Philpott 1999, 149). C'est un aspect de la souveraineté que souligne Jackson dans la définition qu'il en donne : « Sovereignty is a distinctive way of arranging the contacts and relations of political communities, or states, such as their political independence is mutually recognized and they co-exist and interact on a foundation of formal equality and a corresponding right of non intervention. » (Jackson 1999, 10)

Dans la sphère des ententes internationales, la souveraineté est mise à risque en ce qui

⁵¹ Des discussions plus poussées sur l'absentéisme étatique seront abordées dans la seconde partie.

⁵² Par exemple, les criminels étrangers opérant dans plusieurs États sont la responsabilité des pays affectés par les crimes et des pays d'origine des membres de gangs. Dans le cas du trafic humain, la situation s'alourdit, car elle implique également les États d'origine des victimes (Fukumi 2007, 39).

concerne les traités⁵³ sur le crime organisé et les OCT. Même si le droit international ne possède pas la capacité d'imposer l'adhérence à ceux qui ne ratifient pas les traités en question, la pression internationale peut y parvenir. Il est clair que tout État est moins autonome dans un monde interdépendant, mais les pays en voie de développement voient plus souvent leur souveraineté fragilisée (James 1997, 45). Strange propose l'argument que ce phénomène est dû au fait que l'aide internationale et les relations commerciales peuvent être utilisées comme outil d'incitation, mais aussi de manière presque coercitive afin d'encourager les États en voie de développement à se rattacher aux normes internationales (Strange 1996, 198). Sur la base de la primauté de la souveraineté, l'acceptation et l'adoption de ces normes devraient dépendre strictement de la volonté étatique. Néanmoins, la réalité demeure⁵⁴ que l'influence de la communauté internationale ne peut être sous-estimée, surtout lorsqu'il est question de pays en voie de développement.

Ce que nous cherchons à mettre en exergue est que la façon d'adhérer aux normes internationales en termes de coercition criminelle peut générer ou exacerber des tensions entre les différents États signataires. L'exemple le plus illustratif est celui d'opérations des forces de l'ordre supportées par une présence militaire. L'État hôte qui subit une telle intervention doit gérer le fait qu'une force militaire étrangère opère sur son territoire, sans oublier l'échange d'informations nécessaire entre les gouvernements respectifs (Camilleri et Falk 1992, 154). Même si l'intervention est une opération bilatérale, les relations ambiguës entre les divers niveaux de l'appareil sécuritaire et étatiques sont souvent tendues.

La souveraineté étatique est en effet progressivement limitée dans un monde à l'interdépendance croissante. Le crime organisé est toutefois parvenu à augmenter l'érosion de la souveraineté afin de faire face aux problèmes en lien avec la multiplicité des juridictions en commettant des crimes et traversant les frontières avec impunité. Si

⁵³ Les deux conventions onusiennes les plus pertinentes sont le *UN Convention against Transnational Organized Crime* et le *UN Conventions and International Standards Concerning Anti-Money Laundering Legislation*.

⁵⁴ Strange considère même que ne pas se plier aux normes internationales est un risque considérable pour un État, car il pourrait se trouver isolé face à la planification corporative et le commerce international. (Strange 1996, 191)

l'État se voit forcé d'accepter les normes internationales et la coopération avec des forces étrangères, dû à la situation insoutenable générée par les activités des gangs, nous pouvons considérer que les gangs nuisent de façon importante à la souveraineté des États dans lesquels ils opèrent. Même si l'impact des gangs sur les États diffère dépendamment de la situation sociopolitique et économique de chacun, la variation des pressions exercées sur une des quatre fonctions présentées parvient à établir le même résultat quoiqu'à des degrés variables : instabilité, insécurité, manque de légitimité et coûts élevés dans les pays dont le territoire est infiltré par ces groupes.

Le directeur de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, Antonio Maria Costa, déclarait dans son rapport du 17 juin 2010 que le « Transnational crime has become a threat to peace and development, even to the sovereignty of nations ». (UNODC 2010, 2) D'après Mr. Costa, depuis le début de cette "globalisation" du crime dont nous avons fait allusion précédemment, les réponses étatiques ont été inadéquates. « Crime has internationalized faster than law enforcement and world governance ». (UNODC 2010, 5) Pour lui, les tactiques de contre-attaque de la part des nations à l'étude ont plutôt servi à relocaliser le problème plutôt que de l'adresser au cœur de sa genèse. Il tire aussi une conclusion se rapprochant du point de vue des théoriciens qui soulignaient un vide étatique, à savoir que : « When states fail to deliver public services and security, criminals fill the vacuum. » (UNODC 2010, 7)

Afin de mieux examiner l'impact diffus de la menace sécuritaire non traditionnelle que représentent les actions illicites des gangs de rue en Amérique latine, nous nous sommes concentrés sur quatre fonctions étatiques essentielles et l'influence du trafic de drogue sur ces dernières. L'influence des organisations criminelles provient des ressources financières à leur disposition. La violence reliée au trafic de drogue augmente pour sa part avec l'expansion du territoire de vente, devenant un problème sécuritaire pour la communauté entière. Au niveau diplomatique, l'État se trouve à subir la pression de la communauté internationale afin d'adopter les normes « adéquates » de lutte antidrogue, ce qui peut influencer sur le statut de cet État et limiter sa souveraineté décisionnelle. Il est certain que l'impact du trafic sur ces quatre fonctions peut varier, mais la combinaison des conséquences sur ces sphères du pouvoir étatique de premier ordre a toujours de sérieuses conséquences. Cette section a offert une explication théorique des menaces non

traditionnelles et la façon dont le problème est conceptualisé par l'État. Nous avons développé l'argument que l'analyse de ces menaces doit aller plus loin que la simple survie de l'État, car les intérêts étatiques ont plusieurs facettes. Ce cadre théorique nous suivra à travers l'analyse comparative des deux États en question.

Afin de mieux cerner les conditions dans lesquelles les gangs de rues peuvent évoluer, il est important de considérer les caractéristiques socio-économiques telles que la violence sociale et l'inégalité. L'objectif n'est pas de brosser exclusivement le portrait des conditions de pauvreté des pays à l'étude, mais plutôt d'arriver à bien identifier tous les éléments qui encouragent directement ou indirectement la participation au sein des gangs de rue et plus concrètement ceux qui contribuent au sentiment de citoyenneté parallèle. En effet, ces derniers nous permettront de comprendre l'ampleur et le renouveau de la composition (*membership*) et de l'influence des gangs et, plus tard, de comprendre l'inefficacité des réponses proposées par l'appareil étatique.

1.3 Violence sociale et inégalité urbaine

Quiconque observe les villes des pays en voie développement ces dernières années est conscient que le souci majeur des élus et des citoyens est l'explosion de la violence quotidienne (Moser 2004, 4). Cela est particulièrement vrai en Amérique latine, une région qui affiche trois fois la moyenne mondiale de taux de mortalité par arme à feu sans compter les pays concernés qui sont classés parmi les taux les plus élevés d'homicides dans le monde (Cohen et Rubio 2007; Koonings et Kruijt 2007). Il va sans dire que San Salvador et Rio de Janeiro sont des citoyens les plus exposés à la violence et que les niveaux sans précédent de corruption policière et d'impunité ont contribué à l'insécurité croissante du public⁵⁵ (Hinton et Newburn 2009; Davis 2007) qui n'est guère rassurée par la violence urbaine quotidienne marquée par des niveaux d'accélération de vol qualifié, voies de fait et d'enlèvement (McIlwane et Moser 2004, 9). Dans certaines localités, dont plusieurs épicentres des *favelas* et *barrios* les plus notoires, les bandes organisées sont équipées d'un cache d'armes sophistiquées et de technologie avancée de

⁵⁵ Les médias qui par leurs travail journalistique sur la corruption et leur influences sensationnaliste sur la violence contribuent fortement à exacerber cette dernière.

protection et de détection contre les raids de police ont ouvertement attaqué la police et militaires ainsi que les citoyens qui les signalent aux autorités (Bailey 2003, 11).

Comme un plus grand nombre d'acteurs armés dans ces bidonvilles révèlent une capacité à mobiliser des armes et des "soldats" qui pouvant égaler voir dépasser les effectifs de l'État-nation, ont observé des gouvernements trouvant leur légitimité progressivement s'éroder (Arias et Goldstein 2008, 78). Avec le déclin de la confiance dans l'appareil coercitif de l'État et de son administration de la justice, les citoyens prennent souvent les choses en mains propres - soit par des actes d'autodéfense ou, plus fréquemment, par la voie classique d'engager des gardes de sécurité privés qui agissent sur au nom de leurs employeurs individuels et non en celui du grand public (Goldstein 2003, 32). Bref la monopolisation étatique des moyens de coercition est réduite par rapport à la fois à la violence quotidienne et à la privatisation de la sécurité.

1.3.1 Violence sociale

1.3.1.1 Violence au Salvador

Si l'on considère les débats sur la violence actuelle au Salvador, on peut en tirer trois explications globales. La première se concentre sur les manquements au niveau des agences de sécurité nationale qui ne parviennent pas à procurer une situation sécuritaire adéquate à la population. D'après cette perspective⁵⁶, le vide sécuritaire qui a suivi les accords de paix est dû à la faiblesse de la nouvelle police civile, cette dernière devant être reconstruite pendant que les anciennes troupes étaient défaites. Cette nouvelle brigade n'était conséquemment pas encore prête à faire face à la montée importante de la criminalité qui suivit le conflit. Si l'on se réfère à la fluctuation du taux d'homicide suite à la guerre civile ayant ravagé ce petit État centraméricain, cette explication tient la route, car après 1996 la force policière se serait renforcée et les problèmes avec les milices d'anciens combattants auraient relativement diminué. Toutefois, désormais plusieurs années après la transition, les taux de violence sont encore très élevés et il est

⁵⁶ Costa (1999) et Spence *et coll.* (2001) font partis des auteurs qui adhèrent à cette explication et offrent une bonne perspective sur les difficultés dans la création de la nouvelle force policière salvadorienne.

reconnu que d'anciens militants représentent une partie intégrale des dirigeants des *maras* (Manwaring 2009; Boerman 2010), ce qui vient contredire cette première thèse ici explicitée.

La deuxième série d'explications met en exergue les processus sociaux par lesquels la répression politique et la violence découlant de la guerre civile se sont enracinées dans les interactions quotidiennes au Salvador. Bourgois explique que la violence quotidienne est un résultat de la distorsion des relations sociales engendrée par la guerre civile (Bourgois 2001, 19). D'après cette approche, la violence actuelle découle des conflits du passé. De son côté, Binford (2002) réfute cette idée en insistant afin que l'attention soit plutôt tournée vers le fait que la résolution du conflit et les accords qui l'ont suivie ne se sont pas attaqués aux racines du conflit, soit l'immense niveau d'inégalité.

En outre, une troisième série d'explications se concentre sur l'exclusion sociale soutenue par des politiques économiques inadéquates, la croissance de l'inégalité socio-économique et la marginalisation sociale. Certains des auteurs propres à cette perspective utilisent l'approche de la violence structurelle comme façon de décrire la misère engendrée par les structures sociales où l'inégalité est reproduite, et forme une explication hybride en empruntant aux deux écoles de pensée précédentes. Bourgois parle d'une continuation et même d'une exacerbation de la violence structurelle de la guerre civile reproduite dans la violence quotidienne actuelle (Bourgois 2001, 223). Binford, lui, proclame que cette continuation est le résultat d'accords de paix qui n'ont pas affecté les conditions socio-économiques préalable au conflit : « unfavorable peace settlement, which preserved unequal structural relations is an important factor in explaining the high levels of postwar violence. » (Binford 2002, 201) Même si ces explications sont utiles dans l'exploration des nouvelles formes de violence au Salvador, il n'en demeure pas moins que le conflit civil a pris fin voilà vingt ans. Une approche plus stimulante que de chercher à blâmer la guerre civile pour la violence actuelle est plutôt de comprendre comment celle-ci et l'exclusion sociale sont non seulement interreliées, mais se renforcent mutuellement (Savenije 2007, 136). Ce sont plutôt les vestiges et le maintien de l'inégalité hantant une grande partie de la population salvadorienne qu'il faudrait étudier plus en profondeur.

Au lieu de conceptualiser cette forme de violence structurelle en observant les structures

économiques et politiques au niveau macro comme « causes » de cette violence quotidienne, nous cherchons plutôt à analyser comme les liens entre la marginalisation et la pauvreté perpétuent un climat de peur et engendrent une normalisation de la violence pour les habitants déjà exclus vivant dans les *barrios* de San Salvador. Il est important de comprendre que les structures sociales construites sur des bases fortement inégales contribuent au sentiment d'exclusion et aux conditions de vie difficiles des communautés marginalisées, toutefois on ne peut référer à ces forces sociales comme une forme de violence sans obscurcir la définition de ce terme. Nous définissons la violence en relation au comportement des acteurs en tant qu'action concrète sur la base de la définition qu'en donne Berkowitz : « some kind of behaviour, either physical or symbolic, that is carried out with the intention to harm someone » (Berkowitz 1993, 11). Bref, un acteur (individu, groupe ou institution) agit de façon intentionnelle pour faire souffrir leur victime (autre individu, groupe ou institution).

Si la violence est délibérément planifiée, on peut la qualifier d'instrumentale, alors que lorsqu'elle est le résultat d'une provocation ou d'un stimulus⁵⁷ spontané, elle serait plutôt qualifiée d'impulsive (Lodewijk 1998, chapitre 2). Il faut ensuite analyser les objectifs de ces manifestations violentes ou agressions qui peuvent être de nature économique, sociale, politique ou symbolique. La violence peut servir à acquérir des ressources, protéger ces acquis ou envoyer un message, que ce soit directement à la victime ou à une communauté entière. Cette notion de message réfère à la violence symbolique, mais les actes violents sont souvent une combinaison de plusieurs objectifs et styles d'exécution.⁵⁸ Toutefois, ce concept mérite de plus amples explications, étant généralement associé à Bourdieu et à sa notion de pouvoir.

Bourdieu définit la violence symbolique comme une coercition consensuelle, à savoir que le dominé partage la définition de la situation du dominant et la perçoit ainsi comme normale (Bourdieu 2000, 17). En ce sens, la violence symbolique réfère au pouvoir d'influencer la manière dont les gens perçoivent et légitiment leur situation, par exemple une d'exclusion marginalisée. Si la définition de Bourdieu met en exergue le pouvoir

⁵⁷ Nous nous basons sur certaines notions de psychologie sociale en ce qui a trait à l'agression et la violence.

⁵⁸ Par exemple, une jeune recrue des gangs peut dévaliser un commerce et blesser le propriétaire, lui procurant ainsi une réputation au sein du gang, un exutoire de frustrations et un gain matériel.

d'influencer la perception, nous allons plutôt interpréter le concept de violence symbolique comme un acte violent dans le but de faire passer un message.

Nous utilisons comme référent une étude effectuée en 2003 par Savenije et Andrade-Eekhoff dans les *barrios* marginalisés de San Salvador.⁵⁹ D'après les réponses obtenues dans le questionnaire soumis par ces académiciens⁶⁰, deux éléments reliés à la violence symbolique ressortent de façon inquiétante : la régularité et constance avec laquelle la violence est manifestée et l'internalisation de la situation, soit la manière dont les habitants considèrent cette situation comme étant normale et allant de soi. Les répondants étaient questionnés sur les conditions de vie de leur famille et les risques d'habiter dans une communauté de type bidonville. La multitude de formes que revêt la violence, qu'elle soit domestique ou transnationale, est seulement égalée par sa fréquence, mais ce qui révèle le plus sur la situation de la violence symbolique est que les problèmes de délinquance et de drogues sont dans les toutes premières sources perçues de violence, mais lorsqu'on applique la suite logique et qu'on pose des questions sur les *Maras*, les répondants ne les considèrent pas⁶¹ comme la source principale de la violence locale. La tendance semble être de ne pas blâmer les jeunes délinquants locaux, mais plutôt les gangs extérieurs provenant d'un autre *barrio*.⁶²

Ce qu'il faut faire ressortir de l'étude en question est la symbiose entre la violence et l'exclusion sociale, en ce sens qu'ils sont simultanément la cause et la continuation l'un de l'autre. Les auteurs ont utilisé leur questionnaire pour faire ressortir cette interrelationalité sur trois niveaux : 1) la frustration que la violence et l'exclusion génèrent et ses répercussions; 2) la normalisation de l'usage de la violence; et, finalement, 3) l'omniprésence d'une organisation sociale pervertie. Observons chaque aspect plus en détail.

⁵⁹ Cinq communautés furent sélectionnées au sein d'un groupe de 357 agglomérations illégales ou semi-légales de bidonvilles représentant environ 30 % de la population urbaine de San Salvador.

⁶⁰ Ce questionnaire consiste en 238 questions auxquelles entre 52 et 65 familles par communauté ont répondu.

⁶¹ Il est important de noter que les questions spécifiquement axées sur les gangs comportent le plus haut taux d'absentéisme, les répondants refusant souvent d'y répondre (Savenije 2007, 135).

⁶² Ceci poursuit la logique de notre cas dans les *favelas* en matière de contrôle territorial. En effet, non seulement les gangs sont protégés par la communauté locale, mais sont de plus souvent perçus comme les protecteurs des résidents et non les instigateurs de la violence quotidienne.

Les frustrations peuvent être considérées comme une conséquence sociale du fait de vivre dans des conditions très difficiles, non seulement face à une insatisfaction personnelle reliée aux difficultés de la pauvreté et l'incertitude de la marginalité, mais face également à l'inégalité sociale omniprésente.⁶³ La vie dans une situation de précarité continuelle au sein d'une agglomération surpeuplée de cabanes où l'accès aux services de base comme l'eau courante, l'électricité et les services sanitaires est difficile, génère clairement son lot de frustrations. Non seulement les frustrations quotidiennes comme le manque d'argent, l'attente en fil pour l'eau, le manque d'espace privé, etc. sont nombreuses, mais une frustration globale envers le fait qu'il semble impossible de renverser cette situation de pauvreté et d'exclusion accable la population de ces bidonvilles. La littérature psychosociale considère que les frustrations quotidiennes et la violence sont reliées de façon corrélative (Berkowitz 1993; Green 2001). La formulation de cette croyance est que l'accumulation de frustrations génère la violence impulsive⁶⁴. (Berkowitz 1993, 45). Ainsi, par ces expériences de frustrations quotidiennes, la violence domestique ou entre voisins est liée à l'exclusion sociale. Les communautés interrogées reconnaissent ce phénomène et le surnomment même « *el desquite* » (Savenije 2007, 124), qui signifie la revanche. D'après Savenije et Andrade-Eekhoff, les résidents s'en prennent même parfois aux plus faibles d'entre eux pour passer leurs frustrations.

La vie sociale dans les *barrios* est transcendée par l'omniprésente menace de l'agression ou de l'interaction violente. Que ce soit dans les cas de violence conjugale, domestique ou simplement dans les interactions sociales, il existe une croyance qu'user de violence est normal.⁶⁵ Outre l'effet reconnu maintes fois qu'une personne éduquée dans la violence est beaucoup plus à risque de reproduire ce comportement, il existe aussi une normalisation de la violence liée à la présence des gangs dans les quartiers. En effet, on

⁶³ Les habitants des bidonvilles sont à quelques kilomètres de palais barricadés des gens opulents et sont très conscients de la façon dont ils sont perçus par la société urbaine des classes moyenne et élevée.

⁶⁴ Nous décrivons actuellement le climat régnant dans le bidonville, toutefois il sera important de se rappeler ce concept de violence impulsive lorsque nous traiterons des milices vigiles et de la violence populaire contre les *marreros*.

⁶⁵ Les auteurs ont trouvé que plusieurs des répondants considéraient la violence domestique normale et que 7 % des enfants avaient été violentés moins d'une demi-heure avant l'entrevue (Savenije et Andrade-Eekhoff 2003, 45).

doit subir les agressions des trafiquants et de leurs clients, mais aussi endurer les attaques des gangs rivaux et contribuer à l'effort de guerre en temps de conflit en étant victime d'extorsion.

1.3.1.2 Violence à Rio de Janeiro

Même si les travaux d'O'Donnell et Pinheiro ont largement abordé les échecs démocratiques en Amérique latine⁶⁶, l'auteur Robert Gay, spécialiste de la situation brésilienne, pose l'argument que l'étendue de la violence sur le continent a un large rôle à jouer dans la situation actuelle. D'après lui, « violence, and more to the point, the fear of violence, is the defining feature of contemporary Latin American democracy. » (Gay 2010, 201). Le cas du Brésil semble aller dans ce sens. En effet, ce pays a réussi à consolider une solide démocratie depuis le départ du pouvoir des militaires au milieu des années 1980, procédant à des élections compétitives et inclusives de manière ininterrompue depuis. De plus, ce géant lusophone est l'un des seuls pays où le vote est obligatoire et ses pratiques démocratiques novatrices, comme le budget participatif pour ne nommer qu'un exemple, servent de modèles pratiques pour les démocraties naissantes à travers le monde. Toutefois, depuis l'époque de la dictature, le taux de violence augmente à un rythme inquiétant. En outre, le Brésil se trouve maintenant deuxième au monde par rapport au taux de mortalité par armes à feu et l'*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística* (IBGE) estime que cette violence a contribué à la réduction de l'espérance de vie au pays de deux ou trois ans, et ce, malgré un progrès impressionnant concernant d'autres aspects tels que la mortalité infantile.

Cette omniprésence de la violence a transformé le quotidien des Brésiliens et leur utilisation de l'espace public⁶⁷, mais surtout, elle a mené à un climat social d'intolérance, de peur et d'indifférence. Malgré une société civile active, on ne manifeste pas contre les abus perpétrés envers les droits de la personne qui sévissent dans les *favelas* : l'opinion publique se range plutôt derrière des tactiques de répression toujours plus musclées. Il

⁶⁶ Voir *The (Un)Rule of Law and the Underprivileged in Latin America*, 1996.

⁶⁷ On évite les parcs et places centrales et ceux qui ont les moyens déménagent dans des complexes fortifiés.

est clair que l'augmentation de la violence est liée aux changements systémiques associés à la progression des politiques néolibérales et surtout à l'échec de ces dernières dans la provision d'une croissance économique également distribuée (Portes et Hoffman 2003, 4). Cette situation a généré des élans de violence, non seulement au sein d'un prolétariat désenchanté et de la communauté des hors-la-loi, mais aussi aux mains d'un État qui doit porter le fardeau d'un appareil sécuritaire fondé par l'ancien régime militaire. Cette situation a été identifiée comme la « pénalité néolibérale » par certains auteurs (Godoy 2005, 161 ; Wacquant 2003, 54). Toutefois, il faut éviter de trop simplifier la situation, puisque la relation entre les conditions économiques et l'avancement de la violence n'est pas aussi direct.⁶⁸

D'ailleurs, comparativement à plusieurs pays latino-américains, les mesures néolibérales ont été introduites relativement tard au Brésil, soit dans les années 1990, et ces dernières non pas menées au démantèlement de programmes de protection sociale comme ce fût le cas dans d'autres États de la région (Gay 2010, 202). Au contraire, la plupart de ces programmes ont pris de l'ampleur depuis cette époque et ont contribué à une réduction de l'inégalité de l'accès aux services gouvernementaux. Donc, la question suivante se pose : qu'est-ce qui a contribué à une augmentation aussi importante du taux de violence? Nous avançons l'argument que, dans le cas de Rio de Janeiro, la progression du trafic de drogue à l'échelle mondiale est la variable déterminante. En effet, la relation entre l'augmentation de la violence, les conditions économiques précaires et les échecs étatiques dans la résolution de ce problème ne peut être expliquée que si l'on considère l'aspect du trafic du *movimento*.

Depuis les années 1990, plusieurs efforts ont été entrepris afin de réduire le niveau de violence à Rio de Janeiro en s'attaquant aux trafiquants, aux gangs présents dans le milieu carcéral et à la corruption policière. Toutefois, comme nous le verrons, ces tentatives sont demeurées relativement inefficaces, car les éléments criminels présents dans les favelas y résistent, à l'instar des forces policières qui ont farouchement défendu leur droit à l'usage de la force extrême tout en continuant de bénéficier de

⁶⁸ Par exemple, dans l'*interior* (zone rurale) du Brésil, la violence a augmenté en suivant la croissance économique. (Waiselfisz 2008 ; Adorno 2002)

l'impunité judiciaire⁶⁹. Conséquemment, les forces de l'ordre sont perçues de façon dichotomique comme étant à la fois complices avec les réseaux criminels et inefficaces dans le maintien de l'ordre et la protection des citoyens. Ceci amène une conséquence directe, à savoir que les citoyens cherchent à être protégés par des acteurs non étatiques, que ce soit les *moros* ou les services de sécurité privés. Malheureusement, comme le souligne Gay « the more the public looks to other, largely unregulated, agents the worse the situation becomes, both in terms of the level of and the possibilities for violence and in terms of further undermining public authority, civil rights, the rule of law, and ultimately, the institution of democracy. » (Gay 2010, 45) C'est cette combinaison néfaste de pauvreté extrême, d'inégalités sociales, de contrôle territorial criminel, de violence institutionnalisée et de corruption généralisée qui fait de la situation à Rio de Janeiro l'une des plus explosives sur le continent.

1.3.1.3 Pauvreté, inégalité et informalité au Salvador

Les gangs de rue ont une présence prononcée et très visible⁷⁰ dans les *barrios* défavorisés de San Salvador et leur usage gratuit de la violence est craint par la population locale. Chaque *turf*⁷¹ est considéré comme le territoire du gang qui y règne et est défendu par ce dernier contre une invasion par un gang rival ou une autre *clicka*. La relation entre les gangs et les résidents de leur *turf* est complexe, mais souvent à sens unique. Les *marreros* prétendent défendre la population des criminels « extérieurs » au territoire en question, mais ils menacent et violentent ces mêmes résidents. Avant tout, ce que les *marreros* désirent est la non-interférence de la population locale dans leur commerce, ils se permettent toutefois aussi de taxer les résidents ou de solliciter une contribution en temps de guerre. Ces guerres entre bandes rivales peuvent en outre être destructrices et meurtrières.

⁶⁹ L'expression des forces de l'ordre se rapprochant le plus de l'impunité permise serait des actions entreprises avec "*extreme prejudice*" une situation où des actions de défense légales sont performées avec une violence extrême toléré seulement dû au contexte et à l'ennemi. Un exemple flagrant ont été les interrogations d'Abu Ghraib qui ont dépassé les bornes en réaction aux actes du 11 septembre.

⁷⁰ Le graffiti de gang est une sorte de langage codé qui marque les limites du *turf* et ses doyens. Aller effacer le graffiti d'un gang rival est une partie de l'initiation de plusieurs *clickas* (Manwaring 2007, 15).

⁷¹ Il peut s'agir d'un grand quartier comme de quelques pâtés de maisons à peine.

Même si le processus de paix qui a suivi la guerre civile salvadorienne est considéré comme ayant relativement réussi à mettre un terme à la violence politique et aux combats civils, on peut néanmoins le considérer comme un échec total par rapport aux autres formes de violence. Un niveau de violence quotidienne élevé demeure une caractéristique centrale de la réalité salvadorienne encore de nos jours, et ce, même si sa manifestation publique s'est transformée. L'exemple le plus flagrant de cette mutation est clairement la démobilisation des guérillas qui cèdent leur place à la montée fulgurante des gangs de rues armés dans la période suivant le conflit. Différentes explications sont mises de l'avant pour expliquer l'évolution de cette violence⁷², mais nous adhérons à celle qui exprime que l'on doit comprendre la propagation d'un climat de peur et de violence par rapport à l'exclusion sociale et structurelle qui touche les *barrios*. Toutefois, nous ne voulons pas dire que l'omniprésence de la violence dans ces quartiers est une conséquence immédiate de la marginalisation. Nous optons plutôt pour l'approche des groupes de chercheurs Kees et Koonings et Savenije et DeBorgh, qui tentent d'identifier des mécanismes à la base de la reproduction de la violence. Les mécanismes interdépendants que nous avons choisi de mettre en exergue sont 1) la frustration engendrée par l'inégalité socio-économique; 2) la normalisation de la violence; et, la plus importante à notre thèse, 3) la présence dominante d'une organisation sociale pervertie. La violence gratuite, organisée et conçue⁷³ pour être propagée que les *maras* génèrent prend racine dans cette situation inquiétante.

1.3.1.4 Pauvreté, inégalité et informalité au Brésil

Le Brésil est l'illustration par excellence de la croissance économique sans équité sociale. Dans les dernières cinquante années, le pays est passé d'une économie dépendante de l'exportation de ressources premières à une des économies industrielles les plus sophistiquées au monde. Malgré des taux de croissance impressionnants durant les années 1960-70, l'économie n'a su absorber la migration urbaine croissante due au

⁷² Les thèses les plus courantes sont celles du vide sécuritaire suivant la guerre, de la conséquence d'une violence politique ou de la continuation de la violence structurelle.

⁷³ La structure organisationnelle, les rituels de recrutement et l'objectif initial des *maras* sont, comme nous le verrons plus en détail, tournés avant tout vers l'expansion de la présence et des ressources (membres, armes et argent) du gang en utilisant comme outils la violence sous toutes ses formes.

déclin du secteur de l'agriculture, à la restructuration industrielle et aux taux élevés de natalité.⁷⁴ Le résultat fut un pays d'extrêmes richesses et pauvretés; une situation qui fut exacerbée par les récessions et les crises financières qu'a traversé le pays durant les années 1990.⁷⁵ Le Brésil est en compétition avec des pays beaucoup plus pauvres⁷⁶ pour la discutable distinction d'être le pays le plus inégalitaire du monde. En 2002, l'Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA) a estimé que 53,9 millions de Brésiliens, soit 31,7 % de la population, pouvaient être considérés comme pauvres, puisque leurs revenus mensuels constituaient moins de la moitié du salaire minimum.⁷⁷ L'IPEA considère aussi que 22 millions de citoyens, soit 13 % de la population brésilienne, étaient indigents, car leur revenu était équivalent au quart du salaire minimum et qu'il ne pouvait se payer une diète saine.⁷⁸ Des efforts gouvernementaux considérables ont été déployés pour réduire le niveau d'inégalité⁷⁹ sous la forme de programmes familiaux et d'avantages sociaux. Toutefois, un sérieux problème persiste, à savoir le fait que 60 % de la force de travail du pays œuvre dans l'informalité⁸⁰ et ne peut bénéficier de ces derniers (Power et Roberts 2000, 23).

Il est clair que Rio de Janeiro demeure l'une des agglomérations urbaines et conséquemment l'un des États les plus riches et développés au Brésil. Toutefois, on peut dire que les crises financières des années 1980 et 1990 ainsi que la toute dernière datant de 2008 ont durement ébranlé les fondations économiques de la ville et ont accéléré son

⁷⁴ Les taux de natalité sont demeurés élevés jusqu'à la fin des années 1980. Ils se sont maintenant stabilisés (on prévoit une population de 230 millions en 2030) et sont comparables aux taux des États-Unis. Toutefois, les femmes de vingt ans et moins ont un taux de natalité qui ne fait qu'augmenter depuis 1991 (Jornal do Brasil 2003).

⁷⁵ En effet, le coefficient de Gini brésilien augmenta de 0,8 par année entre 1960 et 1970 (Korzeniewicz et Smith 2000).

⁷⁶ En termes de niveaux de pauvreté, le Brésil se compare au Panama, au Botswana, à la Mauritanie et à la Guinée (Gay 2010, 202).

⁷⁷ Le salaire minimum de 2002 était calculé à 84 USD par mois (IPEA 2002).

⁷⁸ Cette diète saine est constituée d'un minimum de 2000 calories par jour (O Globo 2005).

⁷⁹ Le coefficient de Gini a baissé de 0,593 en 2001 à 0,566 en 2005 (O Globo 2006).

⁸⁰ D'après l'IPEA, le pourcentage de travailleurs du secteur formel dans les zones urbaines a diminué en passant de 55,5 % à 49,7 % entre 1993 et 2002.

déclin historique⁸¹ en tant qu'ancienne capitale nationale. En effet, dans les deux dernières décennies, la performance économique de l'État de Rio de Janeiro est la pire⁸² de tous les États de la fédération, ce qui entraîne une baisse des salaires moyens⁸³ et de l'investissement public⁸⁴. Ce déclin économique et la migration urbaine continue ont certainement mené à l'aggravation de la situation du logement et à la croissance exponentielle des *favelas*.

Ayant brossé un portrait de la situation socio-économique qui sévit actuellement dans les *favelas* et *barrios*, nous passons maintenant à l'analyse de l'influence des gangs sur la population de ces territoires urbains marginalisés. Notre théorie est que les gangs arrivent à prendre la place de l'État absent et à réorganiser l'ordre social afin de bénéficier de leurs intérêts.⁸⁵

1.3.2 Rôle organisationnel des gangs au sein des communautés

Le succès des gangs dans le commerce de substances illicites dépend fondamentalement de la relation qu'ils entretiennent avec la communauté avec laquelle ils coexistent. « Drug gangs rely on the local population as a source of new recruits for various roles and positions, and more generally, to provide cover for their activities and protect them from the police. » (Gay 2010, 207) On comprend donc pourquoi les *morro da favela*⁸⁶ offrent des services à la population locale comme le transport et les services de santé pour les personnes âgées (Zaluar 1994, 154) ainsi que le financement de centres

⁸¹ On se rappellera que la ville était la plus importante du pays avant que deux événements historiques changent la donne : la création du port de Santos qui permit l'émergence économique de Sao Paulo, et la décision d'ériger Brasília en 1960.

⁸² Nous verrons plus tard les coûts exorbitants de la guerre aux trafiquants, guerre qui pèse lourdement sur le budget étatique.

⁸³ Le PIB par personne a diminué de 20 % entre 1996 et 2002 et les revenus par personne ont diminué de 5,3 % (O Globo 2006).

⁸⁴ L'État de Rio de Janeiro investit moins que la moitié de l'investissement moyen des autres États en services publics et infrastructure. Le seul État de la fédération avec moins d'investissement est le Maranhão, qui possède aussi l'indice de développement humain le moins élevé (Gay 2010, 220).

⁸⁵ Nous allons ainsi explorer le fameux concept du brigand génereux : soit le fait que les chefs de gangs criminels sont souvent considérés comme des héros populaires pour les habitants des bidonvilles.

⁸⁶ *Dono* réfère au chef de la bande et dans celle-ci, il est considéré le leader local de facto et les habitants lui présentent leurs griefs afin qu'il en soit l'arbitre (Arias 2007, 45 ; Missé 2008, 3).

communautaires et de garderies (Alvito 2001, 45). D'un autre côté, les membres de gangs se permettent d'utiliser l'absence des forces de l'ordre et le mépris généralisé des autorités publiques pour s'imposer en tant que régulateurs sociaux et agir comme force de coercition. Loin des Robin des bois romancés que l'on peut voir dans certains films⁸⁷, le contrôle territorial établi par ces gangs hautement armés représente plus que le déclin de l'autorité publique au sein des *favelas*. En effet, comme nous l'avons mentionné, l'intégrité et la capacité des associations de quartier ont aussi été grandement réduites.

« When drug gangs first emerged in the early 1980s, they coexisted fairly peacefully with neighbourhood associations, which continued to play a central and independent role in the orchestration of favela life. By the end of the decade, however, the vast majority of neighbourhood associations and other social and political actors in the favelas were either directly controlled by or under the influence of drug gangs and drug-gang factions, which commanded armies of an estimated one hundred thousand men. » (Gay 2010, 207)

En termes de stabilité démocratique, on peut conclure que la fenêtre ouverte par la capitulation du régime militaire s'est refermée.

Une autre façon de connecter l'exclusion sociale et la violence est par la présence d'une organisation sociale pervertie. Nous définissons ce concept comme un déséquilibre de l'ordre social où les éléments perturbateurs, dans notre cas les membres de gangs de rues, s'octroient, par la violence, la position dominante dans la hiérarchie communautaire. Dans toute analyse des luttes de pouvoirs au sein d'une société donnée, il faut prendre en compte le concept de capital social dans ce que les acteurs contribuent aux communautés auxquelles ils appartiennent. Moser (2000) et McIlwaine (2001) sont parmi les rares auteurs qui prennent le temps de distinguer entre le capital social productif et celui négatif⁸⁸, et c'est cette forme de capital néfaste que nous identifions comme étant une organisation sociale pervertie. Les revendeurs de drogues et trafiquants associés aux *maras* utilisent les maisons du bidonville comme coffres-forts et les étroites ruelles comme itinéraire de trafic et lieu de vente. Les résidents doivent donc endurer une omniprésence de voyous armés et côtoyer des drogués, pouvant parfois s'avérer dangereux. La présence des gangs crée nécessairement une ambiance d'insécurité et un

⁸⁷ Par exemple, le film *Tropa de Elite* (2007), basé sur les mémoires du Commandant Nascimento du BOPE: *Batalhão de Operações Policiais Especiais* ou Bataillon des opérations spéciales de police.

⁸⁸ Cette forme de capital social nocif peut être définie comme étant des « Social actions which are harmful for the community as a whole while benefitting the instigators. » (Moser 2000, 13)

climat de menaces pesantes. En plus de vendre et de consommer, la vie quotidienne des *maras*⁸⁹ est de faire la fête, recruter de nouveaux membres, commettre des crimes et surtout attaquer les gangs rivaux. Leur absence d'hésitation à user de force excessive, leur intoxication, leurs armes et l'ampleur de leur groupe font que les *maras* sont une menace pour les résidents des *barrios* et les citoyens partout dans la ville.

Cette organisation sociale néfaste, qui fait des chefs des *clickas* les chefs incontestés de leur territoire (*turf*), crée une structure de pouvoir parallèle qui pèse souvent beaucoup plus lourd dans la balance que les organisations sociales positives. Ce pouvoir découle de la loyauté de leurs nombreux membres et des larges sommes d'argent que leurs activités illicites génèrent. La violence se voit être considérée par les *clickas* comme une nécessité quotidienne pour protéger le *turf*, s'assurer de la fluidité de la vente de stupéfiant ainsi que pour envoyer un message aux autres gangs et aux résidents. Les forces sociales positives comme les associations communautaires se voient souvent largement handicapées dans leurs efforts d'organisation si elles n'ont pas l'appui absolu des forces de l'ordre. Malheureusement, c'est dans ces quartiers que l'absentéisme policier⁹⁰ est le plus répandu, se rajoutant aux autres lacunes au niveau des services sociaux⁹¹ supposément garantis par l'État.

L'omniprésence de cette organisation sociale pervertie et la domination⁹² imposée par les acteurs criminels auxquelles cela bénéficie génèrent une fragmentation des normes prudentielles de structure sociale habituelle et un affaiblissement des acteurs sociaux productifs. Les résidents qui se situent au bas de l'échelle sociale se perçoivent comme des victimes perpétuelles et non comme étant des citoyens en droit de défendre leurs intérêts. Le fait que les *marreros* soient intouchables, mais aussi que leurs rangs soient

⁸⁹ Pour voir une reproduction des conditions de vie dans une des *casa marreras*, voir le film *Sin Nombre* (2009).

⁹⁰ Les policiers brillent par leur absence, leur corruption ou leur relation violente avec les résidents.

⁹¹ Un manque d'accès aux services comme l'éducation et aux opportunités économiques contribue largement au cercle vicieux qui pousse les jeunes à intégrer les gangs. La pression économique de faire de l'argent rapidement et la pression sociale appliquée sur des adolescents souvent impressionnables et détachés de leurs situations familiales font qu'un bon nombre de jeunes se joignent aux gangs. Entrer dans le gang implique obligatoirement la répétition d'actes violents et résister à la tentation implique alors le fait d'être une victime constante d'agressions (Boerman 2009, 9).

⁹² Dans les entrevues de Savenije et Andrade-Eekhoff, les chefs de *clickas* sont surnommés *todopoderosos*, soit les tout-puissants.

constamment regarnis cause ce sentiment qui mène à une situation où une population déjà exclue de la participation sociale au niveau national l'est maintenant au niveau local. Ce renversement invraisemblable de l'ordre social est accentué par le fait que s'adresser aux autorités mène à beaucoup plus de danger que de s'abstenir et d'endurer. Malencontreusement, le même dilemme frappe si l'on s'oppose directement aux *maras*.

C'est la nature même des *maras*, de leurs activités illicites (vente de drogues, taxage, meurtres, viols et vols) et de leurs rites de passage qui font de la réalité quotidienne des *barrios* un enfer. La protection contre les gangs rivaux est la justification principale de l'enracinement d'une *clicka*. Cela provient du fait que la valeur symbolique de l'agression d'un gang rival dans son territoire local est l'action avec le plus de valeur symbolique. En effet, l'agression la plus sérieuse que l'on peut commettre est de tuer un rival dans son propre territoire. Dans la même lignée, l'adhésion à un gang rival est tout ce qui a besoin d'être pour provoquer la mort ou la torture (Santacruz 2001; Cruz Alas 2001; Miranda 1998). Il est logique de s'attaquer à un autre membre de gang que l'on ne fréquente pas et qui n'a aucune influence sur notre quotidien, seulement si l'on considère l'aspect symbolique de cette agression. Pour se faire, il faut analyser au-delà du simple acte violent. Dans la réalité urbaine salvadorienne, blesser ou tuer un membre de gang rival est équivalent à s'attaquer à la réputation, au statut et à l'honneur du gang entier. Comme l'indique Savenije, « It is not important who gets wounded or killed as long as he is related to the rival gang, although the symbolic value of an attack and the harm caused are higher when the victim is an important gang member or leader. » (Savenije 2007, 143)

Un des aspects cruciaux de cette violence symbolique est qu'elle est dirigée envers les gangs rivaux, certes, mais tout autant aux *clickas* d'un même gang et à la communauté en général. La relation antagoniste entre les gangs et *clickas* ne peut être aussi simplement expliquée qu'un conflit pour une ressource finie (territoire), car le *barrio* est « leur » en ce sens où c'est celui où les membres ont passé leur enfance et ont grandi dans leurs rangs, mais ce n'est pas une ressource que l'on peut posséder ou transmettre, mais seulement représenter et défendre. Reste que la question de violence entre gangs est au-delà de la protection ou la défiguration d'un territoire. Comme l'explique un des membres interviewés par Cruz Alas : « Because the victim means one less of their gang,

we win a point for that. In other words for each person from the other neighborhood we kill, we win just like they win when they kill one of our homeboys. » (Cruz Alas 2001, 65) C'est la nature symbolique, cyclique et véritablement infinie de cette violence qui la rend si menaçante à la sécurité citoyenne et lui permet de se diffuser⁹³ aussi largement. La violence est réduite à un instrument qui permet l'obtention de la reconnaissance et l'établissement d'une domination symbolique sur l'autre gang. Toutefois, les conséquences de cette violence affectent toute la communauté qui reçoit aussi le même message. Les membres de gangs contribuent quotidiennement à ce conflit à large échelle, mais essaient aussi de monter les rangs dans leur propre organisation criminelle locale. En effet, pour les jeunes résidents dans ces quartiers marginalisés, le gang représente une source de reconnaissance et d'identité qui était inatteignable auparavant (Cruz et Portillo 1998 ; Miranda 1998 ; Cruz Alas 2001 ; Concha-Eastman 2001 ; Savenije 2007). Malgré les coûts élevés de la recherche de ce genre d'identité sur la sécurité des jeunes adhérents, les bénéfices sont importants.⁹⁴ Pour beaucoup d'adolescents désabusés, les bénéfices sont plus importants que le coût.

Cette section aura servi à effectuer un survol des statistiques liées à la pauvreté, l'inégalité et la violence pour illustrer les conditions dans lesquelles les gangs peuvent prendre leur essor. Toutefois, la force des gangs de rues des *favelas* et *barrios* et l'argument que nous poussons est que ces entités arrivent en quelque sorte à prendre la place de l'État lorsque les citoyens désabusés ne se sentent plus liés aucunement avec l'État qui devrait pourtant les gouverner. C'est cet absentéisme gouvernemental qui permet aux chefs de gangs de consolider leur contrôle sur la zone urbaine marginale.

1.4 Absentéisme étatique et mainmise territoriale

La conciliation entre inégalité économique et démocratie participative est à la base des débats analytiques régionaux depuis la «vague» de démocratisation qui frappa le

⁹³ Car techniquement, le meurtre d'un Dieciocho par un MS-13 en Ontario a un poids similaire à celui effectué au Salvador.

⁹⁴ Dans leurs sondages, Cruz et Portillo ont trouvé que 84,3 % des répondants *marreros* sentent avoir obtenue du respect, 83,9 % des amis, 77,5 % du pouvoir et 71,4 % de la protection grâce à leur adhésion au gang (Cruz et Portillo 1998, 43).

continent dans les années 1980. Cependant, malgré la réduction de la polarisation académique, trente ans plus tard, les écoles de pensée sont encore classifiables comme étant statocentrées ou constructivistes. Un des pays ayant reçu le plus d'attention académique, le Brésil, représente un exemple extrême de cette pénible conciliation à cause de la situation qui sévit actuellement dans les *favelas*. En effet, en plus du niveau élevé d'inégalité économique, l'étendue du pouvoir étatique face à l'emprise des gangs de rue sur les territoires urbains marginalisés est constamment remise en question. Démographiquement, la situation des *favelas* ne peut être ignorée. Toutefois, les cadres théoriques qui s'y attaquent ne parviennent pas à placer le territoire lui-même et les dynamiques sociales qui régissent le comportement des *favelados* au centre de leurs analyses. C'est ce que nous entreprendrons dans cette section, et ce, en combinant deux courants théoriques dans l'analyse des mesures gouvernementales face aux gangs des *favelas*. Au lieu de simplement prouver que le monopole de la violence est partagé entre les forces de l'ordre et les gangs de rue ou de nous concentrer sur l'organisation sociale des *favelados*, nous allons brosser le portrait des conditions de vie dans les *favelas* et analyser l'impact de l'organisation déficiente dans ces territoires marginalisés sur la stabilité démocratique régionale. Effectuons d'abord un retour sur les bases théoriques de l'étude de la démocratisation en Amérique latine.

Le courant analytique dominant actuellement s'intéresse à l'évolution démocratique sur le continent après la fin des régimes autoritaires. Au sein de cette littérature post-consolidation, un consensus général est notable face à la crise de représentation démocratique (Diamond, 1994) et le *un-rule of law* (O'Donnell, 1996) qui sévit actuellement en Amérique latine. Que les relations entre État et société soient représentées par des schèmes corporatistes ou néopluralistes, les auteurs s'entendent pour décrire une situation où l'élite étatique gère ces pays d'après une logique purement orientée vers le marché, ce qui génère à son tour l'approfondissement des inégalités sociales. En effet, dans le cas qui nous intéresse, soit le secteur le plus marginalisé de la population⁹⁵ que nous nommerons le secteur informel, les théoriciens identifient un

⁹⁵ Philip Oxhorn le qualifie de secteur populaire, « [...] *disadvantaged groups in highly segmented unequal societies*. » (2004, 8)

détachement de la part de l'État que certains⁹⁶ perçoivent comme de l'absentéisme étatique. En effet, pour ces derniers, l'État n'a pas besoin de l'appui de la population marginalisée du secteur informel, il se permet donc de ne leur accorder qu'un minimum d'attention politique et de services publics. La citoyenneté des habitants des bidonvilles est ainsi érodée et l'État exacerbe la discrimination sociale à leur égard en traitant comme un cas relevant de la charité la situation critique en ce qui a trait aux conditions de vie exécrables dans ces *favelas*. Rappelons-nous que ces migrants urbains proviennent des différents districts ruraux du pays et qu'ils sont en droit d'atteindre les mêmes niveaux de citoyenneté et d'inclusion que leurs concitoyens plus aisés. Toutefois, les règles de marché et le rôle centralisant des mégalofoles ont engendré un rejet systémique qui semble avoir nullifié la citoyenneté des plus pauvres.

« The targets of these policies are seen not as citizens entitled to rights but as "needy" human beings to be dealt with by public or private charity. One of the consequences of this situation is a displacement of issues such as poverty and inequality: dealt with strictly as issues of technical or philanthropic management, poverty and inequality are being withdrawn from the public (political) arena and from their proper domain, that of justice, equality, and citizenship, and reduced to a problem of ensuring the minimal conditions for survival. » (Dagnino 2002, 8)

En faisant état de l'inégalité sociale et de la relation entre ces *favelados* et l'État, nous avons identifié des théories qui abordent le cas qui nous concerne sous l'angle de la citoyenneté et du retrait de l'État. La littérature aborde le sujet notamment par le biais de discussions sur la violence ou la participation politique et étudie l'organisation de groupes criminels ou d'organisations criminelles. Pour bien cerner tous les aspects, nous allons tenter de comprendre les forces structurelles qui génèrent l'inégalité et les mécanismes socio-économiques qui entraînent la marginalité et facilitent le détachement étatique. Nous effectuons l'analyse d'un acteur sous-étudié, la conceptualisation est donc essentielle. Nous avons brièvement fait état de la l'opinion académique sur le régime brésilien, passons maintenant à l'objet d'étude en tant que tel, soit la notion concrète de mainmise sur le territoire. En d'autres termes, nous explorerons comment les chefs de gangs agissent en seigneurs et subjuguent les *favelados/barriados*⁹⁷ sous un régime de

⁹⁶ Voir l'œuvre collaborative de Holston et Caldeira (2005, 49).

⁹⁷ Nous explorerons également les notions de citoyenneté des habitants des bidonvilles.

type féodale, agissant librement au sein de leur fief.

1.4.1 Conceptualisation du contrôle territorial

La notion de territoire est fondamentale pour un gang, elle est à la base de ce qui le définit. Nombre de gangs utilisent d'ailleurs des noms de rue ou de quartiers dans leur appellation officielle, même lorsqu'ils ont largement dépassé leur lieu d'origine. Le contrôle du territoire doit être assuré d'abord contre les autres gangs, ce qui donne souvent lieu à de véritables guerres de tranchée, où une vaste panoplie d'armes et de tactiques peuvent être utilisées. Un gang a en général plus de membres qu'un groupe criminel⁹⁸ : il en a besoin pour pouvoir physiquement contrôler son territoire, voire l'étendre. Le contrôle doit aussi en être assuré contre l'État⁹⁹, mais les gangs ne prétendent pas toujours remplacer les autorités ; ils peuvent même être une émanation de certains acteurs politiques ou être utilisés par ces derniers à des fins politiques.¹⁰⁰ Ils servent alors à récolter des voix aux élections ou à empêcher les adversaires politiques de ceux qui les commanditent de faire campagne sur leur territoire. Dans les cas où des gangs menacent un État, c'est en réaction à une menace directe posée par une action gouvernementale.¹⁰¹ (Bangerter 2009, 42)

La relation avec la population des quartiers contrôlés est plus complexe que l'on pourrait le croire, les gangs pouvant être prédateurs ou protecteurs et même passer d'une attitude

⁹⁸ Un groupe criminel cherche à dissimuler ses actions et conserver quelques membres actifs très près de son organisation. Les gangs cherchent à prouver leur supériorité constamment, ils participent donc massivement au recrutement et à la fidélisation. Les membres individuels sont plus faibles mais l'impact global est plus fort. Les tatous et les nombres parlent plus fort que des membres puissants qui demeurent dans l'ombre. Les actions explosives et publiques lancent un message qui résonne sur tout le territoire. (Boerman 2007, 41)

⁹⁹ Souvent absent, ou représenté uniquement par une police soit complice, soit adepte de grandes opérations à des fins médiatiques, mais sans grand impact sur les gangs. L'émergence de gangs territoriaux et surtout leur pérennité sont aussi dues à la faillite du système traditionnel de maintien de l'ordre. Cela n'exclut pas une présence nominale de la police dans certains endroits ou des patrouilles de pure forme agissent, mais plus un gang se sent puissant, plus il s'opposera même à cela. (Bangerter 2009, 32)

¹⁰⁰ Les analyses d'Arias sur le système de collusion entre politiciens locaux et gangs sont explicitées dans son texte de 2009.

¹⁰¹ La stabilité est ce qui est recherché avant tout par les *moro* ou *dueno*, le commerce illicite peut prospérer sans entraves lorsque la paix règne de façon constante. Les clients s'aventurent plus facilement près des points de ventes et on n'attire pas d'attention non-désiré sur son territoire. Si les forces de l'ordre visent à déstabiliser l'ordre établi, c'est alors le temps de riposter. (Misse 2004, 47)

à l'autre¹⁰². Il serait malencontreux de ne prendre en compte que la vision statistique des choses. Effectivement, « where the groups' dominion is absolute, as in the commando-dominated favelas of Rio, burglary, mugging, and street violence (...) become astonishingly rare. » (Lessing 2008 ,132) Cependant, la sécurité mise en place par les "commandos" est relative : elle concerne des crimes de droit commun mais ne suffit pas pour que les gens se sentent en sécurité, ne serait-ce que du fait de la menace d'incursions policières musclées, causées par les gangs devant leur apporter supposément une forme de paix civile.¹⁰³

Justement, certains gangs utilisent même le vocabulaire de la justice sociale et se posent en alternative à un État absent sur leur territoire limité. Même lorsque le groupe est plus prédateur que protecteur, il ne faut pas oublier que la communauté peut en retirer des avantages immédiats et tangibles, comme de la « protection », du crédit et de la « justice » (Lupel 2009, 54). Le contrôle des quartiers crée parfois une forme d'obligation morale envers les habitants, qui laissent les gangs régner en échange de la sécurité contre les autres menaces, ou les considèrent comme faisant « partie de la famille ».

Greater efforts must be exerted in order to understand the organizational potential of the popular sectors. As the Latin American historical experience has made all too clear, the weakness of autonomous organizations which represent the popular sectors has meant that they have been the last to receive the fruits of development and the first to pay its associated costs. Whether this is because of unique processes of class formation or even deformation, a better understanding of processes of class formation in dependent capitalist societies offers the possibility of important insight into the obstacles and potential for organizing Latin America's growing urban poor.” (Oxhorn 2007,32)

Ceci semble indiquer que la nature autosuffisante des organisations criminelles les rend moins stratégiquement intéressants aux yeux des autres organisations. Les organisations criminelles sont composées des plus démunis des *barrios* et cette notion de position périphérique est une représentation de ce qui caractérise leurs membres. On dénote donc

¹⁰²

Du point de vue de l'efficacité, il semble qu'un mélange des deux soit le plus souvent adopté par les gangs, reposant à la fois sur la violence ou la menace et la recherche de soutien par le biais d'actions "populaires" de protection ou de justice ; un gang a besoin d'un soutien au moins passif de la population, en particulier lors d'interventions de la police ou de guerre avec un autre gang. Hors de prison, très peu de gangs cherchent à se l'assurer uniquement par la terreur.

¹⁰³

Sans compter la menace constante de gangs rivaux ainsi que l'affiliation malgré soi à une gang simplement puisque sa demeure est située dans un certain territoire.

une certaine notion d'exclusivité qui s'explique par le fait qu'ils desservissent leurs membres de besoin immédiats; ce qui expliquerait aussi le manque de portée, d'étendue que l'on peut traduire comme une absence de volonté d'expansion. En effet, en étudiant les organisations les plus précaires, se rend compte que la simplicité de l'objectif et le nombre restreint assurent, d'une certaine façon, le succès de l'entreprise.

Toutefois, en abordant la question des regroupements criminels par rapport à la nouvelle citoyenneté qu'il forge en périphérie des métropoles et de l'État lui-même, des oeuvres d'Oxhorn et de Holston semblent s'enligner dans une analyse du secteur informel en accord avec notre hypothèse. En effet, les habitants de bidonvilles s'organiseraient sur des lignes territoriales et utiliseraient de l'espace périphérique urbain pour affirmer leur citoyenneté insurgée (« *insurgent citizenship* »). Ces deux auteurs sont de l'école de la post-consolidation et en suivant l'évolution de leurs écrits¹⁰⁴ on dénote une critique de l'approche démocratique et des nouveaux mouvements sociaux et un constat du manque de recherche sur l'organisation du secteur populaire; manque que nous espérons combler. Cette façon de voir la problématique peut être catégorisée comme s'insérant dans la littérature sur la citoyenneté en politique comparée en Amérique latine. Nous allons explorer trois composantes, soit les notions de participation et d'espace qui se voit fusionnées dans le concept de citoyenneté. En effet, maintenant que nous avons défini l'organisation physique et palpable des regroupements criminels, il est temps de voir comment participer à leur fonctionnement sur un territoire donné génère une citoyenneté à part entière.

L'approche de la citoyenneté est actuellement en vogue dans la politique comparée en Amérique Latine. Elle poursuit les idées perpétuées par O'Donnell et Diamond en ce qui a trait à la qualité de la démocratie, mais l'entraîne un pas plus loin en parlant d'État détaché; soit une structure institutionnelle qui ne prend pas en considération une bonne partie de ses citoyens. En plus d'identifier ces lacunes étatiques, les théoriciens de la citoyenneté abordent les notions de société et droit civil en prenant en compte le niveau élevé d'inégalité dans la région et transposent ces concepts dans les cadres de la gouvernance et de la mondialisation. Dans l'objectif de dépasser l'interprétation

¹⁰⁴ La théorie de la citoyenneté insurgée (« *insurgent citizenship* ») date de 2008 et constitue l'approche la plus en accord avec notre hypothèse.

strictement légale de la citoyenneté, ces auteurs exposent les limites des théories démocratiques et des nouveaux mouvements sociaux. Dans son texte *Citizenship in Latin America*, Evelina Dagnino souligne l'importance de l'aspect civil de la citoyenneté dans le processus démocratique et donc dans la théorie démocratique.

« Although the new democratization is overwhelmingly non-Western, the dominant theories and evaluations of democracy remain predicated on its Western experience. They remain focused on the transformation of political systems on regime change, electoral competition, and their preconditions that is a hallmark of Western democratization. They establish that most countries in Latin America, for example, have indeed become democratic in the sense that they are political democracies. However, their difficulties strongly suggest that, although necessary, political democracy is not enough to secure the civil rights of citizenship or produce a democratic rule of law. It is increasingly evident in the new democracies that without this realization, political democracy loses its legitimacy and efficacy. It suffers not only as a means to frame social interaction but also as a mode of governance. » (Dagnino 2002, 5)

Cet extrait nous ramène à la perception théorique de notre objet d'étude. Il semble que par leurs omissions de ce secteur, pourtant démographiquement important de la population, plusieurs des auteurs du courant démocratique perçoivent les membres du secteur informel comme une classe sans grande importance. Ils empruntent donc, involontairement, la même logique que les chefs d'État qui se permettent de ne pas considérer les classes marginalisées comme des citoyens à part entière. Comme ce fut le cas dans la section précédente, nous voulons emprunter des conceptualisations des théories dominantes, mais en les adaptant à nos fins. La suite logique est d'explorer les nouveaux mouvements sociaux propres à la deuxième école théorique dominante du point de vue de la citoyenneté. C'est ce que Camille Goirand entreprend dans son texte *Citizenship and Poverty in Brazil*. L'auteure identifie les possibilités et limites de la redéfinition de la citoyenneté par les luttes des acteurs subalternes en Amérique Latine. En abordant la revendication des droits civils par des groupes de *favelados*, Goirand identifie une contradiction apparente chez ces groupes citoyens. D'une part, elle remarque un renforcement de l'esprit civique à travers ces revendications qu'elle prétend être « connected to an act of political belonging, to a commitment, to the assertion of civic values such as liberty, quality, or solidarity, and to the dignity of the poor. » (Goirand 2003, 24) Mais d'autre part, cette appartenance politique reste confinée à l'espace local et la sphère privée de ces quartiers, car le système politique national, qui

est tenu responsable des injustices, inégalités et insuffisances, est finalement rejeté. Cette emphase sur le local représente pour Goirand une déconstruction de la citoyenneté qu'ils cherchent paradoxalement à intégrer. Pour nos fins d'étude, cette interprétation de la citoyenneté des nouveaux mouvements sociaux est trop focalisée sur l'action politique et se concentre certes sur des habitants des *favelas*, mais plus précisément sur des associations de résidents qui sont trop organisées et intégrées politiquement pour vraiment rejoindre la réalité de subsistance que nous cherchons à cerner dans ces pages. Toutefois, une réflexion portant sur le mode originel basé non pas sur une appartenance politique à un système politique national, mais plutôt au droit de participer dans sa redéfinition est ce que nous cherchons à retenir de la théorie. Ce sont sur ces thèmes d'inclusion et d'exclusion simultanées et sur la définition d'un nouveau mode de citoyenneté que nous allons nous baser pour incorporer l'importance du territoire dans notre analyse.

L'autre vague de la littérature citoyenne s'intéresse à la ville plutôt qu'à l'État-nation. De facto, c'est une approche que nous privilégions et qui se rattache mieux à notre objet d'étude, car:

Highlighting the differences among diverse ways of life is central to the identity politics that have become a dominant form of social struggle. The rise of new modes of national belonging and of more intense contests over urban space and resources demand that social scientists rethink what constitutes rights for citizens under dissimilar socioeconomic circumstances and reconceptualize the relationship between democratization and violence.
(Holston 1999, 36)

Malgré leur emphase sur des thèmes divergents, les auteurs qui accordent de l'importance aux aspects urbains et à l'organisation territoriale comme Caldeira, Holston et Oxfhorn sont, dans le cadre de cette recherche, ceux qui permettront de cadrer les concepts de marginalité et d'autogestion dans le contexte de l'Amérique latine.

Dans cette section, nous allons clarifier tous les concepts rattachés à notre objet d'étude dans le but d'illustrer nos conditions antécédentes. Toutefois, notre emphase demeure sur le territoire que nous qualifierons d'espace pour les fins de cette étude. En effet, au niveau de l'abstraction, notre question de recherche s'insère dans les débats sur la gouvernance dans un monde de plus en plus mondialisé. Nous touchons au concept de nouveaux acteurs prenant en main leurs « propre gouvernance » et ce, dans l'absence

tangible d'une présence étatique. Malgré la tendance vers la considération de l'État-nation comme unique acteur et la notion que la globalisation aurait ramené les espaces locaux au second plan des tensions politico-économiques, nous demeurons convaincus que l'étude des bidonvilles est essentielle pour comprendre la formation d'acteurs marginaux face à un État corporatiste. D'abord, nous nous rattachons aux théoriciens de la citoyenneté Holston et Caldeira qui se concentrent sur la ville comme espace de lutte sociale et de redéfinition de la citoyenneté.

« Rather than viewing the city as a passive physical container in which social events take place we are interested in how it participates in producing specific forms of urban space that represent an integral part of the social fabric. The productive role of city space in social processes, particularly in the configuration of class relations, inequalities, and democratic polity. Urban space thus has concrete and significant effects on the dynamics of power relations and modes of domination. » (Holston 1999 ,43)

Avec ce passage, Holston nous permet de dénoter l'importance de l'espace urbain (dans notre cas, celui de la périphérie) et son rôle dans la formation d'identités sociales. C'est ce qu'il identifie comme des « *insurgent forms of citizenship* » où de nouvelles formes d'organisations sociales sont générées en opposition à la planification urbaine étatique « in spaces, which include a number of marginal yet dynamic sites where new forms of identities and practices are likely to emerge, are the realm of the homeless, migrant settlements and networks of autoconstructed housings by the poor. » (Holston 1999, 157) Nous allons aborder ce thème en étudiant le territoire commun qui délimite l'appartenance des membres d'un groupe, mais il faut aussi regarder l'impact de l'organisation territoriale extérieure à la périphérie et comment cette dernière influence les habitants des bidonvilles. La contribution de Caldeira est évidente à ce niveau et nous permet de voir comment le reste de la société réagit aux agglomérations marginales. Plutôt que d'étudier la prolifération de bidonvilles Caldeira s'intéresse à la prolifération de ce qu'elle nomme des « enclaves fortifiées ». Ce terme, que nous réutiliserons, représente des « emerging types of closed, private community, which is enjoyed by the rich, produced through modernist city planning and architectural design, and justified by the fear of crime that has led to the erosion of public space and open public life; a necessary condition for democratic developments. » (Caldeira 2000 ,52) Nous

utiliserons donc ces deux concepts territoriaux et leurs dynamiques interactives afin de mettre au niveau micro de la ville des relations macro État-société que l'on peut étudier par le rapport citoyenneté vs États néopluralistes tel qu'interprété par Oxhorn. Le théoricien définit ces deux concepts mentionnés ci-haut dans une dynamique de médiation des intérêts. D'après lui, le néopluralisme est un outil étatique et la société civile utilise l'organisation communautaire dans le but de faire valoir ces intérêts. L'approche envers la citoyenneté d'Oxhorn nous intéresse au niveau de l'abstraction des différents concepts que nous allons utiliser et de leur interdépendance causale. Revenons maintenant à notre concept de pouvoir féodal des 'seigneurs' criminels et observons comment le contrôle territorial et l'évolution des gangs qui peuvent s'épanouir dans ces terrains fertiles permet de dramatiquement augmenté la puissance des organisations criminelles face à l'État et d'établir des stratégies de résistance aux efforts de démantèlement perpétrés par les forces étatiques.

1.4.2 Impunité et dynamiques criminelles sur les territoires "féodaux"

La compréhension des dynamiques du pouvoir en jeu dans les espaces gouvernés par les gangs nécessite une approche adaptée à la réalité territoriale. C'est ce que John Rapley a réussi à produire en parlant des "nouveaux moyen-âge" où il présente les bidonvilles comme des territoires féodaux qu'il qualifie de "*gangster's paradise*" (Rapley 2006, 95-103). En effet, son étude terrain présente comment les chefs de gangs ont établis leur propre système de maintien de l'ordre, comment ils «taxent» les résidents et les commerce locaux et fournissent m des services sociaux rudimentaires. Ces actions sont révélatrices de la montée en puissance¹⁰⁵ des *para-États* (Sullivan 2011, 9) qui coexistent dans une relation symbiotique avec l'État dans lequel ils opèrent. Le "lubrifiant" qui accélère cette relation est souvent la corruption et la cooptation des acteurs légitimes du gouvernement. Rapley affirme que le « power of parastates and new

¹⁰⁵ Par puissance, nous parlons plutôt d'un "*staying power*", à savoir l'accroissement de la pérennité spatiale et sociale de ces enclaves. Un excellent exemple d'une telle enclave est la zone de Ciudad del Este dans la région du triple frontière entre le Brésil, le Paraguay et l'Argentine. Cette zone est une plaque tournante régionale, voire mondiale du commerce illicite et des produits du marché noire depuis plusieurs décennies et vu la faiblesse de la concertation des trois États et leur quasi-absence, le lieu s'est transformé en véritable capitale du commerce criminel avec une portée globale pour des gangs et organisations mafieuses de tous les horizons. (Sullivan 2001, 10; Rapley 2006, 102)

political actors will be less transitory, more significant, and more resistant to intervention than is usually assumed. » (Rapley 2006, 97). Rapley identifie également la menace spécifique des gangs de troisième génération qui renforce leurs réseaux au sein des bidonvilles. Il note qu'à force de laisser croître ces espaces de non droit ou le recensement de la population et les services de base ne peuvent être accomplis de manière efficace, le Brésil perd le contrôle d'une partie de son territoire. Il met l'accent sur la corruption, citant le fait que "Many of Rio's *favelas* are now so dangerous that politicians enter only with the local leaders permission. The gangs deliver votes in exchange for patronage. » (Rapley 2006, 101) C'est ainsi que la question de la souveraineté parallèle est abordée de nouveau, d'après Rapley, « The gangs do not wish to secede from Brazil, but they can compel its government to negotiate the terms of its sovereignty. » (Rapley 2006, 100)

Nous avons cherché à prouver que les gangs criminels transnationaux tentent d'étendre leur portée et leur influence en cooptant les individus et les institutions en usant de corruption, de coercition et d'intimidation afin de « faciliter, améliorer ou protéger » leurs opérations (Williams 1998, 155). On peut même faire des parallèles entre la gestion étatique et celle de ces *para-États*.¹⁰⁶ De façon encore plus troublante, on constate que les gangs brésiliens développent des ambitions politiques. Ils chercheraient à entrer au parlement en finançant des campagnes électorales et en usant de leur influence pour faire sortir le vote de leurs candidats. Le documentaire de Christian Poveda¹⁰⁷ nous démontre que de leur côté les *maras* financent les études en droits de certains membres afin d'assurer une défense centralisée ainsi qu'une emprise graduelle sur le système judiciaire. En observant ces exemples, on comprend clairement les effets pernicieux de la relation malsaine qu'entretiennent les gangs avec l'État, qui leur permet de non seulement

¹⁰⁶ Le *Primeiro Comando da Capital* (PCC) dont il sera question un peu plus tard, est l'un des gangs dont l'affront direct à l'État (les attaques de Sao Paulo de 2006 entre autres) a été le plus médiatisé. Depuis, le PCC est surveillé de près. De plus, du fait de cette pression et des pertes subies, le PCC a du mal à fournir les "services sociaux" qu'il offrait aux familles de ses membres; d'autant que pour recruter pour rééquilibrer ses effectifs, il a dû réduire de moitié le montant des "cotisations" qu'il prélève sur ses affiliés. Le PCC a également été obligé de "décentraliser" une partie de sa structure de commandement pour compenser la perte de certains meneurs ou le fait que d'autres subissaient des mesures de confinement strictes. (Small Arms Survey 2010, 32)

¹⁰⁷ Dément cinéaste français qui documentait le fonctionnement des *maras* et qui a servi de médiateur durant les négociations du cesse-le-feu au Salvador. Il fut finalement assassiné par des *mareros*.

d'opérer plus librement, mais également de prendre de l'expansion.

1.4.3 MS-13 et la porte tourniquet avec les États-Unis

Un des aspects les plus troublants du phénomène de gang en est relié aux implications transnationales. Non seulement les gangs traversent-ils les frontières mexicaines centroaméricaines avec impunité, mais il existe une porte-tourniquet entre la région et les États-Unis. Cette migration non documentée est le résultat d'une combinaison de facteurs: les efforts d'expansion territoriale des gangs, leurs tentatives d'éviter les condamnations pour un crime dans un pays en fuyant vers un autre et afin d'échapper aux pratiques de «nettoyage social» sur leur territoire¹⁰⁸. La réponse étatique face au phénomène de porte-tourniquet a été, jusqu'à présent, entravée par des agendas politiques conflictuels entre les pays intéressés, ce qui mène à des conséquences négatives non envisagées. Par exemple, du point de vue des États-Unis, il est impératif de maintenir une politique de déportations agressives en ce qui concerne les membres de gangs de rue, et ce, afin de protéger les citoyens américains. Toutefois, pour les autorités salvadoriennes, la déportation massive ne fait qu'exacerber un problème déjà hors de contrôle sur le territoire national. En effet, d'après les propos recueilli par Campo-Flores et ses collègues auprès d'Oscar Bonilla, directeur du Conseil national salvadorien pour la sécurité publique: « These deportations are a time bomb. When a gang member is deported from the United States, it destroys in one month what we've achieved in a year of gang prevention work. » (Campo-Flores *et al.* 2005). Une des conséquences les plus défavorables associées au phénomène de porte-tourniquet est qu'il renforce les réseaux criminels existants en facilitant un mouvement de va-et-vient continu de leurs membres au travers des frontières internationales. (U.S. Subcommittee on the Western Hemisphere 2005, 45)

¹⁰⁸ Des exécutions extrajudiciaires de membres de gangs de rue effectuées par des escadrons de la mort, vigile autoproclamée et des groupes de militaires clandestins ou de policiers dévoyés. (USAID 2006)

1.4.4 Collusion politique et corruption policière institutionnalisées au Brésil

Le 25 novembre 2010, la police de Rio de Janeiro annonçait avoir repris le contrôle d'une favela du nord de la ville. Sur le terrain, les policiers exhibaient des armes de gros calibres aux fenêtres de leurs voitures, dans les hélicoptères qui survolaient les favelas, devant les commissariats de police judiciaire, et pénétraient dans les favelas équipés de blindés. Ces événements, loin d'être exceptionnels, sont des conflits routiniers qui coûtent la vie à des milliers de jeunes. Dans la seule ville de Rio de Janeiro, le nombre de victimes d'homicides a certes diminué de 24,4 % entre 2000 et 2008, mais les « actes de résistance » ont augmenté de 147,5 % sur la même période. (Ferreira Paes 2011, 14)

Cette catégorie administrative recense notamment les personnes décédées dans des cas de résistance à l'intervention de la police. Ces données révèlent la diminution du nombre de conflits entre citoyens et, à l'inverse, l'augmentation du nombre de décès issus de la confrontation entre citoyens et agents de l'État. Pour la seule année 2008, il y a eu à Rio de Janeiro 688 décès causés par des interventions de la police dont celle-ci revendique la légitimité. (Ferreira Paes 2011, 3)

Il est difficile de proposer une interprétation satisfaisante d'événements aussi récents, mais l'analyse des discours publiés dans la presse suggère que le plus grand défi qui se pose actuellement à la police brésilienne est d'inspirer confiance à la population. Peu après l'occupation de la favela par les forces de l'ordre, de nombreux abus commis par les policiers ont été signalés. Grâce à des mandats qui les autorisaient à fouiller les maisons des habitants, les policiers ont détruit tout ce qu'ils rencontraient sur leur passage, invoquant le prétexte de la recherche des trafiquants et de drogues. Tous les habitants qui conservaient de l'argent chez eux étaient soupçonnés. La corruption policière a également été dénoncée. Une des principales mesures de contrôle de l'action policière a été l'interdiction faite aux agents de porter un sac-à-dos dans lequel ils auraient pu cacher des objets ou documents appartenant aux trafiquants ou aux habitants des favelas. Enfin, parce que « l'occupation » s'est faite en collaboration avec l'armée de terre et que les autorités envisagent que celle-ci reste présente sur le terrain dans les prochaines années – à cause du manque d'effectifs policiers –, se pose une nouvelle question : qui aura l'autorité pour définir les directives d'intervention, l'armée ou l'exécutif de l'État fédéré auquel les polices sont rattachées ? Comment éviter que les

soldats qui resteront dans les favelas soient « contaminés » par les pratiques des « mauvais policiers » restés sur place ? Pour le moment, ces événements affectent profondément les représentations publiques sur la conduite des institutions policières au Brésil.

L'image de la police de Rio de Janeiro se caractérise depuis longtemps par un manque de crédibilité et d'efficacité, par le style personnel de ses agents, et par le traitement différencié selon le public. La représentation sociale des pratiques des institutions policières brésiliennes conserve des traces de relations de pouvoir inhérentes aux sociétés hiérarchisées. Les travaux sur la police brésilienne montrent de quelle manière la culture patrimoniale, clientéliste et personnaliste complète la face bureaucratique de l'organisation. Selon Kant de Lima (2003, 23), les policiers appliquent les lois de façon particulière en visant « l'étouffement des conflits » plutôt que leur administration. De fait, les activités policières au Brésil donnent beaucoup plus d'importance à l'arbitrage par les policiers eux-mêmes et à la production de rapports qu'à la compréhension de la nature des conflits. La perception d'un appareil d'État mauvais gestionnaire de ses ressources – et donc mauvais administrateur de la justice – est également courante ; ce phénomène est considéré comme un des principaux obstacles à l'approfondissement du processus de démocratisation brésilien. Les dernières décennies du 20^e siècle et le début du 21^e siècle ont été profondément marqués par une demande croissante de modernisation et de réforme de l'appareil étatique. Ce souci de réforme des institutions et des bureaucraties souligne la non-conformité d'un modèle périmé. L'exigence de changements dans la gestion des institutions de l'État s'est accompagnée d'une attention de l'opinion publique aux questions de sécurité publique et de violence. La demande de modernisation des institutions démocratiques s'adresse donc aussi aux institutions policières.

Partant de ce problème général, cette section de notre thèse s'intéresse à la manière dont les savoirs, les pratiques et la culture professionnelle des policiers contribuent à construire la perception sociale et juridique du crime au Brésil. Ce travail s'inscrit dans un programme de recherche qui vise à analyser le crime à partir du processus d'élaboration des documents qui le décrivent. Le crime n'existe que si un fait a été

reconnu et qualifié par une institution dont les procédures et les méthodes habituelles permettent de l'inscrire dans les formes sociales de « l'affaire », de « l'enquête », du « dossier » ou du « procès ». C'est ce que Misse (2008) appelle le processus de « *criminalisation* ». Il désigne par là l'activité de reconstitution des faits sous une forme et un langage juridiques, consistant à les classer et à produire une série de documents afin qu'ils soient reconnus officiellement et qu'ils puissent avoir des conséquences juridiques. En ce sens, le crime existe seulement comme catégorie interprétative, car il est nécessaire que les agents des institutions puissent reconnaître dans un fait certaines propriétés pour le placer selon l'une ou l'autre catégorie. Ainsi, ce n'est pas le crime qui est au centre de ce travail, mais l'interprétation que les membres de la police et les institutions judiciaires donnent des « crimes ». Au Brésil, très peu de faits qui pourraient être qualifiés comme crimes sont portés à la connaissance des institutions publiques. Cela ne signifie pas que ces « crimes » ne sont pas commis, mais peu d'entre eux sont déclarés à la police et qualifiés comme tels à cause du scepticisme de la population quant à l'utilité de faire enregistrer des plaintes. Certains crimes sont certes signalés à la police militaire et à la garde municipale, sans mériter une intervention postérieure de la police civile. Un problème méthodologique important est que ces institutions ne fournissent pas d'informations sur les procédures et les affaires nécessitant une intervention. La police militaire de Rio de Janeiro ne publie que les données des appels téléphoniques d'urgence, qui restent très limitées¹⁰⁹. Une étude sur la performance d'un bataillon de la police militaire de Rio de Janeiro (le 9^e bataillon) a ainsi montré que 36 % des actes de coups et blessures qui avaient fait l'objet d'une intervention de la part de cette unité n'avaient pas été communiqués à la police civile (Ferreira, 2008). Ces données reflètent le fait que beaucoup d'affaires sont soumises à l'arbitrage informel des policiers dans la rue ; certaines personnes ne souhaitent pas gérer leurs conflits d'une manière institutionnelle et bon nombre de ces cas ne sont tout simplement pas signalés à la police civile ; même informés, les policiers ont pour habitude de dissuader les dépôts de plainte ; enfin, les faits enregistrés par les policiers civils ne sont pas toujours transmis à

¹⁰⁹ Ces données n'englobent pas tous les bataillons de police militaire de l'État de Rio de Janeiro. De plus, pour 49 % des appels, la police ne réussit pas à constater les faits sur place. Ceci ne témoigne pas seulement de la mauvaise foi de certains appels, mais nous amène aussi à douter de la capacité et de la vitesse de réaction de l'institution. (Ferreira Paes 2011, 4)

la justice, les suspensions de procédure étant courantes. Après tous ces filtres, seul un maigre résidu est effectivement géré par la justice¹¹⁰.

Si nous avons dédié autant d'énergie afin d'établir l'ampleur et la complexité de la menace posée par les gangs de rues du Salvador et du Brésil, c'est afin de pouvoir adéquatement analyser la réponse étatique. C'est dans ce contexte que la comparaison entre les deux pays prend tout son sens. Effectivement, ces deux États latino-américains usent d'une approche différente vis-à-vis du problème des gangs de rue, mais ce que nous tentons de prouver est que les raisons de leur succès mitigé respectif sont similaires. De plus, les solutions mises en place engendrent des problèmes comparables comme la transition des gangs de rue vers des gangs carcéraux et l'accroissement de l'inégalité suite aux interventions policières.

¹¹⁰ La proportion des affaires qui sont perdues dans ce tri est importante. Une analyse des micro-données de la police civile de Rio de Janeiro nous permet d'observer, sur les crimes contre le patrimoine, que la police a suspendu en 2008 la procédure de 74,3 % des registres de vols violents, de 82,6 % des registres de vols sans violence et de 37,7 % des registres d'escroquerie ou *estelionato*, (Ferreira Peas 2011, 5).

Partie II : La réponse étatique, effets et conséquences

2.1 Les gangs de rues et la gestion carcérale étatique

Les gangs dans les prisons sont depuis longtemps reconnus comme un défi à relever pour l'administration pénitentiaire et étudiés comme un élément important structurant la vie derrière les barreaux. Dans l'ensemble, ils ont toutefois rarement été analysés sous l'angle de la menace réelle qu'ils font peser sur la sécurité publique. Pourtant, au fur et à mesure que le nombre de personnes incarcérées a augmenté, les gangs dans les prisons ont également gagné en taille et en capacité d'action; dans certains endroits, ils constituent désormais des organisations criminelles majeures, capables de provoquer des épisodes significatifs de violence armée. Entre 2002 et 2004, par exemple, des émeutes carcérales déclenchées par des affrontements entre des membres incarcérés de *maras* (gangs de rue) rivales d'Amérique centrale ont fait au moins 216 morts (Jordan 2004, 2), et ont poussé les gouvernements de la région à adopter une politique consistant à séparer les gangs dans les prisons. Si cette mesure a réduit le nombre d'incidents violents, elle a également donné aux chefs de gangs incarcérés le contrôle sur la vie des autres détenus, transformant de fait les prisons en centres de recrutement et d'entraînement pour les gangs (USAID 2006, 42) et permettant aux *maras* de se regrouper en réseaux transnationaux (Cruz 2007, 7).

À Rio de Janeiro, au Brésil, la ségrégation carcérale en fonction de l'appartenance à tel ou tel gang résulte de l'apparition, il y a environ 25 ans, d'un groupe de détenus connu sous le nom de Comando Vermelho (CV), qui a fini par dominer complètement bon nombre des prisons de l'État, entraînant la nécessité d'isoler les dissidents et leurs rivaux dans des unités sécurisées (non CV). Sa mainmise sur le système pénitentiaire a permis au CV d'étendre son action : au milieu des années 1980, au-delà des murs des prisons et de prendre le contrôle de la vente de drogue au détail à Rio, ainsi que des *favelas* (bidonvilles) au sein desquelles ils agissent; le contrôle des prisons a également joué un rôle crucial dans le maintien de cette domination malgré deux décennies de répression policière aux forts accents militaires (Lessing 2008, 14). Pendant ce temps, tout au long des années 1990, les techniques mises au point par le CV ont été copiées et améliorées

par le gang Primeiro Comando da Capital (PCC) dans les prisons de São Paulo. Ce dernier a, en 2006, provoqué une surprise de taille qui aura choqué la planète entière en organisant une série d'émeutes synchronisées au sein des prisons et d'attaques coordonnées contre des cibles policières et civiles, conduisant la ville de 15 millions d'habitants à la paralysie (Cano et Alvadia 2008, 22).

Pris parmi d'autres, ces exemples démontrent clairement que, du point de vue de la sécurité publique, l'incarcération des criminels représente à bien des égards le début, et non la fin, du problème. Si l'emprisonnement peut neutraliser les menaces individuelles à la sécurité publique, il fournit globalement à la fois les moyens et les motivations pour que des organisations de détenus se forment, se solidifient, et s'étendent. À mesure que les gangs de prison prennent de l'ampleur, ils prennent aussi une importance croissante au niveau de l'équilibre délicat qui existe entre les prisonniers et les gardiens qui font respecter l'ordre, et leur répression peut mener à court terme à des flambées de violence. Pourtant, si on les laisse agir, les gangs de prison peuvent se propager dans tout le système pénitentiaire, exploitant et aggravant la corruption qui existe parmi le personnel de surveillance.

Fait décisif, les gangs peuvent également mettre à profit leur pouvoir au sein des prisons pour étendre leurs activités à la rue et pour exercer leur influence sur les délinquants en dehors de la prison, organisant souvent des activités illégales (en particulier le trafic de drogue) qui profitent financièrement aux chefs incarcérés. Les prisons peuvent ainsi devenir, pour les délinquants, des quartiers généraux particulièrement solides et les chefs de gangs emprisonnés peuvent souvent poursuivre la gestion de leurs opérations non pas *en dépit* de leur incarcération, mais bien en partie *grâce* à celle-ci. Pendant ce temps, la capacité des gangs à provoquer la violence augmente à la fois à l'intérieur des murs des prisons et à l'extérieur, souvent de façon invisible, dans les moments de calme entre des incidents chaque fois plus destructeurs et perturbateurs.

Si ce problème ne présente pas de solution simple, les réponses gouvernementales ont néanmoins été entravées par une perspective «pénitentiaire» officielle considérant les gangs en prison comme des menaces pour la sécurité purement criminelles et violentes à éradiquer ou supprimer. Cette approche ignore d'importantes fonctions des gangs – telles que l'identité, la protection et les codes de conduite – et les motivations incitant les

membres de gangs à se regrouper, des facteurs qui font de l'éradication des gangs un objectif terriblement irréaliste.

En réalité, les mesures de lutte contre les gangs peuvent présenter un effet de «durcissement», solidifiant l'identité d'un groupe et focalisant l'énergie sur la résistance organisée. L'approche répressive minimise également l'interdépendance des gangs et des responsables des prisons – en particulier le personnel de surveillance – à la fois en termes de maintien de l'ordre et de gestion d'un système illicite d'extorsion de fonds au sein de la prison. Enfin, elle masque le fait que dans l'espace fortement limité des prisons, les polices étatiques et les actions des responsables définissent dans leur très grande majorité les conditions auxquelles répondent les gangs et chaque détenu et dont ceux-ci tirent parti. Cette partie cherche à mettre en lumière tout d'abord les stratégies et mécanismes utilisés par les gangs pour *consolider* leur contrôle au sein des prisons, se *propager* à travers les systèmes carcéraux, et *projeter* leur pouvoir au-delà des murs des prisons; et en second lieu mettre en exergue leurs implications dans la violence armée et la sécurité publique en général.

Nous tenterons de faire valoir les points suivants : premièrement, que le problème des gangs de prison et des organisations criminelles basées au sein des prisons doit être inscrit dans une stratégie plus large de sécurité publique. Il ne s'agit pas là d'un simple problème «pénitentiaire». Deuxio, le fait que de nombreux aspects de la «capacité de l'État», ainsi que les politiques et initiatives conçues pour affaiblir les gangs en prison ont des conséquences collatérales, cachées ou à long terme, qui peuvent contribuer à renforcer au contraire ces gangs. Tercio, nous chercherons à prouver que l'augmentation du nombre d'incarcérations peut contribuer involontairement à renforcer les gangs dans les prisons. Ces derniers peuvent en effet recruter ou obtenir un soutien politique parmi l'ensemble de la population carcérale. Les gangs s'appuient également sur la réincarcération pour rendre crédibles leurs menaces à l'encontre des membres qui ne sont pas emprisonnés. Finalement, nous en viendrons au constat que la ségrégation des prisons en fonction des gangs a un effet immédiat et à court terme qui consiste à réduire la violence dans les prisons, mais l'effet caché est, sur le long terme, d'accroître la puissance des gangs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des prisons.

2.1.1 Définition et classification des gangs en milieu carcéral

Les gangs de prison peuvent aider des éléments criminels extérieurs, qu'il s'agisse d'individus ou de groupes, à coordonner leurs actions et leurs stratégies, résoudre les différends et surmonter la perte des chefs. Les organisations criminelles basées en prison qui en résultent sont établies en réseau, pleines de ressources et extrêmement résistantes. Le terme «gang de prison» évoque un groupe informel voué à l'auto-préservation et éventuellement à des activités prédatrices ou illégales. Plus encore que le terme «gang de rue», il s'avère peu approprié pour décrire ce qui constitue en réalité un large éventail d'organisations et de groupes, avec des stratégies, des profils d'adhésion, des degrés d'institutionnalisation et des trajectoires historiques fort différents. Dans cette partie, nous assimilons ce terme toutes les associations autoproclamées de groupes de détenus présentant une certaine forme de comportement collectif. Sont notamment inclus dans cette description les membres incarcérés de groupes de militants et d'insurgés, même si peu les considéreraient comme des «gangs». Sont également inclus des groupes qui évoluent au fil du temps, tels que le PCC de São Paulo, qui a adopté une position politisée contre l'État et a acquis tellement de pouvoir qu'il s'apparente à une insurrection généralisée à certains égards. Cette approche inclusive fournit une perspective comparative de la dynamique qui sous-tend la naissance, le fonctionnement et la croissance des organisations de détenus, ainsi que les dimensions au niveau desquelles ces groupes varient:

Taille: certains gangs sont petits, locaux et essentiellement voués à l'autodéfense; d'autres recrutent activement, s'étendent au sein des systèmes pénitentiaires et dominent les marchés criminels, à la fois à l'intérieur des prisons et en dehors.

«*Style*»: les gangs présentent souvent une culture distinctive qui influence leur comportement: certains sont fortement prédateurs, d'autres font respecter des codes comportementaux «justes» et offrent un semblant d'ordre social à tous les détenus. Certains ont en outre tendance à nouer des alliances avec d'autres gangs.

Adhésion: certains gangs se forment sur la base de clivages raciaux, ethniques, religieux ou géographiques entre prisonniers, tandis que d'autres se distinguent par des codes idéologiques ou comportementaux, ou purement par leur identité symbolique. En général, plus la base d'adhésion d'un gang est «universelle» et plus son potentiel de

consolidation du contrôle est important.

Stratégies et voies d'expansion: les gangs se développent de différentes façons (et tous n'y parviennent pas); la consolidation, la propagation et la projection du pouvoir sont observées à des degrés divers et dans différentes combinaisons.

Origine: cette étude distingue les gangs qui ont vu le jour au sein du système carcéral (qualifiés ici de «natifs») de ceux qui sont apparus comme des «filiales carcérales» d'organisations qui existaient déjà à l'extérieur («importations»). Les normes et la culture des groupes natifs – rituels d'initiation, règles liées aux rapports homosexuels, comportement et relations avec les gardiens et les non-membres – tendent à présenter de solides «caractéristiques carcérales». Ces spécificités peuvent persister lorsque des gangs natifs projettent leur pouvoir au-delà du système pénitentiaire; même si les opérations extérieures deviennent relativement autonomes, les anciens et les chefs emprisonnés conservent souvent une influence significative et la prison demeure un important centre de pouvoir.

Lorsque des membres de gangs extérieurs sont emprisonnés, ils arrivent déjà porteurs d'une solide identité de groupe, de normes comportementales, et souvent de leur passé et de leur réputation qui les précèdent. Si cela confère aux importations une base «automatique» de cohésion au sein de la prison, cela peut également les rendre moins bien adaptées à la vie carcérale, et donc moins «propices» à la consolidation que les gangs natifs (Jacobs 1994, 405). On peut en dire autant de la projection du pouvoir. Les importations disposent déjà d'opérations à l'extérieur, et les mécanismes qui permettent aux gangs carcéraux natifs de s'étendre au-delà des prisons devraient, en théorie, permettre aux importations de centraliser le contrôle sur leurs membres extérieurs, de formaliser leurs règles et leur hiérarchie, d'uniformiser la succession, et en général, de «s'institutionnaliser» (Hagedorn 2007, 303). Cela exige néanmoins une restructuration du gang et toutes les importations ne finissent pas par faire de leur prison un centre de pouvoir.

2.1.2 Politiques et actions de l'État

La «variable» la plus importante de toutes est sans doute l'État proprement dit, qui détermine dans une large mesure les conditions auxquelles répondent les prisonniers et

les gangs. Après tout, le concept même de prison désigne un espace au sein duquel l'État contrôle le moindre aspect de la vie des détenus (Foucault 1977). Les États construisent et entretiennent les infrastructures pénitentiaires; établissent des normes en matière de condamnations; engagent des gardiens et leur fournissent des armes et des directives quant à leur utilisation; formulent des politiques liées aux droits des prisonniers, aux conditions de détention, aux régimes punitifs (tels que l'isolement) et aux visites familiales; et prennent fréquemment des mesures pour contenir, neutraliser et pacifier les gangs carcéraux, ou encore pour négocier avec eux. Les États s'investissent bien sûr dans de telles actions à des degrés divers de capacité et de légitimité, autant d'éléments qui influencent les stratégies adoptées par les gangs en prison.

L'étude comparative des gangs de prison n'en est encore qu'à ses balbutiements. On ne connaît toujours que peu d'éléments sur des cas importants tels que la Fédération de Russie et la Chine (qui présentent respectivement les deuxième et troisième populations carcérales au monde), et même les pays occidentaux enregistrent une réelle pénurie en termes de statistiques pertinentes et d'informations fiables. Les gouvernements, même démocratiques, sont rarement disposés à évoquer l'existence et le pouvoir de groupes criminels implantés dans les prisons. La plupart des informations disponibles proviennent de sources journalistiques et ethnographiques; la base de comparaison entre les différents cas et pays est donc essentiellement qualitative. Les cas présentés ici ne sont pas censés offrir un aperçu représentatif des gangs de prison du monde entier. Ils ont plutôt été choisis dans l'ensemble très limité de cas pour lesquels on dispose d'informations importantes, afin de démontrer la diversité des types, stratégies et trajectoires de ces gangs.

2.1.3 Les *maras* et la situation carcérale au Salvador

En 1995, une modification de la loi d'immigration américaine a facilité la déportation de non-citoyens condamnés pour certains délits. Couplée aux lois californiennes de lutte contre les gangs et aux critères de condamnation pour récidives multiples, cette modification a entraîné une vague de déportation de criminels d'Amérique centrale – 46000 entre 1998 et 2005, si l'on en croit une estimation (Jütersonke, Muggah et Rodgers 2009, 13). Nombre de ces déportés étaient membres des deux principaux gangs

de rue d'Amérique centrale basés aux États-Unis, la *Mara Salvatrucha* et la *Mara Dieciocho*. Les gangs n'avaient rien de nouveau au Salvador, au Honduras ou au Guatemala, mais l'arrivée de membres des *maras* déportés des États-Unis et la vague plus importante d'immigration de retour dans laquelle elle s'est inscrite, s'est soldée par la pénétration en Amérique centrale de la culture des gangs du sud de la Californie. Le large éventail de gangs locaux axés sur le territoire n'ont pas tardé à devenir des *clikas* («cliques») de la MS et des franchises de la 18, adoptant les symboles, l'argot et la structure des gangs implantés aux États-Unis, y compris la propension à la guerre entre les deux *maras* rivales (Cruz 2007, 16). L'appartenance aux gangs a connu un développement rapide et les taux de criminalité ont augmenté, déclenchant une «crise des gangs» à laquelle les politiciens de la région ont répondu par des politiques répressives dites de *mano dura* (Arana 2005, 58).

Ces politiques ont alors entraîné des incarcérations de masse et une énorme surpopulation dans les prisons mal entretenues de la région, dont certaines accueillait aussi bien des membres de la MS que de la 18. Entre 2002 et 2005, une série d'émeutes, d'attaques et d'incendies meurtriers ont éclaté dans les prisons, faisant des centaines de morts. Ces événements ont clairement établi que les détenus avaient accès à des armes à feu, des explosifs et des téléphones portables et que des gardiens de prison étaient coupables de les leur avoir fournis. Les autorités carcérales ont naturellement réagi en séparant les détenus, remettant ainsi pratiquement des ailes ou des prisons entières aux mains de chaque gang. Si ces mesures ont effectivement contribué à réduire le niveau de violence entre détenus, elles ont également eu pour effet prévisible de transformer les prisons en ressources organisationnelles. Comme l'a formulé une mission de l'USAID au Guatemala, «les prisons sont devenues des universités ou des camps d'entraînement pour les membres de gangs» (USAID 2006, 2).

Le degré de contrôle ou d'influence exercé sur les activités extérieures par les *maras* depuis l'intérieur du système carcéral n'apparaît pas clairement, pas plus que leur niveau d'organisation actuel. Certains analystes insistent sur le fait qu'aucun des gangs ne présente une structure hiérarchique de commandement et de contrôle (Jütersonke, Muggah et Rodgers 2009, 380-382), et que les affirmations de grande influence faites par des membres de gangs emprisonnés à des journalistes peuvent très bien constituer

des exagérations. D'autres soutiennent pour leur part que l'emprisonnement dans des établissements faisant l'objet d'une ségrégation offre aux *maras* d'importantes ressources organisationnelles – tels qu'un quartier général physique où peuvent se rassembler les membres de différentes régions – et de réelles possibilités pour les chefs de récompenser la loyauté et de punir les transgressions, entraînant une «institutionnalisation» des *maras* (Cruz 2007, 6).

Les craintes d'une infiltration inversée aux États-Unis d'une nouvelle espèce de *maras* ultraviolentes et extrêmement disciplinées, contrôlées à partir de «centres névralgiques» implantés dans des prisons d'Amérique centrale dirigées par les détenus (Lopez, Connell et Kraul 2005, 79) sont peut-être exagérées. La coordination d'actions par-delà les frontières internationales exigerait probablement un flux de membres des gangs de rue américains vers les prisons d'Amérique centrale plus important qu'il n'est réaliste de l'imaginer. Certaines des expériences d'autres gangs de prison rapportées dans cette partie suggèrent toutefois un certain nombre de développements potentiels troublants.

À titre d'exemple, il semble certainement plausible que les activités des gangs de rue d'Amérique centrale puissent faire l'objet d'une coordination toujours plus marquée par les chefs emprisonnés des *maras*. Au vu de l'absence générale de capacité des États et du nombre très élevé de membres de gangs dans ces pays, la voie pourrait alors être ouverte au type de confrontations violentes avec les forces étatiques qui ont rendu célèbres les gangs des prisons brésiliennes.

2.1.3.2 Les gangs brésiliens et *O Estado*

Le CV, à Rio de Janeiro, et le PCC, à São Paulo, constituent des cas d'étude intéressants, précisément parce qu'ils ont connu la réussite dans ces trois stratégies. Ces deux entités ont en particulier projeté leur pouvoir et développé leurs opérations par-delà l'enceinte des prisons, à un degré tel et avec des conséquences si désastreuses qu'ils semblent avoir dépassé l'étiquette de «gangs de prison». Pourtant, en tant que groupes «natifs», ils conservent une culture influencée par l'expérience carcérale et, à bien des égards, continuent de se reposer sur le système pénitentiaire comme centre du pouvoir.

2.1.3.2.1 Comando Vermelho

Au début des années 1970, la dictature militaire brésilienne, en réponse à un mouvement de résistance armée limité mais prenant de l'ampleur, a commencé à emprisonner à la fois les militants de gauche et les criminels de droit commun à la prison Cândido Mendes, dans le cadre de la loi de sécurité nationale (*Lei de Seguranca Nacional*, LSN) nouvellement adoptée. En mélangeant les militants et les criminels de droit commun, la junte brésilienne cherchait à occulter le statut politique des premiers et espérait ainsi ôter toute légitimité à leur cause. Les militants incarcérés se sont lancés dans des actions collectives disciplinées pour se distinguer des criminels de droit commun dans la dénommée aile LSN. La campagne a fini par porter ses fruits et les militants ont été amnistiés. La gauche armée brésilienne a largement tourné court vers le milieu des années 1970. Les vrais bénéficiaires de la politique mal conçue du gouvernement ont peut-être été les criminels de droit commun de l'aile LSN. Dans un cas spectaculaire de conséquences involontaires, ces détenus ont appris et adopté bon nombre de tactiques organisationnelles et collectivistes des gauchistes, se forgeant une solide identité de groupe. Affinant et adaptant ces tactiques au fil du temps, ce groupe, connu à l'origine sous le nom de Falange LSN (Gang LSN), allait en arriver en dix ans à dominer non seulement le système carcéral de Rio de Janeiro, mais à exercer en outre un contrôle armé sur la majorité des *favelas* de la ville et un monopole quasi-total sur la vente de drogue au détail, en plein essor à Rio.

Le Comando Vermelho (Commando rouge), comme les autorités ont finalement rebaptisé le gang LSN, a établi et consolidé son contrôle à Cândido Mendes par une combinaison de force brute et de stratégie politique originale élaborée au contact des militants de gauche. Au moment de la fondation du CV, la prison, bâtie sur le versant éloigné d'une île sauvage située à bonne distance de la capitale, était célèbre pour ses conditions de détention chaotiques et violentes. Les prisonniers y étaient victimes de passages à tabac, tortures, vols, viols, esclavage et meurtres, aussi bien aux mains d'autres détenus que des gardiens. Les gangs existants dans la prison étaient petits, prédateurs et violents.

En revanche, les prisonniers du CV partageaient une philosophie collectiviste qu'ils promulguaient comme un code de conduite universel, une fois réintégrés à la population

carcérale: pas de vol, pas de viol et pas de violence entre prisonniers (sauf en cas de décret de la collectivité, en guise de punition pour des transgressions) (Lima 1991, 49). Ils ont également conservé des pratiques collectivistes des militants, mettant notamment en commun les ressources dans une cagnotte et distribuant au compte-gouttes une «aide sociale» aux prisonniers les plus pauvres.

Leur discours appelait enfin les détenus à mettre leurs différends de côté pour privilégier une lutte collective destinée à améliorer les conditions de détention et le respect des droits des prisonniers, et à mettre un terme aux abus par les autorités.

Avec l'élimination de ses derniers rivaux lors d'une confrontation sanglante, le CV n'est pas simplement devenu le gang le plus puissant toujours debout. En utilisant son hégémonie pour mettre en place un ordre social coopératif, en offrant des services publics tels que la sécurité et une aide sociale, le gang a généré un soutien politique et suscité la loyauté parmi les détenus (Lima 1991, 75), ce qui a dès lors conféré à ses chefs un réel moyen de pression sur les administrateurs pénitentiaires¹¹¹. Le CV était crédible dans son offre de maintien de la paix et de minimisation de la violence d'une part, mais également dans ses menaces de troubles collectifs tels que des émeutes et des grèves de la faim. C'est ainsi qu'ils ont été en mesure d'obtenir de nouvelles concessions, telles que le droit aux visites conjugales et une mainmise accrue sur le quotidien de la prison. L'élément crucial de la consolidation sans précédent de son pouvoir par le CV a été sa stratégie d'établissement d'un ordre social universel et réglementé, moins violent, arbitraire et prédateur que le *statu quo* en vigueur auparavant, et présentant des avantages aussi bien pour les prisonniers que pour les administrateurs (Lessing 2009, 21). Une telle consolidation avait par ailleurs tendance à se renforcer d'elle-même et à dépendre de la voie empruntée.

En effet, plus le CV gagnait en puissance et plus grande était sa capacité à faire respecter «l'ordre public», à arracher des concessions et à offrir des services publics, justifiant ainsi son discours et renforçant son soutien politique. La propagation du CV à travers le système pénitentiaire a été favorisée à la base par ce qui a vraisemblablement constitué une erreur. Menacés par la consolidation du pouvoir du CV à Cândido Mendes, des

¹¹¹ Ce soutien n'était ni universel ni accordé librement: ceux qui s'opposaient ouvertement aux règles du CV risquaient d'être condamnés à des représailles ou au confinement solitaire.

responsables de l'État ont ordonné le transfert de ses chefs vers d'autres unités carcérales dans tout l'État de Rio de Janeiro au début des années 1980. Même si certains d'entre eux ont été placés en isolement, ils ont néanmoins été en mesure de faire passer leur «message» et ont rapidement pris le contrôle d'autres prisons. Comme le formule une directrice du département d'État du système pénitentiaire de Rio – dans son témoignage officiel – «le Comando Vermelho contrôle quatre prisons et l'administration a bien du mal à prendre la moindre nouvelle mesure sans leur consentement».¹¹²

Le CV a également usé de son pouvoir pour faciliter des évasions. Les membres libérés étaient ainsi contraints d'offrir argent et ressources à la collectivité carcérale et de participer aux tentatives d'évasion, sous peine de mort. À ce stade précoce de l'expansion au-delà des murs des prisons, le défi, d'un point de vue organisationnel, consistait à déterminer aussi bien que susciter la loyauté et le sens du sacrifice des membres libérés, à une époque où la capacité d'action du CV à l'extérieur était encore limitée et où ses membres n'étaient pas unis par des liens familiaux ou ethniques. Des récits de membres soulignent le fait que leur expérience carcérale partagée a solidifié leur engagement envers le code de comportement coopératif du CV. Néanmoins, un tel comportement était précisément viable en raison du contrôle consolidé exercé par le CV sur le système pénitentiaire, et donc de la crédibilité de ses promesses de récompense ou de punition des membres libérés, une fois ceux-ci recapturés. Paradoxalement, cela implique que des améliorations au niveau des forces de l'ordre, particulièrement des politiques d'incarcération de masse, pouvaient contribuer à accroître l'influence des gangs de prison sur leurs affiliés et membres à l'extérieur (Lessing 2009, 88).

À l'origine, les membres du CV étaient presque tous des voleurs et des braqueurs de banque. Ils ont donc continué de se livrer à des attaques à main armée pour obtenir l'argent nécessaire au financement d'évasions. Le vol à main armée constituait toutefois une activité risquée et imprévisible et après l'arrestation et le décès de nombreux membres fondateurs, le CV a adopté une nouvelle stratégie: le monopole de la vente de drogue au détail, particulièrement le commerce national de la cocaïne, alors en plein essor. En se prêtant des armes et des hommes de main, les chefs libérés du CV ont été en

¹¹² Témoignage devant le Conseil de justice, de sécurité et des droits de l'homme du gouvernement d'État de Rio, cité dans Amorim (2003, 188).

mesure de s'emparer systématiquement des points de vente de la drogue, ainsi que des *favelas* dans lesquelles ils étaient situés. Au milieu des années 1980, les chefs du CV contrôlaient 70% des *favelas* de Rio (Amorim 2003, 102). Cette hégémonie a pris fin avec l'arrivée de plusieurs syndicats rivaux nés d'un schisme, mais le CV est demeuré le plus puissant de tous. Au début des années 1990, aussi bien les *favelas* de Rio que ses unités carcérales se trouvaient partagées entre le CV et ses rivaux, un *statu quo* étonnamment stable qui persiste à l'heure actuelle.

Ce nouveau *modus operandi* a fondamentalement altéré la structure et le sens même du CV. En dehors des prisons, il s'agit essentiellement d'une affiliation informelle de gangs autonomes actifs dans le commerce de drogue, dont les chefs s'engagent à s'aider mutuellement et se livrent à d'occasionnelles actions coordonnées (Misse 2003, 62). Il n'y a pas de trésorerie centrale ou de hiérarchie évidente, et le discours teinté de politique des origines a essentiellement cédé la place à la recherche de bénéfices tirés de la drogue. Aux yeux de bon nombre de résidents et même des spécialistes, le CV est avant tout associé à sa présence armée massive dans les *favelas*. La «branche carcérale» du CV continue toutefois de jouer un rôle crucial, bien qu'occulte. D'une part, lorsque des personnes arrêtées pénètrent dans le système pénitentiaire, leur répartition dans les prisons se fait sur la base de l'affiliation de leur communauté d'origine. Les prisonniers provenant d'une *favela* dominée par le CV seront donc envoyés vers une prison dominée par le CV, qu'ils présentent ou non un lien quelconque avec les trafiquants du CV de leur communauté. Ils y adopteront les rituels, la discipline interne et les codes de comportement qui constituent, aux yeux de ceux qui sont passés par le système carcéral, la véritable marque du CV. Même ceux qui entrent en prison en tant qu'acteurs criminels autonomes peuvent très bien en sortir comme membres respectés de l'organisation, ayant droit à une position lucrative dans le commerce de la drogue.

D'autre part, les chefs emprisonnés continuent d'exercer une influence importante sur les membres à l'extérieur. Les cas les plus clairs sont les barons de la drogue du CV qui, même emprisonnés, continuent généralement de gérer leurs opérations directement depuis les prisons, déléguant seulement l'autorité nécessaire à leurs lieutenants. Les ordres sont presque toujours suivis, car les membres à l'extérieur sont bien conscients que, tôt ou tard, le chef sera relâché ou qu'eux-mêmes seront incarcérés. Une forme

d'influence plus subtile est toutefois également à l'œuvre. Le système pénitentiaire offre aux chefs du CV un forum pour coordonner leurs stratégies, partager des informations, convenir de politiques d'assistance mutuelle, préparer des invasions et parvenir à des accords. Fort respectés, les plus anciens chefs du CV jouent un rôle particulièrement important, surtout lorsqu'ils entretiennent des liens avec les membres fondateurs (Barbosa 1998, 4). Leurs louanges ou leur mépris peuvent complètement changer la donne pour un membre du CV en pleine ascension, ou décider de l'avenir d'une ligne de conduite proposée. Ils sont fréquemment appelés à résoudre les différends, nommer des successeurs, négocier des accords entre chefs et évaluer des stratégies alternatives.

Comme le démontre la théorie des jeux, la coopération peut être énormément simplifiée lorsque les suggestions d'un acteur donné sont considérées comme cruciales par tous les joueurs (Myerson 2004, 7). C'est précisément parce que le CV dans son ensemble ne présente pas de hiérarchie rigide que les chefs extérieurs se fient de manière décisive aux signaux transmis par les dirigeants emprisonnés pour coordonner des actions avantageuses pour tous. Dès lors, le «visage carcéral» du CV aide l'ensemble de l'organisation à survivre aux échecs et à neutraliser les forces centrifuges qui, dans d'autres grandes villes brésiliennes, ont tendance à entraîner la chute d'importants trafiquants, donnant naissance à des marchés de la drogue plus fracturés (et moins violents) (Lessing 2008, 174). En ce sens, la longévité et la capacité de résistance du CV sont peut-être en fin de compte moins imputables aux énormes profits de la drogue et à son immense arsenal de type militaire qu'au contrôle qu'il continue d'exercer sur le système pénitentiaire (Lessing 2008, 177).

2.1.3.2.2 Le Primeiro Comando da Capital¹¹³

En octobre 1992, une bagarre entre des détenus de la prison de Carandiru à São Paulo a dégénéré en troubles généralisés. Les troupes de choc de la police militaire ont réagi en pénétrant dans la prison armés de fusils d'assaut, et ont tué au moins 111 prisonniers.

¹¹³ Le PCC est un exemple très important dans le cas carcéral puisque c'est un groupe qui a causé un affront direct envers l'État des plus important en magnitude dans la région et ce strictement face à une question carcérale. Malgré notre étude spécifique du CV, nous nous devons d'inclure un passage sur l'évolution de ce gang surtout qu'un épisode similaire aux attentats de 2006 a actuellement lieu à l'approche des Jeux Olympiques et à une nouvelle série de négociations carcérales.

Des témoins ont déclaré que de nombreuses victimes ont été exécutées sommairement dans leur cellule après s'être rendues (Varella 1999, 288). Le directeur de Carandiru au moment du massacre a été transféré vers l'établissement de sécurité maximale de Taubaté, où il a dirigé un régime carcéral terriblement répressif, où les détenus étaient maintenus à l'isolement quasiment en permanence, à l'exception de quelques heures par semaine et où les tortures et les passages à tabac aux mains des responsables étaient monnaie courante (Jozino 2004, 28). C'est là que, moins d'un an après le massacre de Carandiru, un groupe de prisonnier a fondé le *Primeiro Comando da Capital* (Premier commando de la capitale) autour de l'idée d'une solidarité des prisonniers face aux abus et aux négligences des autorités pénitentiaires.¹¹⁴

Le PCC s'est doté de statuts écrits qui, s'inspirant fortement de l'exemple du CV (et copiant leur devise, «Liberté, justice et paix»), interdisaient le meurtre, le vol et le viol, et exigeaient également des membres libérés de contribuer à un fonds collectif. La mission du PCC tenait explicitement du prosélytisme: ses membres fondateurs expliquaient les principes des statuts aux autres prisonniers, identifiaient les disciples prometteurs et les introduisaient ensuite dans l'organisation. Les rangs du PCC se sont rapidement étoffés, à mesure que des membres ont été transférés de Taubaté vers des unités moins répressives, où ils ont pu s'associer librement avec une importante population carcérale (Jozino 2004; Souza 2007).

Comme le CV avant lui, le PCC a utilisé une combinaison de violence brutale pour éliminer ses rivaux et d'offre de services publics – notamment la sécurité au quotidien – pour s'assurer le soutien de la population carcérale et renforcer son contrôle. Il est crucial de noter que les stratégies politiques de ces deux gangs présentaient une sorte d'attrait universel: l'adhésion ne dépendait pas de la race ou d'autres clivages, et les régimes mis en place reposaient sur des principes inclusifs, universels et, dans une certaine mesure, égalitaires, qui promettaient des avantages à tous les détenus (Biondi 2009, 12). Comme l'explique un prisonnier:

¹¹⁴ Biondi (2009, 4) fait remarquer que pendant des années, plusieurs versions contradictoires de l'origine du PCC ont été propagées par les prisonniers et des responsables. Après la publication de l'historique du PCC par Jozino (2004) et sa large diffusion dans le système pénitentiaire, sa version a été acceptée de tous (comme elle l'est dans ce mémoire), et même le souvenir de cette controverse semble s'être perdu.

« Grâce au PCC, le nombre de décès [à l'intérieur des prisons] a diminué car le PCC contrôle les détenus. Personne ne tue qui que ce soit sans autorisation. Les téléphones portables et la drogue font l'objet d'un approvisionnement constant, personne ne doit se les procurer à l'extérieur. [...] et le PCC vient en aide à ceux qui sont fauchés. » (Barros 2006, 72).

Les chefs du PCC ont négocié stratégiquement le transfert de membres clés afin d'étendre et de maintenir le contrôle sur un nombre croissant de prisons et pénitenciers de l'État (Christino 2003, 67). Si le PCC a délibérément reproduit bon nombre des tactiques du CV, il a également innové: il a ainsi institué un système de taxes sous la forme d'une tombola mensuelle à laquelle les membres et associés étaient contraints de participer (les prix ont inclus des voitures neuves); il a organisé un système de logement et de transport privé pour permettre aux familles des détenus de leur rendre visite dans des prisons de l'État; il a créé des bourses pour permettre à des membres libérés de faire des études de droit (Souza 2007, 278) et lorsque la dépendance au crack a menacé de déstabiliser la vie carcérale, il est parvenu à interdire la drogue (Marques 2010, 13).

Par-dessus tout, le PCC a mis au point, apparemment avec l'aide d'un membre emprisonné d'une organisation de guérilla chilienne, un réseau de communications complexe reposant sur des «standards» confiés aux épouses et aux sœurs de membres du PCC (Souza 2007, 235). Munis de téléphones portables de contrebande, les prisonniers pouvaient ainsi appeler un standard et être rapidement mis en contact avec les détenus d'unités carcérales éloignées ou participer à des appels de conférence. Cette capacité de coordination des actions de ses membres a été brillamment exploitée en 2001, lorsque le PCC a lancé des rébellions synchronisées dans 29 centres de détention de tout l'État. La dénommée «méga-rébellion» a attiré l'attention de l'opinion internationale sur le PCC et lui a permis d'obtenir des milliers de nouveaux membres et de jouir d'un immense prestige dans tout le système carcéral.

Une période de consolidation relativement calme a suivi mais le PCC a de nouveau frappé en 2006. En mai de cette année, il a lancé une «méga-rébellion» de plus grande ampleur encore, impliquant plus de 80 prisons et pénitenciers de l'État de São Paulo (*Folha de S. Paulo* 2006, 34) et dix autres établissements pénitentiaires des États voisins du Parana et du Mato Grosso do Sul (*Agenda Folha* 2006, 21). Plus important encore, le PCC est passé à l'offensive, attaquant l'État sur son propre territoire. Lorsque les unités de police ont été retirées des rues pour mater les rébellions dans les prisons, des

centaines d'affiliés au PCC, organisés en cellules opérationnelles discrètes (Christino *et al.* 2006, 43), ont attaqué des commissariats de police, des bâtiments publics, des banques et les infrastructures de transport en commun. Au troisième jour des attaques, le pire, la majorité des bus de la ville ont été rappelés, les écoles et les entreprises ont été fermées et la ville a été pratiquement abandonnée.

Les attaques de 2006 sont généralement considérées comme une réponse à la mise en place d'un régime carcéral «disciplinaire» ultrarépressif, qui privait pratiquement les prisonniers du moindre contact humain. Il n'y a plus eu d'attaque d'envergure depuis, ce que certains considèrent comme une sorte d'impasse, dans le cadre de laquelle l'État et le PCC peuvent se blesser mais pas se détruire ou se gêner mutuellement (Dias 2008, 32). D'autres affirment que la crainte des politiciens de déclencher une nouvelle méga-rébellion a conféré au PCC un droit de quasi-veto sur la politique de sécurité publique. Quoi qu'il en soit, le PCC contrôle désormais 90% des prisons de São Paulo (Dias 2008, 27). Contrairement au CV, le PCC n'a pas établi de contrôle territorial déclaré sur la périphérie urbaine ou accaparé la vente de drogue au détail. Il ne s'est pas non plus livré à d'autres confrontations armées avec les forces étatiques.

Les chercheurs estiment que le PCC a plutôt monopolisé le commerce de gros de drogues illicites et imposé sur les marchés de détail un code de comportement visant à minimiser les conflits et à maximiser les profits (Feltran 2008, 11). Non seulement les revendeurs de drogue locaux sont dans l'obligation d'acheter leur marchandise auprès du PCC, mais ils doivent en outre consulter les chefs du PCC avant d'exercer des représailles, de s'attaquer à des gangs rivaux ou d'entreprendre toute autre action qui pourrait générer davantage de violence ou attirer l'attention de la police. Il arrive parfois que plusieurs chefs du PCC de différentes prisons siègent en jury lors d'appels de conférence sur téléphone portable, et rendent leur verdict à propos de conflits (Caramante 2008, 13). Il semblerait que l'objectif soit d'accroître les profits du commerce de drogue en évitant toute spirale conflictuelle superflue et les mesures de répression policière qui en découlent.

Notre analyse de la situation carcérale

2.2 Retour sur l'impact sur l'État

Habituellement, l'étude de la formation de l'État est focalisée sur les conditions urbaines et nationales permettant à ces derniers de monopoliser les moyens de coercition, d'acquérir une certaine légitimité et d'amasser suffisamment de ressources économiques pour faire la guerre contre leurs ennemis tout en soutenant l'allégeance citoyenne à travers l'extension des programmes sociaux, de nouvelles formes de solidarité nationale et l'établissement d'une citoyenneté à part entière.¹¹⁵ Par cette thèse de mémoire, nous cherchons à développer les mêmes concepts, mais dans des directions nouvelles à la lumière des développements contemporains plutôt qu'historiques. Prenant comme point de départ les taux accélérés de violence criminelle et l'insécurité des citoyens dans les métropoles des pays à l'étude, cet essai suggère que la violence aléatoire et ciblée perpétrée par ces groupes armés non étatiques constitue un défi direct à la légitimité de l'État et à la souveraineté nationale. En effet, les OCT utilisent la violence pour accumuler du capital et sécuriser une domination économique et sociale sur leur "territoire". Leurs activités révèlent des réseaux alternatifs d'engagement, de pouvoir, d'autorité et même d'auto-gouvernance menant peu à peu à une forme de souveraineté parallèle au sein même d'un État souverain.

Nous cherchons à examiner les nouvelles spatialités de ces groupes armés irréguliers et comment leur système de coercition, d'allégeance et de réciprocité leur confère une certaine souveraineté, et surtout ce que cela signifie pour le pouvoir et la légitimité de l'État-nation traditionnel.

2.2.1 Violence urbaine

La gravité de la violence en Amérique latine s'explique par différents facteurs. Un nombre important d'entre eux constituent l'expression de problèmes sociaux et politiques traditionnels de la région, comme les fractures sociales qui la caractérisent. La faiblesse des institutions se traduit par des vides de pouvoir dont profitent diverses organisations criminelles. En particulier, l'inefficacité et la corruption qui minent les corps policiers et l'administration de la justice et, finalement, l'héritage des conflits

¹¹⁵ Les travaux de Charles Tilly sur la formation étatique représentent la base de cette synthèse théorique.

armés des dernières décennies sont des facteurs à ne pas négliger lorsque vient le temps d'explicitier la gravité de la violence sur ce continent. Débutons l'énumération de ces facteurs.

En premier lieu, l'exclusion sociale, la pauvreté, la discrimination et le travail informel constituent un terreau fertile pour les activités illicites (selon l'Organisation internationale du travail, près d'un travailleur urbain sur deux le fait informellement et en marge de la loi). Ce phénomène crée une forte pression migratoire nourrissant les réseaux transnationaux de trafic de personnes. De la même manière, la concentration socio-spatiale de la pauvreté et de l'informalité se développe : le phénomène de la « ville divisée » génère une forte corrélation entre la violence et la marginalité urbaine. (Krujit 2006, 55)

En second lieu, il existe une relation entre l'apparition des acteurs armés en Amérique latine et la faiblesse des institutions, qui se traduit par une présence faible des gouvernements sur le plan local. Ces manquements se développent graduellement sur la base d'une absence prolongée des autorités et des représentants légitimes de la loi dans les banlieues et bidonvilles des grandes villes latino-américaines. Des acteurs armés privés et informels y occupent les rôles de la police et de la justice. (Koonings et Krujit 2006, 67) Cette absence d'autorité étatique s'explique par la faiblesse des institutions publiques. Cependant, les bandes armées imposent cette autorité par la force, puisque c'est une condition du développement de leur activité délinquante, généralement associée au narcotrafic. Le pouvoir des mafias et des cartels de la drogue cherche souvent à se légitimer en imposant une forme d'ordre local, également en distribuant des aides et par le biais de patronages de groupes sportifs ou autres regroupements locaux. Entre autres pratiques, ils récoltent des impôts, décrètent des couvre-feux, réalisent des recrutements forcés et font la « justice » eux-mêmes. Ces actes ne seraient possibles sans les extraordinaires gains associés au trafic de drogue à l'échelle transnationale. En effet, les nouveaux acteurs armés sont l'autorité locale de facto dans les *favelas* ou *pueblo jovenes*. Ce sont les nouveaux représentants d'une « loi parallèle » qui coexiste avec celle qui régit le reste de la société.

En troisième lieu, les guerres civiles prolongées survenues dans plusieurs pays centraméricains et andins ont laissé un héritage de violence et de criminalité et un grand

nombre d'armes de guerre, à présent utilisées pour des activités à caractère délinquant. Les responsables actuels de la violence sont dans beaucoup de cas des acteurs non étatiques apparus lors des processus de démobilisation des forces armées, principalement les paramilitaires et groupes guérilleros, qui opèrent entre autres dans des enclaves urbaines pauvres et marginales. Mais apparaissent également des bandes criminelles qui ont réussi à obtenir le monopole de la violence (illégitime aux yeux de l'État, légitime aux yeux de certains secteurs sociaux) dans certains pays comme le Brésil et le Salvador (Krujit 2006, 72). En Amérique centrale, les processus de paix et de démobilisation des combattants et des paramilitaires ont coïncidé avec l'arrivée des *maras*, nourrie, en partie, par le manque d'opportunités de travail pour les démobilisés et le climat d'insécurité qu'a amené la fin de la guerre en zones urbaines et marginales.

En quatrième lieu, il faut mentionner l'inefficacité et la corruption qui rongent les forces policières et le pouvoir judiciaire. Pour beaucoup de Latino-Américains, la police ne peut non seulement pas résoudre le problème de la violence urbaine, mais elle fait partie du problème, puisqu'elle est souvent abusive, incompétente, corrompue, voire impliquée dans les séquestrations ou dans le narcotrafic. (Savinje 2004, 21) Cette perception si négative des forces de l'ordre public s'explique par le fait que les forces policières, durant les dictatures, ont souvent été militarisées et leur rôle principal a été de maintenir l'ordre interne. Leur adaptation aux fonctions de sauvegarde de la sécurité publique qui sont les leurs n'a pas été facile, et elles continuent à utiliser fréquemment des méthodes quasi militaires. Amnesty International a affirmé qu'il ne peut y avoir de justification pour les attaques violentes contre la population, ni pour les agissements allant à l'encontre des objectifs liés à l'accomplissement de la loi ; que ces attaques sont des actes délictueux, qui entravent la provision effective de la sécurité publique basée sur les droits humains (Amnesty International 2010, 4).

Certaines forces de sécurité sont dénaturées par la pression externe. L'absence d'une politique de sécurité publique efficace a déçu les communautés démunies, mais aussi les policiers. Le métier de policier n'est pas valorisé, les salaires sont bas et les abus de la part des supérieurs sont courants. Beaucoup d'agents de police considèrent que l'envoi à une *favela* est une punition. Les policiers qui travaillent dans les quartiers marginaux du Brésil ont souvent une formation déficiente et peu de recours, et les opérations de type

militaire leur font courir un risque élevé de souffrir des attaques de bandes de délinquants et de factions du narcotrafic. (Amnesty International 2010, 7).

À ces problèmes s'ajoutent la faiblesse et l'inefficacité du pouvoir judiciaire, qui se traduisent par l'impunité généralisée. Au Brésil, des cinquante mille assassinats commis chaque année, seuls 8% d'entre eux sont passés en cour et l'on estime que 75% des délits ne sont pas dénoncés. Au Salvador, seuls 4% des crimes sont condamnés. Ceci est très significatif par rapport à l'indice élevé de prisonniers en situation préventive, qui souvent attendent un jugement pendant des années dans des prisons surpeuplées et dans des conditions misérables. L'impunité généralisée agit en outre comme un puissant levier pour les activités illégales, qui produisent souvent de grands bénéfices avec très peu de risque pour ceux qui les réalisent. (Mesa 2005, 21)

Enfin, la violence et la corruption engendrés par le marché noir permettent que le crime organisé supplante les institutions chargées d'appliquer la loi et sape l'État de droit, ce qui a des répercussions importantes, dont la violation des droits de l'homme les plus basiques. Le crime organisé ne peut survivre sans la corruption. C'est la raison pour laquelle il cherche des opportunités pour la créer et l'approfondir. Les organisations criminelles doivent en effet mettre en échec les institutions chargées d'appliquer la loi et la justice pour éviter qu'on ne les juge pour leurs crimes. Ce processus affecte sérieusement la capacité des gouvernements à promouvoir et protéger les droits de l'homme et l'État de droit.

2.2.2 La violence urbaine, obstacle au monopole étatique du pouvoir coercitif

Quiconque observe les villes des pays en voie de développement ces dernières années est conscient que le souci majeur des élus et des citoyens est l'explosion de la violence quotidienne (Moser 2004, 4). Cela est particulièrement vrai en Amérique latine, une région qui affiche trois fois la moyenne mondiale de taux de mortalité par arme à feu sans compter les pays concernés qui sont classés parmi les taux les plus élevés d'homicides dans le monde (Cohen et Rubio 2007; Koonings et Kruijt 2007). Il va sans dire que les habitants de San Salvador et Rio de Janeiro sont les citoyens les plus exposés à la violence et que les niveaux sans précédent de corruption policière et

d'impunité ont contribué à l'insécurité croissante du public¹¹⁶ (Hinton et Newburn 2009; Davis 2007), qui n'est guère rassuré par la violence urbaine quotidienne marquée par des niveaux d'accélération de vols qualifiés, des voies de fait et d'enlèvements (McIlwane et Moser 2004, 9). Dans certaines localités, dont plusieurs épicentres des *favelas* et *barrios* les plus notoires, les bandes organisées sont équipées d'une cache d'armes sophistiquées et de technologies avancées de protection et de détection contre les raids de police ont ouvertement attaqué la police et les militaires ainsi que les citoyens qui les signalent aux autorités (Bailey 2003, 11).

Comme un plus grand nombre d'acteurs armés dans ces bidonvilles révèlent une capacité à mobiliser des armes et des "soldats" qui peuvent égaler, voire dépasser les effectifs de l'État-nation, on observe des gouvernements trouvant leur légitimité progressivement s'éroder (Arias et Goldstein 2008, 78). Avec le déclin de la confiance dans l'appareil coercitif de l'État et de son administration de la justice, les citoyens prennent souvent les choses en mains propres - soit par des actes d'autodéfense ou, plus fréquemment, par la voie classique d'engager des gardes de sécurité privés qui agissent sur au nom de leurs employeurs individuels et non en celui du grand public (Goldstein 2003, 32). Bref la monopolisation étatique des moyens de coercition est réduite par rapport à la fois à la violence quotidienne et à la privatisation de la sécurité.

Notre étude des pays concernés démontre que les acteurs armés non étatiques dangereux coexistent également dans des démocraties relativement stables où le revenu moyen approche la norme médiane¹¹⁷ et que leurs activités ne sont pas toujours motivés par des idéaux anti-gouvernementaux ou des aspirations de capitulation de régime. Notre essai fait cas d'un territoire qui existerait en parallèle à l'État et serait contrôlé par les gangs, il convient donc de s'intéresser aux flux économique qui régissent les lieux et profère un pouvoir aux organisations clandestines. Ces dernières opèrent dans deux économies:

¹¹⁶ Les médias, qui par leur travail journalistique sur la corruption et leur influence sur la violence par le biais de leur sensationnalisme contribuent fortement à exacerber cette dernière.

¹¹⁷ Il est clair que le Brésil possède une économie plus importante que le Salvador dans le classement mondial. Nous cherchons toutefois à mettre en exergue la notion que les groupes para-étatiques ne sont pas toujours générés dans les pays où la situation économique est désastreuse (Libéria, Somalie, etc.)

l'économie urbaine¹¹⁸ et au sein de réseaux transnationaux d'échanges structurés autour de mécanismes clandestins d'accumulation du capital¹¹⁹. En tant qu'acteurs impliqués dans des activités licites et illicites, cette "société civile" non-étatique armée utilise, la force coercitive pour se protéger, surveiller ou restreindre le mouvement dans son territoire.¹²⁰

Nous avons observé comment ces acteurs prenant charge des fonctions de maintien de l'ordre, même si ce n'est que pour leurs communautés circonscrites, leurs clients ou leurs membres, ont le potentiel de saper l'État de son monopole sur les moyens de coercition. Dans un contexte où la violence quotidienne est la norme et l'activité criminelle bénéficie d'une certaine impunité, l'insatisfaction citoyenne s'accroît naturellement, alimentant ainsi le cercle vicieux de la privatisation de la sécurité et la dé-légitimation subséquente du gouvernement. Le résultat est un territoire urbain empli de concurrence pour des ressources rares et des parts de marchés où les acteurs étatiques et non étatiques armés agissent défensivement et offensivement ce et dont les activités génèrent l'insécurité combinée et le déploiement systématique de la violence.

Face à une telle situation, nous détenons non seulement les bases pour contester la validité réelle des fonctions traditionnelles de l'État-nation (la légitimité, les capacités coercitives et le contrôle territoriale), mais nous pouvons même contester celles liées à la citoyenneté. En effet, l'évolution des gangs en une 3^e génération peut aussi signaler la montée de nouveaux réseaux de loyauté qui relient les acteurs non étatiques armés à une variété de communautés ou circonscriptions avec des priorités économiques et sociales qui dirigent leur attention au niveau local et transnational plutôt qu'au niveau national. À certains moments, les activités sous-nationales et transnationales constituent la base de nouvelles communautés imaginées d'allégeance et de réseaux alternatifs d'engagement ou de coercition qui viennent territorialement contrecarrer ou saper des anciennes allégeances à un État national souverain.

¹¹⁸ On parle ici avant tout de l'économie informel (qui exclut l'État de facto) ainsi que des profits engendrés par la demande pour les drogues illicites qui est clairement plus concentrée dans les métropoles.

¹¹⁹ Cette source de revenu s'approche du commerce international; illégal certes mais tout aussi fructueux.

¹²⁰ Et ce, dans le cas des deux types d'acteurs: firmes de sécurité privées et gangs criminels sophistiqués.

2.2.3 Gouvernance et légitimité

La prolifération d'acteurs non étatiques armés organisés autour de réseaux territoriaux basés sur la loyauté et la violence peut être considérée à la fois la conséquence et l'instigateur des changements dans la nature de la souveraineté et légitimité étatique dans les pays à l'étude. Ces développements sont dus aux dynamiques urbaines (pauvreté, ségrégation) et mondiales (demande pour la drogue, frontières poreuses), ainsi qu'à l'héritage politique d'une démocratisation tardive. Nous soutenons que ces facteurs ont contribué à la fois à l'accélération de la violence urbaine et à la création d'enclaves où les gangs règnent de façon féodal sur le territoire et y agissent impunément. Ces nouvelles spatialités qui permettent de renforcer les réseaux alternatifs d'allégeance et de coercition qui défi la puissance et la légitimité de l'État-nation traditionnel sont en quelque sorte un terreau fertile pour l'évolution, voire l'alimentation¹²¹ des gangs. Davis étudie la question depuis longtemps et en est arrivé à la conclusion que tous ces phénomènes mènent à une véritable souveraineté fragmentée au Brésil et au Salvador. Sa définition présente les enclaves au cœur des bidonvilles comme une série de « localized, and relatively autonomous cores of power. » (Davis 2007, 6) C'est en partant de cette notion et en comparant l'évolution des gangs à la création d'un État parallèle que l'on peut arriver à comprendre comment les acteurs non étatiques armés peuvent saper le pouvoir étatique en régnant sur leur propre territoire.

2.2.3.1 Souveraineté fragmentée

Le concept de souveraineté fragmentée est l'amalgame dans un territoire spécifique de modèles d'accumulation de capital et de coercition indépendants de l'État. En fait, si l'on se base sur la littérature de création de l'État, l'attribution d'une souveraineté parallèle aux gangs est encore plus pertinente vu le rôle que les conflits¹²² ont sur la

¹²¹ Nouvelles recrues, caches d'armes, d'argent et de drogues, zones d'influence.

¹²² Tout comme un État, les gangs en conflits avec des gangs rivaux ou même les forces de l'ordre vont défendre leurs frontières, percevoir des taxes et vérifier l'appartenance et la loyauté des habitants des bidonvilles qu'ils occupent. Certains membres des *pandillas* sont prêts à mourir pour leur gang comme il le serait pour leur patrie. De plus, les comparaisons sur l'organisation hiérarchique des gangs et les rangs de l'armée sont clairs aux niveaux tactique et identitaire.

création d'un État souverain. Les travaux de Tilly ont fait valoir que pour défendre ou établir la souveraineté les États-nation se sont engagés dans des conflits armés et que la violence inter-étatique alimentait à la fois la monopolisation nationale des moyens de coercition et la formation de l'État. (Tilly 1990, 33) Pour réussir à mener et gagner les guerres de l'État, on créa de nouvelles institutions (bureaucratie gouvernementales), nouvelles sources de revenus (impôts), et de nouvelles avenues pour assurer la légitimité (droit à la citoyenneté), qui permettait d'extraire des fonds et le soutien moral de la part des citoyens ainsi qu'une base de recrutement de soldats tout en renforçant la relation État-société.

La soumission du Salvador à l'érosion du processus de contrôle territorial prend plusieurs formes, entre autres la corruption du personnel gouvernementale La fragilité étatique au niveau financier, politique et éthique se combine et se renforce mutuellement en raison du dépérissement de l'autorité publique. Ce processus peut être décrit comme l'effet d'une prolifération et d'une fragmentation des transactions commerciales entre des factions non-étatiques au sein de l'État et des leaders politique au pouvoir.

2.2.3.2 Les insurrections criminelles: définition et classification

Comme nous l'avons identifié, l'insurrection criminelle constitue un défi pour les analystes de sécurité habitués à créer des simulations et des modèles analytiques pour étudier le terrorisme et les opérations militaires conventionnelles. L'insurrection criminelle¹²³ est différente du terrorisme et de l'insurrection conventionnelle parce que l'unique objectif politique des insurgés est de maintenir son autonomie et le contrôle économique de leur *turf* ou territoire. (Sullivan 2010, 7) Ils tentent, littéralement, de remplir le vide étatique afin d'établir les enclaves criminelles faciles à contrôler mais difficiles à percer. (Robb 2010, 4)

La capture, le contrôle ou la perturbation de nœuds stratégiques dans le système mondial et de ses intersections par des acteurs criminels peuvent avoir des effets en rafale se manifestant en un état de flux résultant en une érosion progressive des fonctions étatiques et un renforcement de l'exécutif sécuritaire étatique. Sullivan explique la nature

¹²³

Pour une discussion plus poussée sur le sujet, voir Sullivan et Elkus (2009).

complexe du vide étatique et comment chacun des niveaux de la souveraineté de l'État-nation sont affectés ainsi que confirme la création d'enclaves parallèles.

«This hollowing of state function is accompanied by an extra-national stratification of state function with a variety of structures or fora for allocating territory, authority and rights. These fora -including border zones and global cities- are increasingly contested, with states and criminal enterprises seeking their own 'market' share. As a result, global insurgents and networked criminal gangs can create 'lawless zones', 'fear cities' and 'parallel' states characterized by 'dual sovereignty'» (Sullivan 2010, 8)

L'insurrection criminelle est une façon de caractériser ces activités, l'objectif étant de maintenir l'instabilité afin de permettre à la violence urbaine et au contrôle territorial de prendre essor. Cette insurrection peut prendre différentes formes et si on compare le contexte des conflits dans les bidonvilles avec d'autres formes de guerre civile, on peut déterminer une classification qui sert à éclairer l'impact diffus de ces actions. Notons que ces insurrections criminelles veulent défier l'État en générant une violence criminelle de haute intensité qui érode la légitimité et l'efficacité des institutions de l'appareil étatique. Les différentes formes d'insurrection se déroulent à différents niveaux géopolitiques. (Sullivan 2010, 4)

Les insurrections locales: d'abord, les insurrections criminelles peuvent prendre la forme de domination locale dans un seul *barrio* ou *favela* où les gangs dominent les interactions économiques et sociales. Ces zones peuvent être des zones de non-droit évitées par la police. L'entreprise criminelle perçoit des impôts et exerce un quasi-monopole de la violence et se présente comme pouvoir *de facto* du quartier. Une grande partie des insurrections sont en état de siège¹²⁴. Les gangs maintiennent leur domination sur ces secteurs par une combinaison judicieuse de violence symbolique, les attaques contre la police, la corruption, et en favorisant la perception du rôle de protecteurs de la communauté (sorte de «bandits sociaux» ou Robin des Bois des bidonvilles). L'objectif des gangs est d'établir ce que Sullivan nomme «a criminal free-state», puisque l'État nominal n'est jamais complètement supplanté.

Combat pour l'État parallèle: L'insurrection criminelle peut être une bataille pour assurer le contrôle sur le territoire de ces enclaves de non-droit. Le conflit se déroule au cœur des bidonvilles mais peut affecter la population plus large tout en impliquant les forces

¹²⁴

Soit pour contrer les interventions policières ou les tentatives d'intrusion par des gangs rivaux.

de l'ordre. C'est une situation où les gangs s'affrontent pour la domination ou le contrôle de l'enclave ou de l'entreprise criminelle. L'objectif visé est de remplacer l'autre gang et usurper son pouvoir.

Lutte contre l'État: En troisième lieu, les insurrections criminelles peuvent se produire lorsque le groupe criminel affronte directement l'État afin de défendre leur liberté d'action. Ce genre de lutte se produit lorsque l'État réprime et prend des mesures pour démanteler ou contenir les gangs et ces derniers contre-attaquent avec des attentats visant la structure des forces de l'ordre ou ripostent lors d'opérations d'intervention armée.

L'implosion de l'État: En dernier lieu, l'insurrection criminelle prend l'allure d'une tornade de violence criminelle de haute intensité hors de contrôle de l'État rendu impuissant. Essentiellement, ce serait l'effet cumulatif d'une violence criminelle indomptable qui perdure et d'une subversion criminelle de la légitimité entière de l'État par la corruption endémique et la cooptation. Ici, l'État perd tout simplement la capacité de réagir. Un scénario extrême qui va rappeler les cas d'États en déliquescence comme la Somalie et le Soudan.

Le résultat de ces luttes de pouvoir met en exergue une situation où les acteurs armés non étatiques ont recours à la violence extrême ou la cooptation afin d'augmenter leur légitimité et de pouvoir adopter la façade du bandit social, tel que classiquement décrite par Hobsbawn.¹²⁵ Bref, par leurs actions et leurs insurrections contre un État absent et violent, les gangs qui résistent ou imposent leur volonté veulent conférer une légitimité sur leur entreprise illicite.

Les participants à ces insurrections criminelles revêtent de nombreuses formes. Ils peuvent être membres d'un gang de rue, terroristes, pirates ou seigneurs de la guerre. Dans tous les cas, ces participants contestent le monopole de l'État sur la violence traditionnelle et le contrôle politique. Ils peuvent coexister au sein d'États stables dans les zones de non droit¹²⁶ et les bidonvilles en tant que dirigeants *de facto* des enclaves criminelles. Ces "États criminels" peuvent aller de quelques blocs d'un quartier

¹²⁵ Le classique *Bandits* date de 1969 mais est toujours d'actualité.

¹²⁶ Par exemple, les fameuses *plazas* mexicains: plaques tournantes du commerce de la drogue américaine.

appauvri ou quelques segments de lots de maisons d'un *barrio* à de plus grands quartiers incontestés dans une *favela*. S'ils fonctionnent en réseaux, les gangs de troisième génération peuvent consolider leur "empire" et former un État parallèle.¹²⁷

2.3 Menace transnationale : réponses étatiques et régionales

Les gangs criminelles sont souvent priorisées dans l'agenda sécuritaire des pays d'Amérique. En 2003, l'Organisation des États américains a identifié le crime organisé, aux côtés du terrorisme, comme la « principale menace à la sécurité régionale ». Outre la traditionnelle *guerre contre la drogue* américaine, de nouvelles notions sont apparues, comme le « narcoterrorisme », les « nouvelles guerres ». Les images de gangs violents terrorisants les populations locales ont fait le tour du globe et contribuent à renforcer le stéréotype qu'en Amérique latine, « la criminalité violente est devenue une caractéristique endémique de la région ». (Comaroff 2009, 17) Les comparaisons militaires¹²⁸ ainsi que le pessimisme sur la capacité de l'État à faire face à un ennemi vraisemblablement omniprésent, omnipotent et difficile à cerner¹²⁹, contribuent à légitimer toutes les mesures de « combat » dans lesquelles s'engagent les États à l'étude, spécifiquement l'implication prononcée des forces militaires dans la sécurité intérieure et régionale. Nous allons observer l'impact des gangs dans le cadre de nos deux cas d'études par rapport aux catégories de menaces que nous avons identifiées dans la première partie ainsi que comparer la réaction étatique et le niveau de coercition de chacun des États concernés et, enfin, l'impact de leurs actions sur la menace posée par les gangs et sur l'équilibre politique régional.

¹²⁷ Sullivan y réfère comme un *para-État*; les groupes criminels sont des *narcologopoles*. (Sullivan 2011, 9)

¹²⁸ Villes en "état de siège", les "guerres civiles" entre gangs rivaux, les "soldats" des bidonvilles, etc.

¹²⁹ Multiples formes et niveaux d'implication (crimes de rue, distribution de stupéfiant à échelle globale, corruption et infiltration dans l'appareil étatique, chefs de gangs orchestrant le tout derrière les barreaux).

2.3.1 Établissement de la menace au niveau régional en Amérique centrale

Dans le contexte de notre évaluation de la menace que posent les OCT à la stabilité étatique, il est important d'observer l'impact sur la sécurité régionale. Nous nous tournerons donc d'abord vers les actions régionales concertées avant de comparer les réponses étatiques respectives de nos deux cas d'étude. Les perturbations engendrées par l'évolution des gangs criminelles ont effectivement préoccupé les dirigeants des États de l'Amérique du Sud. Les gouvernements de cette région ont attribué une telle importance à leurs actions violentes à caractère international qu'elles ont justifiées la tenue, dans la seule année 2005, de deux sommets présidentiels en Amérique centrale, en plus de dizaines de réunions entre des responsables de la police et des ministres de la défense. Les gouvernements du Honduras, du Salvador et du Guatemala ont opté pour des mesures répressives et purement policières afin d'essayer de faire obstacle au phénomène des *maras*, dont le rayon d'action s'étend du Canada à l'Amérique centrale. Du côté du Brésil, les élections¹³⁰ locales et nationales augmentent de façon vraisemblablement exponentielle le niveau de sévérité avec lequel on s'attaque à la problématique qui demeure endémique.

Entre autres résolutions adoptées lors du 26^e Sommet du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), les représentants des trois pays mentionnés, plus le Nicaragua, le Costa Rica et les États-Unis, ont décidé de créer « une force d'intervention rapide contre les narcotrafiquants, les bandes et le terrorisme » composée de détachements militaires et policiers de chaque pays. (Rapport du Sommet de la SICA juin 2005, 72) Ils ont également convenu de créer une base de données à San Salvador sur les bandes criminelles actives dans la zone, un passeport unique et un mandat d'arrêt régional. Sur la base d'une proposition faite par la Secrétaire d'État des États-Unis de l'époque, Condoleezza Rice, à la 25^e Assemblée de l'OEA, l'organisation a décidé d'ouvrir en El Salvador une branche régionale de l'Académie internationale de police, avec l'appui de conseillers américains.¹³¹

¹³⁰ Ainsi que tout l'appareil médiatique qui entourent la formation de l'opinion publique.

¹³¹ Ce n'est pas la première tentative d'entraînement policier américain (voir le texte de 2004 de Huggins sur le Mexique), toutefois c'est la première base complètement américaine établie comme lieu d'entraînement. (Turibio 2007, 65)

Il ne faut toutefois ne pas perdre de vue que pour justifier la politique de fermeté, les gouvernements de la région exagèrent souvent l'importance des actes de délinquance dans les bandes et, avec le concours de certains médias, leur réservent un traitement qui relève du sensationnalisme.¹³² Nombreux sont aussi les fonctionnaires et représentants étatiques, comme l'ancien ministre de la sécurité du Honduras, Oscar Alvarez Gutierrez, qui affirment que les *maras* sont liées à la guérilla colombienne¹³³. Le gouvernement américain, pas plus que ceux d'Amérique centrale, n'a pu apporter de preuves ni d'éléments concrets sur les liens entre les *maras* et Al Qaeda, mais il est pour eux commode d'en affirmer l'existence, ce qui entre dans le cadre de leurs politiques répressives.¹³⁴

Après le 11 septembre 2001, on a vu se généraliser aux États-Unis une politique et un discours qui visent à distiller la peur dans la population en liant tout acte de délinquance au terrorisme.¹³⁵ Les États-Unis, sous la présidence Bush pour le moins, ont essayé de faire des *maras* une cible de leur action dans l'hémisphère de prédilection des États-Unis.¹³⁶ Déjà en mars 2005, l'ex-président américain George Bush voyait dans le phénomène des *maras* une question de « sécurité nationale » et annonçait la constitution d'un fonds de 150 millions de dollars pour mettre sur pied une « force spéciale » destinée à combattre ces bandes criminelles. (Cantor 2006, 23)

¹³² Ainsi, en diverses occasions, les gouvernements du Salvador et des États-Unis ont essayé d'établir une connexion entre les *maras* et le terrorisme international et, plus précisément, le réseau Al Qaeda. (Wainwright 2007, 43) Thèse réfutée fermement par des experts de la sécurité et du terrorisme, les politicologues militaires Mainwaring et Sullivan.

¹³³ Oscar Alvarez Gutierrez a été démis de ses fonctions de ministre de la sécurité le 15 septembre 2011. La raison de cette démission surprise (on le présentait comme étant le futur dauphin de Porfirio Lobo pour les élections présidentielles de 2014) serait la tenue par Alvarez Gutierrez de négociations secrètes avec la Secrétaire étatsunienne de la sécurité nationale, Janet Napolitano, sur la mise sur pied d'une loi antimafia ainsi qu'une loi d'extradition à l'insu de Lobo. (Torres 2011)

¹³⁴ En soi on pourrait supporter toute approche mettant en exergue l'importance de la violence des gangs. Toutefois, nous verrons plus tard que les mesures répressives prônées n'ont pas eu l'effet escompté.

¹³⁵ Ce concept, dénommé "*fear mongering*", était appliqué tant au niveau local qu'international. (Smith 2004, 33)

¹³⁶ Il est toutefois important de noter que les *maras* représentent une menace réelle aux États-Unis avec des milliers de membres actifs agissant aux frontières mexicaines, certes, mais également dans les banlieues de plusieurs États. (Gay 2004)

2.3.2 Les relations internationales engendrées par la menace des *maras* et du Comando Vermelho

Selon le sociologue Carlos Ramos, coordonnateur des actions d'éducation au sein de la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO) d'El Salvador, lorsqu'on se place dans le cadre de la lutte contre le terrorisme à l'échelle mondiale et d'un phénomène pensé comme étant uniquement un problème de sécurité nationale, l'établissement de liens entre les bandes et le terrorisme entraîne des répercussions importantes sur la sécurité de la population, justifiant et légitimant des opérations de nature purement policière. Dans le contexte des bidonvilles, où il a été déterminé que des approches à multiples niveaux d'intervention peuvent être plus efficaces pour adresser les causes de l'allégeance et du pouvoir des gangs, les interventions policières musclées mènent plutôt à l'incarcération et contribuent à rendre l'environnement encore plus violent au quotidien. De plus, ces actions répressives menées contre les *maras* depuis 2003 font partie d'une « stratégie pour faire bonne figure aux yeux des États-Unis et obtenir des crédits pour leurs corps policiers », d'après Ramón Custodio, commissaire aux droits humains de la région.¹³⁷

« En ce sens, les flux migratoires jouent un grand rôle en Amérique centrale dans la mesure où, depuis 1993, les États-Unis déportent les membres des bandes, ce qui explique que les anciennes bandes existant en Amérique centrale, circonscrites à des quartiers, violentes mais sédentarisées, aient évolué et aient donné à ce phénomène une dimension internationale. Dans le cas de la M18 et de la Mara Salvatrucha, il s'étend du Canada au Panama. » (Ramos 2010, 45)

En plus des flux migratoires¹³⁸, il semblerait que les tactiques de lutte contre les gangs transnationaux n'aient pas eu l'effet souhaité. En effet, Savenije décrit comment les politiques répressives ont accéléré la professionnalisation des membres des *maras* dans

¹³⁷ Et cette stratégie commence à porter fruits. L'ancien ministre de la sécurité du Honduras, Oscar Alvarez Gutierrez, a admis que son administration avait obtenu 2,4 millions de dollars de Washington pour une supposée aide policière. Au Guatemala, le gouvernement a commencé à recevoir une aide militaire des États-Unis d'un montant de 3,2 millions de dollars afin de combattre les *maras* et renforcer les mesures de lutte contre les narcotrafiquants, aide qui avait été interrompue pour cause de violation des droits humains. (Rapport de l'OEA 2007, 25)

¹³⁸ Nous considérerons que les *maras* ont bénéficié de la situation pour prendre de l'expansion et étendre leur influence.

la région.¹³⁹ Le narcotrafic comme sources de pouvoir pour les gangs soulèvent de nombreux questionnements complexes, tant à l'échelle régionale qu'interne. En matière de politiques d'interventions, le Salvador se retrouve dans une situation ambiguë : d'une part, il existe un consensus sur la nécessité de renoncer à une conception morale¹⁴⁰ du problème et sur le besoin de nouvelles politiques qui abandonnent définitivement l'idée de guerre ; mais d'autre part, ces dernières ne bénéficient pas d'un climat politique international favorable afin de continuer dans cette direction.

2.3.3 Les politiques de lutte au narcotrafic

Dans de nombreux pays de la région, les effets de la guerre contre la drogue ont été dévastateurs. Plusieurs travaux universitaires ont spécifié les « dommages collatéraux » de la guerre contre la drogue, tels que l'instabilité politique et économique, la violation des droits de l'homme, la limitation des libertés civiles et le rôle croissant des militaires dans la région. Les politiques de lutte contre la drogue ont provoqué des tensions politiques dans la région. Alors que les États-Unis ont toujours pour objectif de détruire la production dans son pays d'origine, la majorité des pays latino-américains considèrent que les actions devraient se focaliser sur les consommateurs aux États-Unis; l'Union européenne, qui soutient que les politiques dans les pays producteurs devraient proposer des alternatives de développement plutôt que d'imposer une stratégie de guerre, occupe une position médiane dans le débat.

Les préférences américaines sont renforcées par le consensus sur la prohibition qui règne au sein des Nations unies et qui réduit la marge de manœuvre des gouvernements pour légaliser certaines drogues. De fait, la conviction que la légalisation de certaines substances permettra de diminuer la violence et de désarticuler cette économie est de plus en plus répandue dans la région latino-américaine ; c'est ce que soutient un document élaboré par la Commission latino-américaine sur la drogue et la démocratie

¹³⁹ Étant donné les plus grands besoins en armement et tactiques pour combattre la police, et de ressources économiques pour soutenir leurs camarades emprisonnés et leur famille. (Savenije 2010, 111)

¹⁴⁰ Par exemple, les tentatives fragiles de cessez-le-feu entres gangs et les négociations ouvertes avec les chefs des *maras* menant à des compromis d'impunités parfois inconfortable (prisons séparés, liberté conditionnelle, trocs de prisonniers) mais nécessaire. Ceci représente un autre exemple d'une érosion graduelle de la souveraineté étatique. (NPR 2010, 4)

dirigée par les trois anciens présidents C. Gaviria (Colombie), F.H. Cardoso (Brésil) et E. Zedillo (Mexique). Les analystes politiques s'accordent pourtant sur le fait que, dans la situation actuelle, les possibilités d'avancer dans cette direction sont réduites, au-delà de certaines mesures de « réduction de dommages » et de dépénalisation de la consommation individuelle mises en œuvre notamment en Uruguay.

2.3.3.1 Mano dura et l'impact carcéral

Il est toutefois certain qu'aucun de ces gangs n'intervient dans le trafic à grande échelle ni dans la vente de drogue en gros, même si certaines études montrent que les chefs des petits cartels locaux sont souvent d'anciens membres de la *pandilla* ou de la *mara* locales qui ont pour ainsi dire réussi leur "examen de passage". Certains signes indiquent également que l'intervention des *maras* dans le trafic de drogue se traduit par des comportements plus violents. De fait, la plupart des victimes de cette violence sont les membres des gangs eux-mêmes, comme en témoignent tragiquement les véritables guerres que se livrent, par exemple, les membres de *maras* rivales dans les prisons guatémaltèques. La guerre que mènent depuis quelques années les gouvernements d'Amérique centrale contre les *maras* est le facteur qui a le plus contribué à intensifier la violence de ces groupes. La première phase de ce nouveau conflit régional a débuté au Salvador en juillet 2003, avec l'adoption de la politique de la "*mano dura*", qui prévoyait l'emprisonnement immédiat de tout *marero* présumé sur la simple base de ses tatouages ou d'un comportement public susceptible d'indiquer son appartenance à une *Mara*, ce délit étant passible de peines allant de deux à cinq ans de prison, applicables à tout *marero* de 12 ans ou plus. Entre juillet 2003 et août 2004, 20 000 *mareros* salvadoriens ont été arrêtés, mais 95 % ont été remis en liberté lorsque la Cour suprême a déclaré inconstitutionnelle la loi de la "*mano dura*", estimant qu'elle violait la convention des Nations unies sur les droits des enfants. Une nouvelle politique, dite de la « *mano super dura* », a aussitôt pris le relais, veillant à respecter les clauses de la convention des Nations unies tout en prévoyant des peines de prison pouvant aller jusqu'à cinq ans pour les *mareros* de plus de 18 ans et jusqu'à neuf ans pour les chefs de bande. Entre 2004 et 2007, la population carcérale du Salvador a ainsi doublé, passant de 6 000 à 12 000 détenus, dont 40 % ont été arrêtés pour leur appartenance à une *Mara*.

Dans le cas du Brésil toutefois, une approche plus directe et ciblée a été lancée soit celle de la « pacification ».

2.3.3.2 UPP et action brésilienne

Abordons maintenant l'approche de l'État brésilien et plus précisément celle dans la ville de Rio de Janeiro, qui va bientôt accueillir deux événements sportifs d'envergure internationale, soit la Coupe du monde en 2014 et les Jeux olympiques de 2016. Nous nous intéresserons aux actions étatiques en réponse à la mainmise criminelle sur les *favelas*, soit comment l'État entreprend de reprendre le contrôle sur ces enclaves criminelles. En 2009, l'État de Rio s'est lancé dans une vaste entreprise de construction de murs, près de 15 kilomètres, autour de 13 favelas de la zone sud, la zone la plus touristique.¹⁴¹ (Borius 2009, 3) Parallèlement, l'État a entrepris la "reconquête" de certaines favelas laissées aux mains des trafiquants de drogue pendant longtemps, et ce, par la mise en place d'Unités de police pacificatrice (UPP) afin d'assurer une présence policière constante suite au "ménage" effectué pour que la "paix" s'y installe de façon permanente.

La question des Unités de police pacificatrice¹⁴² est complexe et présente un argument de plus sur le poids institutionnel et économique que la menace des gangs de rues fait peser sur l'État brésilien, et ce, sans compter les effets inégalitaires que la politique « d'assainissement » génère. D'une part, elle se concentre sur la prévention, et d'autre part, elle associe, pour la première fois, une politique de sécurité publique avec la question de la citoyenneté. (Dagnino 2010, 45)

Le principe des UPP est simple : il s'agit d'implanter dans des favelas dominées par le trafic de drogue une unité de police communautaire, laquelle va établir une relation de confiance avec ses habitants. Jusque-là, la police menait des opérations violentes marquées par des incursions ponctuelles au sein des favelas, qui se soldaient presque systématiquement par des blessés et des morts. L'idée, cette fois-ci, est de rentrer,

¹⁴¹ Zona Sul contient aussi certaines des favelas les plus dangereuses (Rocinha, Mangureira) en raison du haut volume de vente de stupéfiant consommé par les touristes.

¹⁴² Cette politique est pilotée par l'État de Rio de Janeiro et est déployée à partir de la politique fédérale PRONASCI – Programme national de sécurité publique avec citoyenneté.

pacifier et, surtout, de rester par la suite sur le plus long terme. Les policiers demeurent dans la même zone, se font connaître des habitants et participent à des réunions régulières pour faire le bilan des actions, des projets sociaux développés également au même moment, et pour présenter leurs revendications.¹⁴³ Ces policiers sont tous formés aux principes propres à la police communautaire et reçoivent un meilleur salaire que leurs autres confrères. (Borius 2009, 13) Tous sont des jeunes recrues, sortent de leur formation, et ce, afin d'éviter de recruter des policiers expérimentés qui ont pu déjà être confrontés à la corruption.

La première UPP fut implantée en novembre 2008 dans la favela de Dona Marta, dans la zone sud de Rio, partie la plus touristique de la ville. Depuis, vingt-sept autres UPP ont été implantées, couvrant vingt-huit favelas en tout.

Dans toutes ces favelas, les trafiquants de drogue ont quitté les lieux, soit sans combattre, soit après plusieurs jours de confrontation. (Falcao 2010, 32) Pour la première fois à Rio de Janeiro, plusieurs favelas ont ainsi été pacifiées et se trouvent aujourd'hui sans trafic de drogue (ou du moins sans trafic ostentatoire), et surtout sans les factions criminelles qui les dominaient jusqu'à tout récemment. Cette stratégie n'est cependant pas nouvelle, il faut le spécifier : on la trouve à travers le monde dans différents pays, et notamment au Brésil même, déjà, par le passé. Toutefois, aujourd'hui, elle s'inscrit dans un contexte national particulier, avec des ressources financières de l'Union européenne¹⁴⁴ et avec apparemment une réelle volonté politique. Elle s'inscrit également dans un nouveau contexte international, qui explique sans doute davantage cette dite nouvelle volonté politique. Tel que mentionné, Rio de Janeiro s'inscrit dans un agenda de méga-événements¹⁴⁵, et se doit d'apporter des réponses à cette question aiguë qu'est la sécurité publique. Cette stratégie de «pacification» est une décision étatique d'envergure avec des effets pernicieux et elle nous permet d'analyser des questions de souveraineté étatique et de citoyenneté.

¹⁴³ Ainsi les forces policières tentent de se réapproprier le rôle de "chef du village" occupé préalablement par les *morros*.

¹⁴⁴ La politique de support de ces mesures par contribution financière vient contrecarrer l'influence politique des États-Unis, qui préfère de son côté se concentrer sur l'éradication de la coca et l'intervention militaire.

¹⁴⁵ Le Comité international olympique (CIO) est très sensible à cette problématique.

Date	UPP #	Favela	Zona
20/09/2012	28	Rocinha	Zona Sul
28/08/2012	27	Vila Cruzeiro	Zona Norte
07/01/2012	26	Morro Santo Amaro	Zona Sul
01/06/2012	25	Morro da Chatuba / Morro da Caixa D'água	Zona Norte
27/06/2012	24	Morro do Sereno / Morro da Fé	Zona Norte
30/05/2012	23	Morro do Alemão / Pedra do Sapo	Zona Norte
11/05/2012	22	Morro do Adeus/ Morro da Baiana	Zona Norte
18/04/2012	21	Nova Brasília	Zona Norte
08/04/2012	20	Fazendinha	Zona Norte
018/1/2012	19	Vidigal/Chácara do Céu	Zona Sul
03/11/2011	18	Morro da Mangueira/Morro do Tuiuti	Zona Norte
17/05/2011	17	Complexo do São Carlos	Centro
25/02/2011	16	Morros dos Prazeres/ Escondidinho	Centro
25/02/2011	15	Morros da Coroa/ Fallet / Fogueteiro	Centro
28/01/2011	14	Morros São João/ Matriz / Quietto	Zona Norte
30/11/2010	13	Morro dos Macacos	Zona Norte
30/09/2010	12	Morro do Turano	Zona Norte
17/09/2010	11	Morro do Salgueiro	Zona Sul
28/07/2010	10	Araí	Zona Norte
01/07/2010	9	Morro da Formiga	Zona Norte
07/06/2010	8	Morro do Borel	Zona Norte
25/04/2010	7	Morro da Providência	Centro
14/01/2010	6	Ladeira dos Tabajaras/Morro dos Cabritos	Zona Sul
23/12/2009	5	Cantagalo-Pavão-Pavãozinho	Zona Sul
10/06/2009	4	Morro da Babilônia/ Chapéu-Mangueira	Zona Sul
18/02/2009	3	Jardim Batan	Zona Oeste
16/02/2009	2	Cidade de Deus	Zona Oeste
28/11/2008	1	Santa Marta (Dona Marta)	Zona Sul

On peut prétendre que l'État reprend progressivement la pleine souveraineté de ses espaces publics et populaires. Cette souveraineté a été privatisée par la nécessité d'établir des systèmes de sécurisation privés et érodée grandement par les factions criminelles, lesquels ont fini par réguler l'ordre social sur des enclaves particulières. Toutefois, la reprise de cette souveraineté par l'État brésilien "doit se faire dans une perspective républicaine des droits".¹⁴⁶ (Pinheiro 2007, 45) Effectivement, les UPP¹⁴⁷ offrent aux habitants la possibilité d'avoir un accès à la sécurité, mais le coût est une fois de plus celui du droit d'aller et venir des habitants : en effet, elles instaurent un contrôle drastique à l'entrée et à la sortie des favelas, régulent l'accès à l'espace public à l'intérieur même de la favela, et imposent des couvre-feux à ses habitants.¹⁴⁸ (Borius 2009, 17)

Revenons à l'exemple de la favela Dona Marta, favela de taille moyenne de moins de 5000 habitants. Elle offre une illustration parfaite de ce qui est en jeu actuellement dans la restructuration urbaine de la ville, que nous avons identifiée comme étant la question du droit à la ville et à la citoyenneté. Les gouvernants locaux et régionaux l'identifient comme le laboratoire de leurs politiques, modèle à être reproduit. Elle cumule effectivement tous les dispositifs, bénéficiant ainsi d'une UPP et de la construction d'un mur, lequel est d'ailleurs difficilement justifiable, car selon l'Institut Pereira Passos, au lieu de croître, la population de la favela a au contraire diminué entre 1999 et 2008 de près de 1 %¹⁴⁹. Elle est la favela la plus surveillée de la ville :¹⁵⁰ Ivana Bentes, préfère pour sa part parler de laboratoire du biopouvoir¹⁵¹ et de « favela big-brother », surveillée

¹⁴⁶ Pour les républicains, le communautarisme remet en cause l'espace public neutre, et empêche l'individu de se définir ou de se redéfinir: une fois membre d'une communauté, il devient difficile d'en sortir.

¹⁴⁷ Or, les UPP se présentent plus sous la forme d'une manifestation d'un État policier que d'un État de droit.

¹⁴⁸ N'oublions pas que par définitions les favelas sont des territoires non-régulés ou les citoyens s'installent de façon clandestine et ne reçoivent pas les mêmes services et garanties citoyennes que leurs compatriotes.

¹⁴⁹ De Souza e Silva, *Favela é cidade* 2010, 43.

¹⁵⁰ 650 mètres de murs, trois postes de police, 120 soldats, et une multitudes de caméras

¹⁵¹ Selon le concept foucaldien, le biopouvoir est un type de pouvoir qui s'exerce sur la vie, la vie des corps et de la population. C'est la prise en compte par le pouvoir de la vie des hommes avec d'un côté le corps (pour le discipliner) et de l'autre la population (pour la contrôler).

24 heures sur 24 et occupée territorialement par la police¹⁵². Une nouvelle dichotomie fait surface: si dans les quartiers huppés de la *zona sul*, les caméras des immeubles sont là pour protéger les habitants, ici dans la favela, les caméras sont là pour les surveiller. Kowarick estime que cela illustre une sous-citoyenneté urbaine (Kowarick 2010, 32), alors que Sales parle plutôt dans ce cas de citoyenneté concédée.¹⁵³ (Sales 2009, 21) Pour notre part ceci revient au concept de citoyenneté parallèle que nous avançons dans ce mémoire et nous allons maintenant observer les parallèles entre cette ségrégation citoyenne et l'espace urbain.

2.3.4 Ségrégation sociale et questions d'espace urbain

2.3.4.1 Ségrégation sociale et logement au Brésil

Il ne faut pas oublier que les bandes sont l'expression de l'apartheid social¹⁵⁴ qui caractérise les sociétés de l'Amérique latine, et le modèle néolibéral qui ont fait naître deux classes d'individus et de groupes : ceux qui sont admis dans le système économique et social, et les exclus. La notion d'apartheid social a été inventée par des universitaires et des responsables sociaux du Brésil pour analyser les racines de l'extermination des enfants des rues dans ce pays, notion tout à fait applicable à la situation propre au Salvador, à quelques réserves près. Elle renvoie non seulement à l'inégalité mais aussi à la différenciation entre des groupes d'une même société séparés par des facteurs de classe, de sexe ou d'origine ethnique.¹⁵⁵ Si la concentration de privilèges et de richesses engendre l'inégalité, la différenciation engendre quant à elle un comportement social et un état d'inégalité qui ont tendance à devenir permanents et

¹⁵² Concept développé dans l'ouvrage de Bentes, *Big Brother Favela, Biopolíticas e midialivrisimo* 2010. Nous avons nous-mêmes souvent fait usage de termes féodaux pour décrire le pouvoir détenu par les gangs sur les bidonvilles.

¹⁵³ Les auteurs Caldeira et Holston ont dédié un chapitre entier de leur livre sur la citoyenneté en Amérique latine (2004) à la question de citoyenneté concédée et d'absentéisme étatique dans les *barrios*.

¹⁵⁴ Voir notamment les observations sur ce point précis d'Areito (2004), LaRocca (2005), Stewart (2008) et Villancios (2005). Nous avons aussi exploré ce point dans la première partie avec les travaux d'Oxhorn.

¹⁵⁵ Ayant défini la souveraineté fragmentée dans la partie 2.2, ceci serait une représentation de citoyenneté fragmentée.

irréversibles « car ils sont fondés sur des frontières qui se sont dressées au fil de l'histoire et qui reproduisent un discours de domination, d'oppression et de répression d'un groupe contre un autre ». ¹⁵⁶

Selon le professeur de l'Université de Brasilia, Carlos Aquiles Guimaraes :

« l'apartheid social, en tant que produit dérivé du modèle économique capitaliste, tend à s'approfondir avec la radicalisation des pratiques de l'économie de marché, dans laquelle l'être humain devient objet de production et sujet de consommation. Dans un tel schéma, les privilégiés du système sont tous les individus en mesure de produire et consommer convenablement, les exclus sont les individus qui restent en marge de la société de consommation, mais pas des appels à consommer ». (Guimaraes 2008, 32)

Mais la ville-entreprise¹⁵⁷ ne s'arrête pas là, toujours à la recherche du meilleur profit et de nouveaux marchés, les spéculateurs immobiliers se servent à cœur joie dans les zones nouvellement pacifiées. « Spéculation immobilière de la paix » : c'est le titre d'un article de Maria Luisa Barros du journal O Dia, daté du 1^{er} février 2010. Elle nous apprend qu'il y a un réel effet UPP sur le marché immobilier : il suffit d'annoncer l'implantation à venir d'une nouvelle UPP dans une favela, pour que la valeur des biens immobiliers augmente, et ce, avant même son arrivée effective. Les administrateurs de biens immobiliers estiment une récupération allant entre 20 % et 50 % du prix des logements dans les quartiers proches des favelas pacifiées. Botafogo, quartier *noble* où se trouve la favela Dona Marta, Copacabana, Leme, Ipanema, autres quartiers *nobles* qui ont reçu également des UPP, tous sans exception voient leur marché immobilier valorisé. (Barros 2010, 34) L'objectif en vue de 2016, est de pacifier 100 favelas au total. On imagine alors le marché immobilier de Rio, dopé à la fois par les méga-événements et par ces dispositifs que sont la construction de murs et l'implantation d'UPP. Il est intéressant d'ailleurs d'observer que parmi les 13 premières favelas « emmurées », six bénéficient

¹⁵⁶ Dans mon expérience dans les favelas, la citoyenneté parallèle est non seulement ancrée, mais une source d'identité pour les *favelados* se voyant clairement exclus des bénéfices touchés par les autres citoyens et se sentant opprimés et surtout rejeté par la populace, les favelados, qui se sont sorti d'affaires sans aucun support étatiques en viennent à se considérer comme dans une zone à part du reste de la ville.

¹⁵⁷ On utilise ce terme dans le même contexte que celui de l'État de marché (Oxhorn 2001).

également d'une UPP, situées dans les quartiers les plus prestigieux de la ville. (Borius 2009, 18)

Selon Luís Carlos Lopes, professeur en sociologie et urbanisme, c'est la forte spéculation immobilière, actuelle et à venir, qui est responsable du chaos urbain. Les villes, s'inscrivant dans ces agendas internationaux et ayant l'ambition de Rio de Janeiro, désirent démontrer un sérieux contrôle sur l'espace public, réservé avant tout aux touristes, aux élites et au capital transnational, au détriment d'un usage populaire, social, interculturel et communautaire de cet espace. (Lopes 2011, 21) L'ancienne opposition centre-périphérie se clarifie en une dualité plus prononcée et spécifique : celle entre lieux sûrs et dangereux. Les murs autour de certaines favelas, la mise en place des Unités de police pacificatrice, la récente politique municipale dite de « choc de l'ordre » abondent dans ce sens.

2.3.4.2 Ségrégation sociale et logement au Salvador

Pour corroborer ce qui précède, on peut affirmer que le phénomène des bandes a un rapport avec les processus d'urbanisation qui induisent une ségrégation et une fragmentation évidentes sur les plans sociaux et du logement, faits liés aux déficiences de la dotation en service public, au surpeuplement, à la pauvreté, au chômage et au sous-emploi, à la maigreur des revenus, au manque de débouchés. Les *maras*, à la différence des « tribus » urbaines des pays développés, sont marquées du sceau de leur classe : elles se situent en majorité dans les dénommés bas quartiers des villes, caractérisés par l'insuffisance des ressources matérielles mais aussi la présence de familles désintégrées ou privées de toute communication entre parents et enfants. Beaucoup de jeunes et d'adolescents sont contraints de travailler très tôt dans la vie, généralement dans la rue, de mendier ou de gagner leur pain d'une quelconque façon. Dans une étude sur les *maras* réalisée au Salvador par Save The Children en 2002, on peut lire :

« Les adolescents et les jeunes qui, pour telle ou telle raison, ont coupé les liens familiaux et passent une bonne partie de leur temps dans la rue sont poussés à intégrer l'univers de la mara par un besoin d'identité sociale, la quête du plaisir et de l'hédonisme, de contacts humains, d'un sentiment de pouvoir et de reconnaissance sociale pour se sentir membres d'un groupe qui leur garantisse protection, soutien et visibilité sociale ».

À ces facteurs s'ajoutent les forts mouvements migratoires, intérieurs et extérieurs, qui désorganisent la famille et l'affaiblissent en tant qu'espace de socialisation. À certains moments clés de l'existence, lorsque l'enfant ou l'adolescent doit se former et acquérir des éléments de base de la vie en société, le père ou la mère sont absents. La famille se retrouve à la charge des grands-parents, de proches ou des frères aînés, et les rôles internes à la cellule familiale ne remplissent plus leur fonction. Les enfants ou les adolescents grandissent privés d'affection et de modèle à suivre, et cherchent dans les *maras* un lieu où combler ces lacunes. En guise de conclusion, nous pouvons remarquer que les approches complètement différentes par rapport à la menace des gangs ont menés à des différents taux d'efficacité sur le maintien de l'ordre et l'affaiblissement de l'organisation criminelle. Toutefois, il semble que ces actions aient perpétuées les mêmes effets pervers sur la situation sociale des *barrios* menant à une exacerbation de la violence comme nous proposerons dans notre conclusion. En effet, s'il faut synthétiser la seconde partie de ce mémoire on peut conclure que les approches extrêmes adoptées par les gouvernements salvadorien et brésilien ont produits des résultats mitigés et malgré le « succès » de l'approche brésilienne, l'impact néfaste des actions gouvernementales est similaire dans les deux pays. Nous croyons plutôt que la solution à la menace des gangs est ancrée dans l'historique de la violence sociale et de l'oppression étatique en Amérique Latine. Si nous avons tenté d'établir une comparaison entre deux pays différents pour prouver l'existence d'une menace nationale concrète et étudier l'impact de la réponse étatique tout au long de notre mémoire, notre conclusion abordera la question de façon plus large en offrant une ouverture sur le nouvel déséquilibre qui sévit actuellement en Amérique Latine. En effet, nous avons choisi deux cas extrêmes et s'il est faux de prétendre que les gangs de 3^e génération sont présents dans tout les bidonvilles d'Amérique latine¹⁵⁸, il est naïf de ne pas remarquer que les inégalités et la violences sociales, elles, ont suivi une évolution similaires à travers toute la région. Donc, ce qui représente une menace nationale peut tout aussi rapidement se transformer en menace régionale.¹⁵⁹

¹⁵⁸ Même si le cas du Mexique/Antilles/Amériques centrale est endémique de cette fâcheuse réalité

¹⁵⁹ Le nombre de membre du MS-13 aux États-Unis (60000) est un signe avant coureur (FBI, 2011)

Conclusion

Dans ce mémoire, il a été question de violence sociale et de répression étatique en Amérique latine, une réalité qui trouve son origine dans l'histoire de l'évolution démocratique de la région. Si notre question originale cherchait à savoir comment consolider démocratie active et violence étatique, nous nous devons, pour conclure, d'explorer les bases historiques de ces concepts. Suite à la consolidation démocratique de l'Amérique latine durant la période d'ajustements structureaux, le pouvoir coercitif de l'État a appliqué à plus large échelle et a inévitablement eu une incidence sur les intérêts et le bien-être des classes moyennes et professionnelles, dont les membres ont, à leur tour, augmenté leur résistance au monopole étatique de la violence suivie des autres segments de la population qui historiquement, ont été isolés et exclus. Historiquement, cette opposition prend des formes diverses, allant de manifestations publiques et pacifiques (par exemple, les mères argentines de la Plaza de Mayo) à d'énormes mobilisations politiques (les manifestations anti-Toledo au Pérou) à des expressions radicales de violence par le terrorisme et la révolte armée (le soulèvement zapatiste de Mexique). Une conséquence paradoxale de la réforme structurelle semble donc que, pour maintenir «l'ordre démocratique» face aux politiques économiques impopulaires et fiscales, les régimes ont dû user de répression et de force coercitive. En conséquence, nominalement États «démocratiques» se trouvaient contraints d'utiliser la violence pour maintenir le contrôle politique et la stabilité, justifiant leurs actions avec leur propre idéologie de la démocratie et des droits de l'homme et sapant ainsi leur légitimité.

L'expression sociale de la violence en Amérique latine s'est déroulée en trois moments historiques, caractérisés chacun par sa propre forme de violence. D'abord vint la violence structurelle, l'inégalité économique endémique, l'exclusion sociale et la pauvreté persistante découlant de l'imposition de politiques économiques néolibérales. En réponse à deux autres types de violence collective, l'une politique et l'autre pénale. Comme la situation de la classe moyenne et de la classe ouvrière se détériorait, beaucoup se sont tournés vers la violence radicale, conduisant à des vagues successives de grèves, de manifestations et insurrections dans toute la région. En même temps, la situation des pauvres et des jeunes s'est détériorée, et beaucoup d'entre eux se sont tournés vers la violence criminelle sous la forme de bandes de jeunes, des mafias

criminelles, et les cartels de la drogue. Si le fameux «instable social equilibrium» fait référence à la stabilité précaire en vertu de laquelle les classes dirigeantes ont négocié des compromis politiques avec des intérêts divers pour maintenir le contrôle social, la montée de la violence et de l'insécurité croissante que nous avons identifiée dans ce mémoire suggère un nouveau «déséquilibre social» et une perte progressive de contrôle des gouvernements sur leur propre territoire. Dans les plus grandes villes de la région, le désordre et la violence font partie de la vie quotidienne.

Cette situation a créé un cycle d'auto-alimentation par lequel les politiques néolibérales génèrent des taux élevés d'inégalité, l'exclusion, la pauvreté et l'aliénation, qui donnent une marée montante de la violence à la fois radicale et criminelle, ce qui déclenche plus de coercition de la part de l'État, qui, à son tour, encourage plus de résistance violente sociale. Le résultat final de ce cercle vicieux est une élite militarisée face à une population hostile mobilisée et constituée non seulement des populations urbaines pauvres et des chômeurs, mais aussi des classes professionnelles mécontentes qui ont vu leur niveau de vie érodé par la dévaluation des salaires et la diminution de leur pouvoir d'achat. Dans ces conditions de mécontentement généralisé et d'instabilité, les institutions de la démocratie perdent leurs flexibilités et l'État paternaliste des anciens régimes resurgit en proposant des modèles de répression autoritaire et la violence militaire pour rétablir l'ordre. Ainsi, une situation marquée par la pauvreté et l'exclusion entraîne de plus en plus de cas de violence extrême entraînant ainsi une réponse radicalisée.

Nous cherchons à comprendre la violence populaire comme une conséquence de la violence structurelle en concentrant notre attention sur les répercussions de la violence sociale et économique. Plutôt que d'exiger des mesures plus sévères et plus répressives afin «rétablir l'ordre» et «punir les contrevenants," un point de vue structurel considère la réforme de l'État lui-même comme le meilleur moyen de réduire la violence et rétablir la stabilité sociale, mais il faut que les décideurs et médias soient prêts à abandonner les dichotomies comme formalité/informalité, de la légalité/illégalité, victime/agresseur et criminel/citoyen.

Les plus grandes inégalités de richesse et de revenu sont exprimées socialement dans la structure institutionnelle des métropoles et dans l'espace urbain par la fragmentation des

quartiers sur des lignes de classe, de race et de l'ethnicité. Dans les quinze dernières années, cette inégalité enracinée structurellement a généré une séquence de phénomènes plus en plus violents. Dans des conditions d'exclusion sociale et d'isolement économique, les relations interpersonnelles et les institutions s'adaptent aux réalités quotidiennes de la criminalité et rendent ainsi les comportements violents communs et socialement légitimes. Les expressions courantes de violence sont mieux comprises dans le contexte des politiques d'ajustement structurel et de leurs conséquences pernicieuses sur les sociétés qui y sont exposées. Nous soutenons que la violence en Amérique latine découle directement des inégalités sous-jacentes engendrées par l'imposition de politiques néolibérales. La prolifération des enfants de la rue et les gangs de jeunes dans les villes d'Amérique latine ne sont qu'une expression de l'exclusion structurelle, et si elle continue de nouvelles formes et plus dramatique de la violence peuvent se propager à travers la région. Ce n'est pas que les gens sont violents parce qu'ils sont pauvres. Au contraire, l'isolement à long terme de la population dans les quartiers de la pauvreté concentrée produit, à travers les générations, des modes de vie et les stratégies des ménages qui se sont nécessairement adaptés à des conditions de précarité extrême.

Les jeunes membres de gang de rue en viennent à recourir à la violence comme outil de base pour leur survie¹⁶⁰. Plutôt que de considérer la violence comme une déviation personnelle de normes sociales, il est plus approprié de le considérer comme un produit d'inégalités structurelles, un phénomène social dans lequel de multiples acteurs ont recours à l'usage de la violence dans les mêmes circonstances sociales et d'une manière qui se renforce mutuellement, et non comme individus isolés. L'expansion de l'économie criminelle s'est produite dans un contexte où les citoyens avaient déjà vécu pendant des générations sous des circonstances «illégales», ayant acquis leurs logements grâce à des processus informels de squat et d'invasion des terres¹⁶¹. Les taudis urbains ont toujours été considérés comme des violations des normes juridiques de la propriété privée, le titre et la propriété. En dépit de leur existence de fait largement répandue en Amérique latine, les habitants des bidonvilles pauvres ont souvent été réprimés par les déplacements forcés et les programmes de réaménagement dirigistes. Néanmoins, après des décennies

¹⁶⁰ Comme nous l'avons observé, une fois intégré à un gang la question de survie est encore plus pressante et la violence comme mode de vie devient presque inévitable pour survivre.

¹⁶¹ Sans compter les propriétés terrestres des classes élites acquises et conservées de façon illégitime.

de crise économique, les bidonvilles sont devenus si communs et si endémiques à la structure et à l'organisation de la métropole d'Amérique latine qu'il est actuellement impossible de les considérer comme une violation, ils sont devenus la norme.

Les nouveaux espaces qui ont été créés dans les villes latino-américaines ne constituent pas seulement des niches économiques, mais fonctionnent aussi comme des systèmes de socialisation. La socialisation dans les croyances, les pratiques et les valeurs des peuples environnants et des groupes est inhérente à la condition humaine. Lorsque l'environnement social est violent, par conséquent, ceux qui viennent à y naître en lui seront eux-mêmes violents, souvent plus que moins. Les enfants nés dans quartiers urbains populaires n'ont généralement pas de certificats de naissance, les rendant techniquement «sans papiers» dans leur propre pays. Sans papiers d'identité, ils ne peuvent pas recevoir les services étatiques, notamment les soins de santé et l'éducation, et sont donc relégués à l'apprentissage dans les rues où ils viennent d'être identifiés comme «prédateurs», parce qu'ils ne cadrent pas avec «l'ordre établi» de l'État, qui n'a aucun moyen de les prendre en compte. Nous avons déjà établie comment chez les adolescents brésiliens et salvadoriens, la combinaison d'une absence de documents et d'identité propre et un contexte de pauvreté explique l'apparition de formes plus avancées et radicalisées de violence

alors que la violence a pris une place plus importante au niveau social, elle est aussi devenue plus central dans l'économie urbaine. Le vol et enlèvement de personnes avec de l'argent, la pratique du contrat de mise à mort, les réseaux de vols d'auto et les enlèvements sont devenus les grandes entreprises¹⁶², de même que les services de protection et de sécurité pour protéger les riches contre ces menaces. Ces manifestations de violence ne sont pas des actes isolés par des individus isolés, mais les mesures prises par des groupes sociaux organisés, souvent reliés par des réseaux de gangs de 3^e génération de niveau national et international, qui eux-mêmes produisent d'importantes accumulations de capital. C'est ce contexte de libre entreprise avec des fonds provenant de sources illégales qui se reproduit et continue à générer la violence dans les villes d'Amérique latine.¹⁶³ Identifier les différentes formes de violence générées dans des

¹⁶² Toute activité illégale sur un territoire contrôlé procure un pourcentage de revenu pour le gang local

¹⁶³ Nous avons déjà établi comment les gangs cherchent ultimement à instaurer les conditions similaires à un état déchu afin de pouvoir agir librement et permettre à leur 'entreprise' de croître sans restriction

contextes différents nous permet de comprendre quel type d'insécurité et de danger qu'ils produisent et la menace réelle qu'ils représentent. Lorsque la violence n'est plus un acte solitaire, mais un phénomène social, l'équilibre du système social en place est en effet menacé.

Une montée de la violence sociale et sa normalisation affectent non seulement les exclus, mais aussi ceux qui possèdent la richesse, le pouvoir et le contrôle social. Alors que les gouvernements élus perdent le contrôle de la sécurité publique, les groupes privés se présentent pour assumer leur rôle. L'incapacité de l'État à réguler la sécurité publique mène à l'émergence de groupes de sécurité privés, dont les services sont de plus en plus achetés par les riches pour se protéger des prédateurs criminels. En Amérique latine, les entreprises de sécurité privée sont devenues une activité économique de taille, non seulement légitimes, y compris les groupes qui offrent des services de sécurité pour les bâtiments, les centres commerciaux et les zones résidentielles urbaines, mais aussi des groupes paramilitaires ayant des liens avec les entreprises criminelles. L'économie privée de sécurité peut donc être formelle ou informelle, légale ou illégale.

Le portrait sécuritaire d'aujourd'hui est donc très complexe, avec de multiples connexions formelles et informelles entre les groupes légaux et illégaux, de sorte qu'il est difficile de faire la distinction entre les entreprises légitimes de sécurité et les groupes paramilitaires. L'industrie de la drogue contient bien sûr des éléments criminels, mais elle intègre aussi des acteurs non légitimes à tous les niveaux de la société, allant de petits entrepreneurs qui cultivent la coca aux grands propriétaires qui louent leurs terres pour la production de coca, et embrassant une multitude de travailleurs et d'agents indépendants engagés du chiffre d'affaires de transport d'emballage, la protection et la rue, au sein des villes. Dans toute la région, les activités liées à la production, la distribution et la commercialisation de la drogue gagnent du terrain dans l'espace économique et social¹⁶⁴. Bien que les organisations paramilitaires et les groupes de sécurité privés ont commencé à agir d'abord dans les zones rurales, ils se sont progressivement étendus au secteur urbain pour créer des liens plus étroits avec les trafiquants d'armes, des kidnappeurs, des voleurs, les pirates et escrocs de la ville. Il est

¹⁶⁴ L'exemple de la collaboration institutionnalisée entre la Banque HSBC et les cartels mexicains illustre bien ce constat (<http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/international-business/us-business/hsbc-failed-to-control-drug-money-laundering-senate-finds/article4422546/>)

impossible ici pour obtenir les dimensions précises de la situation actuelle en ce qui concerne l'illégalité et la criminalité. Ce qui est important est de noter que les activités liées à la drogue et le trafic d'armes interagissent de façon dynamique pour augmenter la violence et l'insécurité dans d'autres sphères de la vie sociale. Les groupes privés qui existent entre l'officiel et officieux constituent donc un nouvel acteur dans la lutte du pouvoir en Amérique latine.

La violence sociale est devenue le nouveau courtier et les gangs rues ont donné naissance à un nouvel ensemble de relations de pouvoir. L'inégalité sociale et la fragmentation spatiale à généré des types spécifiques de violence sociale, parfois légitime, souvent illégitime, et l'expression de cette violence met en danger la sécurité de tous les secteurs étatique (économie, diplomatie, ressources) tout en menaçant la sécurité et la stabilité des secteurs les plus vulnérables de la société. L'incapacité de l'État à contrôler cette violence et de maintenir l'équilibre instable de négocié auparavant a conduit à la privatisation de la sécurité, qui a seulement servi à renforcer les frontières entre les exclus et les inclus et à créé de nouveaux espaces de l'insécurité, la violence et la terreur pour s'épanouir.

La privatisation de la sécurité publique est en accord avec une idéologie que Wacquant (2001) a identifiée comme «punir les pauvres." À partir des formes privées de sécurité pour les groupes les plus nantis, les pauvres sont de manière disproportionnée les cibles et les victimes de la nouvelle violence. En revenant à notre thèse, la simple existence de la sécurité privée informelle confirme l'incapacité de l'État-nation de garantir l'ordre public et maintenir son monopole sur la violence coercitive. Comme pour toute activité économique, l'industrie de la sécurité génère de nouveaux emplois, incorporant souvent ceux qui sont violents ainsi qu'exclus. Dans de nombreux cas, les enfants des rues jeunes sont recrutés dans les coins dans les quartiers pauvres de rejoindre les milices privées. Comme la sécurité privée pour les riches augmente, il en va de la demande d'armes et de dispositifs de sécurité. Ventes d'armes à feu, systèmes d'alarme, et les véhicules à vent teinté augmentation de boucliers. Comme jamais auparavant, les espaces publics et les quartiers traditionnels sont transformés en forteresses sécurisées entourées par des murs et des points de contrôle dépendants. Selon Huggins (2000), les défenses privées telles que ceux-ci peuvent ajouter jusqu'à 20 pour cent des coûts

mensuels de la vie pour les familles de la classe moyenne. Avec la privatisation de la sécurité pour la classe moyenne ainsi que les riches, le contrôle social au sein du système devient instable intérêts privés sont souvent en concurrence avec l'État dans la préservation de l'ordre public et de servir les intérêts du secteur privé (Huggins 2000, 56). En somme, la croissance des activités économiques liées à la sécurité privée est directement proportionnelle au degré de pauvreté et d'exclusion dans la société, qui est elle-même reliée à des activités dans l'économie illégale, ce qui donne un cycle permanent de violence quotidienne qui reproduit la pauvreté et de la stratification dans un cercle vicieux. Pour les riches, la sécurité publique est remplacée par la sécurité privée, tandis que la classe moyenne se barricade et les pauvres, de leur côté, créent leurs propres gangs

Dans ce scénario, la loi du plus fort sévit et le pouvoir et la légitimité de l'État-nation sont encore érodés. Dans les zones de délinquance et de violence non règlementée, de nouveaux espaces sont générés permettant à de nouvelles puissances sociales de se développer menant à l'expansion des réseaux du crime organisé. Si la puissance du CV au Brésil ou l'expansion exponentielle en Amérique centrale a attiré notre attention, il faut regarder plus loin et constater la situation inquiétante qui sévit actuellement en Afrique subsaharienne. La déchéance dans laquelle ont sombré des pays comme la Somalie et la Guinée Bissau dépasse le statut d'État déchu et est plutôt dans le domaine de plaque tournante de l'économie illicite mondiale. Même si la situation en Colombie s'est régularisée, les développements dans certaines régions du Mexique laissent présager des espaces de non-droits similaires. La menace posée par les gangs de rue est réelle et il est temps que la communauté académique y porte l'attention méritée.

Bibliographie

- Adorno, Sérgio. 2005. « Le monopole étatique de la violence: le Brésil face à l'héritage occidental ». *Cultures & Conflits*, no. 59 (automne) : 149-174.
- Agnew, J. 2007. « Sovereignty Regimes: Territoriality and State Authority in Contemporary World Politics ». *Annals of the Association of American Geographers* 95, no. 2 : 437-461.
- Anderson, B. 1983. *Imagined Communities: Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*. Londres : Verso.
- Andersson, R. 2005. « The New Frontiers of America ». *Race & Class* 46, no. 3 : 28-38.
- Appuradai, A. 2003. « Sovereignty without Territoriality: Notes for a Postnational Geography ». Dans Low, Setha et Denise Lawrence-Zuniga (dir.). *The Anthropology of Space and Place: Locating Culture*. Boston : Blackwell Publishing : 337-349.
- Arana, Ana. 2001. « The New Battle for Central America ». *Foreign Affairs* 80, no. 6 (novembre-décembre).
- . 2005. « How the Street Gangs took Central America ». *Foreign Affairs* 84, no. 3 (mai-juin).
- Arias, Enrique Desmond et Corinne Davis Rodrigues. 2006. « The Myth of Personal Security: Criminal Gangs, Dispute Resolution, and Identity in Rio de Janeiro's Favelas ». *Latin American Politics and Society* 48, no. 4 (hiver) : 53-81.
- . 2006. « The Dynamics of Criminal Governance: Networks and Social Order in Rio de Janeiro ». *Journal of Latin American Studies* 38, no. 2 : 293-325.
- . 2006. *Drugs and Democracy in Rio de Janeiro: Trafficking, Social Networks and Public Security*. Chapel Hill : University of North Carolina Press.
- . 2004. « Faith in Our Neighbours: Networks and Social Order in Three Brazilian Favelas ». *Latin American Politics & Society* 46, no. 1 : 1-38.
- Arias, E.D. et Goldstein, D. (dir.). 2008. *Violent Pluralisms*. Durham : Duke University Press.
- Auler, Marcelo. 2008. « Organizações Criminosas no Rio de Janeiro ». Dans Negrini, P. P. (dir.). *Enjaulados: Presídios, Prisioneiros, Gangues e Comandos*. Rio de Janeiro: Gryphus.
- Bailey, J. et Godson, R. (dir.). 2000. *Organized Crime and Democratic Governability:*

- Mexico and the US-Mexican Borderlands*. Pittsburgh : University of Pittsburgh Press.
- Balcázar Barbosa, Antonio Rafael. 1998. *Um Abraço para Todos os Amigos: algumas considerações sobre o tráfico de drogas no Rio de Janeiro*. Niterói : EDUFF.
- Bauer, Alain. 2010. « La globalisation du crime ». *Pouvoirs*, no. 132 (janvier) : 5-16.
- Beetham, David. 1991. *The Legitimization of Power*. Londres : MacMillan.
- Bermudez, M. 2005. *Gang Violence and Anti-gang Death Squads*. Inter-Press News Agency. En ligne : www.ipsnews.net/news.asp?idnews=30163 page consultée le 10 décembre 2011.
- Biondi, Karina. 2009. *Juntos e Misturados: Imanência e Transcendência no PCC*. São Carlos : Universidad Federal de São Carlos.
- Blue, V. 2006. « Gangs without Borders ». *San Francisco Chronicle* : E-1.
- Boix, Carl et Stokes, Susan (dir.). 2007. *The Oxford Handbook of Comparative Politics*. Oxford : Oxford University Press.
- Bittencourt, Luis. 2003. *Brazil's Growing Urban Insecurity: Is it a Threat to Brazilian Democracy?*. Center for Strategic and International Studies. En ligne : <http://csis.org/files/media/csis/pubs/pp03bitencourt%5B1%5D.pdf> page consultée le 8 septembre 2011.
- Caldeira, T. 2001. *City of Walls: Crime, Segregation and Citizenship in São Paulo*. Berkeley : University of California Press.
- Camara, Mamadou et Tchapgá, Flavien. 2000. *Économie de la drogue et économie des réseaux*. Dans le cadre de la conférence du GREITDIRD et les Université Paris 1-8-13, "Mondialisation économique et gouvernement des sociétés: l'Amérique Latine, un laboratoire?", Paris, 7 juin.
- Camilleri, Joseph et Falk, Jim. 1992. *The End of Sovereignty? : The Politics of a Shrinking and Fragmenting World*. Aldershot : Edward Elgar.
- Campo-Flores, A., Briscoe, D., Klaidman, D., Isikoff, M., Ordonez, J., Contreras, J., et Cruz, A. 2005. « The Most Dangerous Gang in America ». *Newsweek* 145, no. 13 : 22-25.
- Castelli, Bernard. 2000. *Les réseaux de l'argent de la drogue: Une forme clandestine d'organisation économique*. Dans le cadre de la conférence du GREITDIRD et les Université Paris 1-8-13, "Mondialisation économique et gouvernement des sociétés: l'Amérique Latine, un laboratoire?", Paris, 7 juin.
- Castells, M. et Portes, A. 1989. « World Underneath: The Origins, Dynamics, and

Effects of the Informal Economy ». Dans Manuel Castells, Alejandro Portes et Lauren A. Benton (dir.), *The Informal Economy: Studies in Advanced and Less Developed Countries*. Baltimore : Johns Hopkins University Press.

Cevallos, D. 2005. *Mexico: Spread of Central American youth gang uncurbed*. Inter-Press News Agency. En ligne : <http://www.ipsnews.net/news.asp?idnews=30873> page consultée le 10 décembre 2011.

Chalk, P. 2000. *Non-military Security and Global Order: The Impact of Extremism, Violence and Chaos on National and International Security*. Londres : MacMillan.

Christino, Marcio. 2003. *Por Dentro do Crime: corrupção, tráfico, PCC*. São Paulo : Escrituras.

Coelho, Edmundo Campos. 1988. «Da Falange Vermelha a Escadinha: o poder nas prisões». *Presença* 11 : 106-114.

Cohen, M. et Rubio, M. 2007. *Violence and Crime in Latin America*. En ligne : http://www.copenhagenconsensus.com/.../DWSDownload.aspx?...SP%2FViolenceCrime_Cohen page consultée le 8 mai 2011.

Coletta, N.J. et Cullen, M. 2000. « The Nexus Between Violent Conflict, Social Capital and Social Cohesion », *Social Capital Working Paper No. 23*. Washington, D.C : World Bank.

Collier, P., Elliott, V.L., Hegre, H., Hoeffler, A., Reynal-Querol, M., et Sambanis, N. 2003. *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy*. World Bank and Oxford University Press.

Creedon, K. 2003. « El Salvador: War on Gangs ». *NACLA Report on the Americas* 37, no. 3 : 1-2.

Cruz, J. M. 2005. *The Gangs of Central America*. En ligne : <http://www.project-syndicate.org/commentary/cruz1/English> page consultée le 24 avril 2012.

———. 2007. «El barrio transnacional: las maras centroamericanas como red». Dans Francis Pisani *et coll.* (dir.). *Redes transnacionales en la Cuenca de los Huracanes*. Mexico : Miguel Ángel Porrúa.

———. 2010. «Government Responses and the Dark Side of Suppression of Gangs in Central America». Dans Thomas C. Bruneau, Lucia Dammert et Jeanne Giraldo (dir.). *The Maras and Security Challenges in Central America and the U.S.* Austin: University of Texas Press.

- Davis, D.E. 2008. « The Political and Economic Origins of Violence and Insecurity in Contemporary Latin America: Past Trajectories and Future Prospects ». Dans Arias, D. et Goldstein, D. (dir.), *Violent Pluralisms*, Durham : Duke University Press.
- . 2007. « Insecure and Secure Cities: Towards a Reclassification of World Cities in a Global Era ». *Sociologia Urbana e Rurale* 29, no. 82 : 67-82.
- . 2006a. « Undermining the Rule of Law: Democratization and the Dark Side of Police Reform in Mexico ». *Latin American Politics and Society* 48, no. 1 (printemps) : 55-86.
- . 2006b. « Conflict, Cooperation, and Convergence: Globalization and the Politics of downtown development in Mexico City ». *Research in Political Sociology* 15 : 143-178.
- Davis, D.E. et Pereira, A. (dir.). 2004. *Irregular Armed Forces and their Role in Politics and State Formation*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Davis, R.C., Ortiz C., Dadush, S., Irish, J., Alvarado, A. et Davis, D.E. 2003. « The Public Accountability of Private Police: Lessons from New York, Johannesburg, and Mexico City ». *Policing and Society* 13, no.2 (juin) : 197-210.
- De Cesare, D. 1998. « The Children of War: Street Gangs in El Salvador ». *NACLA Report on the Americas* 98, no. 1 : 21-32.
- Devetak, R. et Higgott, R. 1999. « Justice Unbound? Globalisation, States, and the Transformation of the Social Bond ». *University of Warwick CSGR Working Paper no. 29/99* (mai).
- Fearon, J. et Laitin, D. 2003. « Ethnicity, Insurgency, and Civil War ». *American Political Science Review* 97, no. 1 : 75-90.
- Felttran, Gabriel. 2008. «O legítimo em disputa: As fronteiras do "mundo do crime" nas periferias de São Paulo». *Dilemas: Revista de Estudos de Conflito e Controle Social* 1 : 93-126.
- Findlay, Mark. 1999. *The Globalization of Crime: Understanding Transitional Relationships in Context*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Fleisher, Mark et Decker, Scott. 2001. «An Overview of the Challenge of Prison Gangs». *Corrections Management Quarterly* 5, no 1 : 1-9.
- Fukumi, Sayaka. 2008. *Cocaine Trafficking in Latin America*. Londres : Ashgate.
- Garland, Sarah. 2005. « Central America: Anti-Gang Agreement ». *NACLA Report on the Americas* 37, no. 5.

- Garzon, Juan Carlos. 2008. *Mafia and Co: The Criminal Networks in Mexico, Brazil and Colombia*. Woodrow Wilson Center for Scholar. En ligne : http://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/mafiaandcompany_reducedsize.pdf page consultée le 24 août 2012.
- Godoy, Ricardo et De Franco, Mario. 1992. « The Economic Consequences of Cocaine Production in Bolivia: Historical, Local and Macroeconomic Perspectives ». *Journal of Latin American Studies* 24, no. 2 (mai) : 375-406.
- Gazit, N. 2009. « Social Agency, Spatial Practices, and Power: the Micro-foundations of Fragmented Sovereignty in the Occupied Territories ». *International Journal of Politics, Culture, and Society* 22 : 83-103.
- Goldstein, D. 2003. *The Spectacular City: Violence and Performance in Urban Bolivia*. Durham : Duke University Press.
- Guaracy, M. 2007. « O trabalho da inteligencia no controle do crime organizado ». *Estudos Avancados* 21, no. 61 : 51-69.
- Hagedorn, John M. 2005. «The Global Impact of Gangs». *Journal of Contemporary Criminal Justice* 21, no. 2 : 153-169.
- Hasan, A. 2002. « The Changing Nature of the Informal Sector in Karachi as a Result of Global Restructuring and Liberalization ». *Environment & Urbanization* 14, no. 1 : 69-78.
- Hinton, M. et Newburn, T. (dir.). 2009. *Policing Developing Democracies*. New York : Routledge.
- Holston, James. 2008. *Insurgent Citizenship: Disjunctions of Democracy and Modernity in Brazil*. Princeton : Princeton University Press.
- Holston, James et Caldeira, Teresa. 1999. « Democracy and Violence in Brazil ». *Comparative Studies in Society and History* 41, no. 4 (octobre) : 691-729.
- Howell, J. C. 1998. « Promising Programs for Youth Gang Violence Prevention and Intervention ». Dans R. Loeber et D. P. Farrington (dir.), *Serious and Violent Juvenile Offenders*. Thousand Oaks : Sage, 284-312.
- Huber, P. et Reimann, C. 2006. *Non-state Armed Actors: An Annotated Bibliography*. Geneva : Swiss Piece Center for Peacebuilding.

- Huggins, M. 1998. *Political Policing: The United States and Latin America*. Durham : Duke University Press.
- . (dir.). 1991. *Vigilantism and the State in Latin America: Essays in Extra-legal Violence*. New York : Praeger.
- . 2009. « Urban Violence and Police Privatization in Brazil: Blended Invisibility ». *Social Justice* 27, no. 2 (été) : 113-134.
- Jacobs, James B. 1974. «Street Gangs behind Bars». *Social Problems* 21, no. 3 : 395-409.
- Jackson, Robert (dir.). 1999. *Sovereignty at the Millennium*. Oxford : Blackwell.
- . 1990. *Quasi-States: Sovereignty, International Relations, and the Third World*. Cambridge : Cambridge University Press.
- James, Alan. 1997. *Sovereign Statehood*. Londres : Allen and Unwin.
- Johnson, S. C. 2005. *North American Youth Gangs: Patterns and Remedies*. En ligne : www.heritage.org/Research/LatinAmerica/tst042105a.cfm page consultée le 6 juillet 2012.
- Johnson, S., et Muhlhausen, D.B. 2005. « North American Transnational Youth Gangs: Breaking the Chain of Violence ». *The Heritage Foundation Background*, no. 1834 (mars). En ligne : <http://www.heritage.org/research/reports/2005/03/north-american-transnational-youth-gangs-breaking-the-chain-of-violence> page consultée le 6 juillet 2012.
- Jorath, C. 2009. *Crime, War, and Global Trafficking: Designing International Coordination*. New York: Cambridge University Press.
- Jütersonke, Oliver, Muggah, Robert et Rodgers, Dennis. 2009. «Gangs, Urban Violence, and Security Interventions in Central America». *Security Dialogue* 40, no. 4-5 : 373-397.

- Jütersonke, Oliver, Muggah, Robert et Rodgers, Dennis. 2009. «Gangs, Urban Violence, and Security Interventions in Central America». *Security Dialogue* 40, no. 4-5 : 373-397.
- Kant de Lima, Roberto. 2007. « "Ici c'est différent": espace, conflits et techniques d'accueil policiers dans les commissariats de Rio de Janeiro ». *Outre-Terre* 1, no. 18 : 323-334.
- Keck, M. et Linklater, A. 1993. *The Transformation of Political Community: Ethical Foundations of the Post-Westphalian Era*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Keck, M. et Sikkink, K. 1997. *Transnational Issue Networks in International Politics*. Princeton : Princeton University Press.
- Kincaid, Douglas. 2000. « Demilitarization and Security in El Salvador and Guatemala: Convergences of Success and Crisis ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 42, no. 4 (hiver) : 39-58.
- Kourliandsky, Jean-Jacques. 2003. « Nouvelles menaces: paradoxes latino-américains ». *Revue internationale et stratégique*, no. 49 : 146-156.
- Kraxberger, B. 2005. « Strangers, Indigenes, and Settlers: Contested Geographies of Citizenship in Nigeria, *Space and Polity* 9, no. 1 (avril) : 9-27.
- Krujit, Dirk et Koonings, Kees (dir). 1999. *Societies of Fear: The Legacy of Civil War, Violence and Terror in Latin America*. Londres : Zed Books.
- . 2002. *Political Armies: The Military and Nation Building in the Age of Democracy*. Londres : Zed Books.
- . 2004. *Armed Actors: Organized Violence and State Failure in Latin America*. Londres : Zed Books.
- . 2007. *Fractured Cities: Social Exclusion, Urban Violence & Contested Spaces in Latin America*. Londres : Zed Books.
- Landau-Wells, M. 2008. « Capital Cities in Civil Wars: the Locational Dimensions of Sovereign Authority ». *Crisis States Research Center, Occasional Paper* 6 (avril).
- Leeds, Elizabeth. 1996. « Cocaine and Parallel Politics in the Brazilian Urban Periphery: Constraints on Local-Level Democratization ». *Latin American Research Review* 31 no. 3 : 47-83.
- . 2006. « Cocaine and Parallel Politics in the Brazilian Urban Periphery: constraints on local-level Democracy ». *Latin American Research Review* 31, no. 3 : 41-83.

- . 2007. « Rio de Janeiro ». *Fractured Cities: Social Exclusion, Urban Violence & Contested Spaces in Latin America*. Londres : Zed Books : 23-35.
- Lima, William da Silva. 1991. *Quatrocentos contra um: uma história do Comando Vermelho*. Rio de Janeiro: ISER.
- Linklater, A. 1993. *The Transformation of Political Community: Ethical Foundations of the Post-Westphalian Era*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Litzinger, R.A. 2006. « Contested Sovereignties and the Critical Ecosystem Partnership Fund ». *PoLAR: Political and Legal Anthropology Review* 29, no. 1 : 66-87.
- Logan, Samuel. 2009. *Prison Gangs and Organized Crime*. Zurich: International Relations and Security Network. En ligne : <http://www.isn.ethz.ch/isn/Current-Affairs/Security-Watch/Detail/?id=100084&lng=en> page consultée le 12 juillet 2011.
- Logan, S, Bain, B., et Kairies, K. 2006. *Deportation Feeds a Cycle of Violence in Central America*. Americas Program, International Relations Center. En ligne : <http://www.worldpress.org/Americas/2304.cfm> page consultée le 21 mai 2012.
- Lowenheim, Oded. 2002. « TCOs and Security: The Case against Inflating the Threat ». *International Journal* 57, no. 4 (automne) : 513-536.
- Lupsha, P. A. 1996. « Transnational Organized Crime versus the Nation-State ». *Transnational Organized Crime*, vol.2, no 1, Spring
- Mahler, S. 1998. « Lives at a Crossroads ». *Hemisphere: A Magazine of the Americas* 8, no. 3 : 36-40.
- Manwaring, Max. 2005. *Street Gangs: The New Urban Insurgency*. Strategic Studies Institute. En ligne : <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/display.cfm?pubID=597> page consultée le 27 mai 2012.
- . 2007. *A Contemporary Challenge to State Sovereignty*. Strategic Studies Institute. En ligne : <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/pub837.pdf> page consultée le 27 mai 2012.
- Massey, D. S. 1988. « Economic Development and International Migration in Comparative Perspective ». *Population and Development Review*, no. 14 : 383-413.
- McIlwaine, C. et Moser, C. 2001. « Violence and Social Capital in Urban Poor Communities ». *Journal of International Development* 13, no. 7 : 965-984.

- Méndez, Juan E., O'Donnell, Guillermo et Pinheiro, Paulo Sérgio, (dir). 1999. *The (Un) Rule of Law and the Underprivileged in Latin America*. Notre Dame (Indiana) : Notre Dame University Press.
- Meyer, Peter J. 2012. *Central America Regional Security Initiative: Background and Policy Issues for Congress*. Congressional Research Service (CRS). En ligne : <http://www.fas.org/sgp/crs/row/R41731.pdf> consultée le 3 mai 2012.
- Mills, Frederick. 2012. *Public Security in El Salvador: The Slide Towards Re-militarization*. Council on Hemispheric Affairs (COHA). En ligne : <http://www.coha.org/public-security-in-el-salvador-the-slide-towards-re-militarization> page consultée le 3 mai 2012.
- Misse, Michel. 2008. « Le movimento: les rapports complexes entre trafic, police et favelas à Rio de Janeiro ». *Déviances & Société*, no. 32 : 495-506.
- . 2010. « Les organisations criminelles au Brésil : la complexité des marchés illégaux en milieu urbain ». *Problèmes d'Amérique latine*, no. 76 : 43-60.
- Monclaire, Stéphane. 1993. « Entre insatisfaction multiforme et persistance des périphéries: l'illégitimité de l'État au Brésil ». *Cahier des Amériques latines*, no.16 : 113-129.
- Moser, C. 2004. « Urban Violence and Insecurity: An Introductory Roadmap ». *Environment & Urbanization* 16, no. 2.
- Murray, M. J. 2008. *Taming the Disorderly City: The Spatial Landscape of Johannesburg after Apartheid*. Ithaca: Cornell University Press.
- Nadelman, Ethan. 2003. *Addicted to Failure*. Foreign Policy. En ligne : http://www.foreignpolicy.com/articles/2003/07/01/addicted_to_failure page consultée le 3 septembre 2011.
- Pearce, Jen. 2007. *Violence, Power & Participation: Building Citizenship in Contexts of Chronic Violence*. Institute for Development Studies, article no. 274. En ligne : <http://www.dfid.gov.uk/r4d/PDF/Outputs/CentreOnCitizenship/WP274.pdf> page consultée le 21 mai 2012.
- Penglase, R. Ben. 2005. « The Shutdown of Rio de Janeiro: The Poetics of Drug Trafficker Violence ». *Anthropology Today* 21, no. 5 : 3-6.
- Peralva, Angelina. 2001. « Égalité et nouvelles figures du conflit urbain au Brésil ». *Cahier des Amériques latines*, no. 35 : 75-90.
- Philpott. 1999. « Westphalia, Authority and International Society ». Dans Jackson, Robert (dir.). 1999. *Sovereignty at the Millennium*. Oxford : Blackwell.
- Pinheiro, Paulo Sergio. 2000. « Governance, Violence and the (Un)Rule of Law ».

Daedalus 129, no. 2 (printemps) : 119-143.

Quesada, C. 2005. March). *Fresh Thinking about Gangs. Inter-American Development Bank*. En ligne: <http://www.iadb.org/idbamerica/index.cfm?thisid=3325> page consultée le 21 mai 2012.

Ribando, Clare. 2005. « Gangs in Central America ». *Congressional Research Service*, no. RS22141 (10 mai).

Richards, J.R. 1999. *Transnational Criminal Organization, Cybercrime and Money Laundering*. Boca Raton : CRC Press.

Rodgers, D. 2007. « Slum Wars of the 21st Century: The New Geography of Conflict in Central America », *Working Paper No. 10*, Crisis States Research Centre. Londres : London School of Economics.

———. 2006. « The State as a Gang: Conceptualizing the Governmentality of Violence in Contemporary Nicaragua ». *Critique of Anthropology* 26, no. 3 : 315-330.

———. 2004. « Disembedding the City: Crime, Insecurity, and Spatial Organisation in Managua, Nicaragua ». *Environment and Urbanization* 16, no. 2 : 113-124.

———. 2004. *Central America Takes Harder Line against Gangs*. The Christian Science Monitor (6 juillet). En ligne : <http://www.csmonitor.com/2004/0706/p07s02-woam.html> page consultée le 12 avril 2012

Rosenblatt, R. 2004. *Mara Salvatrucha (MS13): Violent Street Gang with Military Background*. Regional Organized Crime Information Center.

Rotker, S., Goldman, K. et Balan, J. (dir.). 2003. *Citizens of Fear: Urban Violence in Latin America*. Camden : Rutgers University Press.

Rozema, R. 2008. « Urban DDR-Processes: Paramilitaries and Criminal Networks in Medellin, Colombia ». *Journal of Latin American Studies* 40, no. 3 : 423-452.

Sanchez, Magaly, 2006. « Insecurity and Violence as a New Power Relation in Latin America ». *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 606 (juillet) : 178-195.

Sassen, S. 2007. *Territory, Authority, Rights: From Medieval to Global Assemblages*. Princeton : Princeton University Press.

———. 1991. *The Global City*. Princeton: Princeton University Press.

Savenije, Wim et Van Der Borgh, Chris. 2004. « Youth Gangs, Social Exclusion and the Transformation of Violence in El Salvador ». Dans Krujit, Dirk et Koonings, Kees

- (dir). *Armed Actors: Organized Violence and State Failure in Latin America*. Londres : Zed Books : 155-171.
- Silva, Patricio. 2004. « Violence and the Quest for Order in Contemporary Latin America ». Dans Krujit, Dirk et Koonings, Kees (dir). *Armed Actors: Organized Violence and State Failure in Latin America*. Londres : Zed Books : 186-191.
- Silva de Souza, Rosalinda. 2004. « Drug Trafficking and the Underground Economy: Networks of Organized Crime in Rio de Janeiro ». *Revista Mexicana de Sociología* 66, no. 1 : 141-192.
- Schmid, A.P. 1996. « The Links between Transnational Organized Crime and Terrorist Crimes ». *Transnational Organized Crime* 2, no. 4 (hiver) : 40-82.
- Simone, A.M. 2006. « Pirate Towns: Reworking Social and Symbolic Infrastructures in Johannesburg and Douala ». *Urban Studies* 43, no. 2 (février) : 357-370.
- Sparke, M. 2005. *In the Space of theory: Post-foundational Geographies of the Nation-state*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Strange, Susan. 1991. *The Retreat of the State: The Diffusion of Power in the World Economy*. Cambridge : Cambridge University Press.
- . 1998. *Mad Money*. Manchester : Manchester University Press.
- Sullivan, J.P. 1997. « Third Generation Street Gangs: Turf, Cartel and Netwarriors ». *Transnational Organized Crime* 3, no.3 (automne) : 95-108.
- Sullivan, K. 2005. « Mexico battles influx of violent gangs ». *The Washington Post Foreign Service* (21 janvier) : A10.
- Swedish, M. 2004. *Region's Governments Sign Anti-Gang Pact*. Religious Task Force on Central America and Mexico. En ligne : http://www.rtfcam.org/report/volume_24/No_1/article_1.htm page consultée le 7 septembre 2012.
- Taylor, C. 1985. *International Terrorism, Insurgency and Drug Trafficking: Narcotic Trafficking, Terrorism and Political Insurgence*, Congressional Testimony, Committee on Foreign Relations and Judiciary (14 mai).
- Thompson, G. 2006. *Guatemala Bleeds in Vise of Gangs and Violence*. The New York Times. En ligne : <http://www.nytimes.com/2006/01/01/international/01guatemala.html> page consultée le 7 septembre 2012.
- Thornberry, T. P., Krohn, M. D., Lizotte, A. J., Smith, C. A., et Tobin, K. 2003. *Gangs and Delinquency in Developmental Perspective*. Cambridge : Cambridge

University Press.

- Tilly, C. 1985. « Warmaking and Statemaking as Organized Crime ». Dans Rueschemeyer, D. Evans, P. et Skocpol, T. (dir.). *Bringing the State Back In*. Cambridge : Cambridge University Press : 169-91.
- Triplett, W. 2004. « Gang Crisis: Do Police and Politicians Have a Solution? », *CQ Researcher* 14, no 18. En ligne : <http://www.cqpress.com/product/Researcher-Gang-Crisis-v14-18.htm> page consultée le 22 février 2012.
- Trujillo, A. 2005. « Cutting to the Core of the Gang Crisis ». *Americas* 57, no. 6 : 56-57.
- UNDCP. 2010. *World Drug Report 2010*. Oxford : Oxford University Press.
- U.S. Agency for International Development, Bureau for Latin American and Caribbean Affairs Office of Regional Sustainable Development. 2006. (avril). *Central America and Mexico Gang Assessment*.
- U.S. Department of Homeland Security, Division of Immigration and Customs Enforcement. 2006. *ICE arrests 375 gang members and associates in two-week enforcement action* (10 mars).
- U.S. State Department. 2005. *Victims of Trafficking and Violence Protection Act of 2000: Trafficking in Persons Report*. En ligne : <http://www.state.gov/g/tip/rls/tiprpt/2005/> page consultée le 2 février 2012.
- U.S. Subcommittee on the Western Hemisphere, Committee on International Relations, U.S. House of Representatives. 2005. *Gangs and crime in Latin America*. numéro de série 109-96 (20 avril).
- Valladares, Licia. 2000. *Les favelas dans la mondialisation: Les favelas en tant que marché*, dans le cadre de la conférence du GREITDIRD et les Université Paris 1-8-13 "Mondialisation économique et gouvernement des sociétés: l'Amérique Latine, un laboratoire?". Paris, 7 juin
- Vargas, Joana-Domingues et Misse, Michel. 2008. « L'évolution de la consommation et du trafic de drogues illicites à Rio de Janeiro ». *Déviances & Société*, no. 32 : 377-391.
- Van Creveld. 1991. *Transformation of War*, New York : Free Press.
- Van de Velde, J.R. 1996. « The Growth of Criminal Organizations and Insurgent Groups Abroad Due to International Drug Trafficking ». *Low Intensity Conflict and Law Enforcement* 5, no. 3 (hiver) : 466-483.
- Van Reenen, Piet. 2004. « Policing Extensions in Latin America ». Dans Kruijt, Dirk et Koonings, Kees (dir). *Armed Actors: Organized Violence and State Failure in Latin America*. Londres : Zed Books : 33-51.

- Vidal, Laurent. 1994. « Les mots de la ville au Brésil: Un exemple de la notion de "fragmentation" ». *Cahier des Amériques Latines*, no. 18 : 161-181.
- Volkov, V. 2002. *Violent Entrepreneurs: The Use of Force in Making Russian Capitalism*. Ithaca : Cornell University Press.
- Williams, P. et E.U. Savona (dir.). 1996. *The United Nations and Transnational Organized Crime* Londres : Frank Cass.
- Zaluar, Alba. 2001. « Violence à Rio de Janeiro: styles de loisirs, de consommation et de trafic de la drogue ». *Revue internationale des sciences sociales*, no. 169 : 407-417.
- . 2001. « Violence, argent facile et justice au Brésil: 1980-1995 ». *Revue internationale des sciences sociales*, no. 169 : 477-484.
- . 2004. « Urban violence and drug warfare in Brazil ». Dans Krujit, Dirk et Koonings, Kees (dir). *Armed Actors: Organized Violence and State Failure in Latin America*. Londres : Zed Books : 139-154.
- Zaverucha, Jorge. 2000. « Fragile Democracy and the Militarization of Public Safety in Brazil ». *Latin American Perspectives* 27, no. 3 (mai) : 8-31.